

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ROYAUME-UNI

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1981

STATISTIQUES DE BASE DU ROYAUME-UNI

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	244	Villes principales (millions d'habitants, estimation au 1-7-1979) :	
Superficie agricole (milliers de km ²), en 1979	184	Londres (métropole)	6.9
		Birmingham	1.0
		Glasgow	0.8
		Liverpool	0.5
		Manchester	0.5

LA POPULATION

Population au 30-6-1979	55 946 000	Total de la population active civile occupée, en 1980	24 397 000
Densité au km ²	229	dont :	
Accroissement net, moyenne annuelle 1974-1979	-7 000	Agriculture	637 000
Taux de variation annuel, 1974-1979	0.0	Industrie (avec construction)	9 270 000
		Autres activités	14 490 000

L'ÉTAT

Dépenses ordinaires du secteur public en 1980 (en % du PNB)	22	Composition de la Chambre des Communes (juin 1981) :	
Recettes ordinaires du secteur public en 1980 (en % du PNB)	41	Conservateurs	337 sièges
Dette publique au 31 mars 1980 (en % des recettes ordinaires des Administrations publiques)	120	Travailleurs	255 »
		Travailleurs sociaux-démocr.	14 »
		Libéraux	11 »
		Divers partis	
		de l'Irlande du Nord	11 »
		Nationalistes écossais	2 »
		Nationalistes gallois	2 »
		Vacants	2 »
		Président	1 »
			<hr/>
			635 sièges

Dernières élections : 3-5-1979

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations :		Importations :	
Exportations de biens et services, en % du PNB, en 1980	28	Importations de biens et services, en % du PNB, en 1980	26
Principaux produits exportés (en % des exportations totales, en 1980) :		Principaux produits importés (en % des importations totales, en 1980) :	
Machines	23	Machines	15
Matériel de transport	11	Pétrole et produits pétroliers	12
Produits chimiques	11	Produits chimiques	6
Métaux non ferreux	4	Métaux non ferreux	5
Textiles	3	Fruits et légumes	2
Sidérurgie	2	Viande	2

LA MONNAIE

Unité monétaire : Livre sterling		Unité monétaire par dollar des États-Unis, moyenne des données journalières :	
		Année 1980	0.4302
		Mai 1981	0.4786

Note On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ARCHIVES -
RÉFÉRENCES
- DOCUMENT PRÊTÉ -
RETOUR BUREAU 603

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ROYAUME-UNI

JUILLET 1981

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation du Royaume-Uni
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 29 juin 1981.*

© OCDE, 1981

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I. Evolution récente	6
Demande et production	8
Evolution du marché du travail	12
Coûts et prix	15
Balance des paiements	19
II. Evolution du marché du travail en moyenne période	28
III. Politique économique	36
Politique budgétaire	37
Evolution de la situation monétaire	43
IV. Perspectives économiques à court terme	50
V. Conclusions	54
<i>Annexe</i> : Chronologie économique	59
Annexe statistique	66

TABLEAUX

Texte

1	Demande et production	8
2	Statistiques du marché du travail	14
3	Coûts et prix	16
4	Composantes de la hausse des prix de détail	17
5	Balance des paiements	20
6	Evolution de certains postes du compte des opérations courantes	22
7	Evolution des exportations et de la productivité des industries manufacturières	25
8	Pétrole et gaz de la Mer du Nord	27
9	Evolution du marché du travail	31
10	Population en âge de travailler et taux d'activité	33
11	Stratégie financière à moyen terme	37
12	Budget du secteur public	39
13	Déficits consolidés du secteur public	41
14	Prévisions de dépenses publiques	42

15	Indicateurs monétaires	45
16	Perspectives d'évolution pour 1981 et 1982	51
17	Indicateurs conjoncturels récents	52

Annexe statistique

A	Emploi du PIB	66
B	Formation intérieure brute de capital fixe par secteur et type d'actif et pour certaines branches d'industrie	67
C	Consommation et investissements	68
D	Production et main-d'œuvre	69
E	Financement intérieur	70
F	Salaires, prix et position extérieure	71
G	Analyse des transactions en capital et des règlements officiels	72
H	Avoirs et engagements extérieurs	74
I	Commerce extérieur par régions	75

GRAPHIQUES

1	Compétitivité extérieure et revenu national	7
2	Evolution de l'investissement	10
3	Stocks et rapports stocks/production	11
4	Réaction conjoncturelle de l'emploi	13
5	Commerce extérieur	23
6	L'emploi par secteurs	29
7	Production, productivité et investissement dans les industries manufacturières	35
8	Evolution de la masse monétaire et de la liquidité	46
9	Taux d'intérêt	48

INTRODUCTION

La récession s'est accentuée l'an dernier et le PIB a baissé d'environ 2 % en termes réels par rapport à son niveau de 1979. Si la production a baissé, la demande intérieure finale est restée à peu près stable mais, à l'exception de la consommation des administrations publiques, toutes ses grandes composantes ont fléchi. Un fort mouvement de déstockage représentant pour le PIB réel une diminution d'environ 3 points a été en partie compensé par un fléchissement allant de pair avec le volume des importations. L'élément dominant a cependant été la baisse de 15 % de la production manufacturière au fil de l'année. Le chômage a brutalement augmenté pour atteindre son niveau le plus élevé depuis la fin de la guerre. La récession a dans une large mesure reflété le ralentissement des échanges mondiaux et les effets de l'appréciation persistante du taux de change effectif de la livre qui, combinés au niveau élevé des rémunérations auquel ont abouti les négociations salariales, ont fortement pesé sur la situation financière des entreprises industrielles. L'évolution du taux de change a aussi exercé une influence importante sur l'inflation et le rythme de la hausse des prix s'est ralenti à partir du milieu de l'année. En partie à cause du pétrole de la Mer du Nord, mais surtout sous l'effet de la diminution des importations et de l'amélioration considérable des termes de l'échange, le compte des opérations extérieures courantes est devenu excédentaire. Ces grands aspects de l'évolution économique ont persisté dans les premiers mois de 1981, bien que, d'après certaines indications, la diminution de la demande et de l'activité s'est peut-être ralentie ; cependant, le taux sous-jacent d'inflation n'a pas continué de baisser.

Les conditions monétaires ont été restrictives en 1980 bien que l'expansion de la masse monétaire (M3 en sterling) ait sensiblement dépassé la limite supérieure de la fourchette retenue comme objectif (7-11 %) et malgré la réduction des taux d'intérêt qui a été rendue possible par le ralentissement du taux d'inflation. Il est prévu que la politique monétaire continuera en 1981 et 1982 de ne pas accompagner l'inflation, conformément à la stratégie financière à moyen terme du gouvernement. La politique budgétaire a été moins restrictive l'an dernier, mais elle a été durcie dans le budget présenté cette année en mars. Sur la base des politiques en vigueur, et comme on prévoit que l'accroissement des échanges mondiaux restera modéré, il est probable qu'après une nouvelle baisse du PIB en 1981 une faible reprise se produira en 1982, mais que cette dernière risque de ne pas être suffisante pour mettre un terme à l'augmentation du chômage. Le taux d'inflation pourrait baisser encore en fonction, dans une certaine mesure, de l'évolution du taux de change. Compte tenu d'un redressement des importations correspondant à la fin du mouvement de déstockage et d'un fléchissement des exportations, le compte des opérations extérieures courantes pourrait devenir légèrement déficitaire.

L'évolution récente de la demande et de l'activité, des prix et des coûts ainsi que de la balance des paiements sont analysées succinctement dans la première

partie de l'Etude. La deuxième partie examine certains aspects de l'évolution à moyen terme du marché du travail, la troisième partie étant consacrée à la politique économique. Les perspectives d'évolution de l'économie à court terme font l'objet de la quatrième partie et l'Etude se termine par les principales conclusions concernant la conduite de l'action gouvernementale.

I. EVOLUTION RECENTE

La dégradation de la compétitivité extérieure observée depuis plusieurs années a profondément influé sur l'évolution économique récente. Du fait des perspectives favorables ouvertes par le pétrole de la Mer du Nord, ainsi que du maintien de taux d'intérêt relativement élevés pendant la majeure partie de 1980, la livre sterling s'est appréciée de 15 % environ en termes effectifs, tandis que sous l'effet du fléchissement prononcé de la production et de fortes hausses des rémunérations, les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre¹ se sont accrus de 30 % au cours de l'année. Pendant les trois années 1978 à 1980, la perte de compétitivité — exceptionnellement forte, quel que soit le critère retenu — s'est chiffrée à plus de 60 % et a influé sur de nombreux agrégats réels et nominaux. L'appréciation de la monnaie depuis 1978 a provoqué une amélioration sensible des termes de l'échange, à laquelle les écarts considérables entre l'évolution récente du revenu national disponible en termes réels² et du PIB réel aux coûts des facteurs peuvent surtout être attribués. Pendant les trois années qui se sont achevées au second semestre de 1980, le revenu national disponible en termes réels a progressé de plus de 6 %, alors que le PIB réel est resté pratiquement inchangé, ce qui donne à penser que le niveau de vie s'est sensiblement amélioré bien que la production ait marqué le pas³; entre le second semestre de 1979 et le second semestre de 1980, ces deux indicateurs ont baissé de $\frac{1}{4}$ % et de $3\frac{1}{2}$ % respectivement. Les salariés ont été les principaux bénéficiaires de l'amélioration des termes de l'échange : leurs gains réels moyens disponibles ont en effet augmenté de plus de 15 % pendant les trois années qui se sont achevées au second semestre de l'an dernier. En 1980, l'augmentation a été de 3 % environ, ce qui explique la vigueur de la consommation privée dans une situation de baisse rapide de la production et d'augmentation du chômage.

L'augmentation des gains réels des ménages a eu pour contrepartie une forte compression des bénéfices des entreprises, qui (compte non tenu de l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord) sont tombés à des niveaux exceptionnellement bas au second semestre de 1980, à savoir moins de 5 % du PNB, contre 9 % en 1978 et 11 % au début des années 70. Cette chute et la contraction de la marge brute d'autofinancement qui l'a accompagnée ont favorisé un ample mouvement de déstockage, qui a entraîné une baisse sensible du PIB au cours

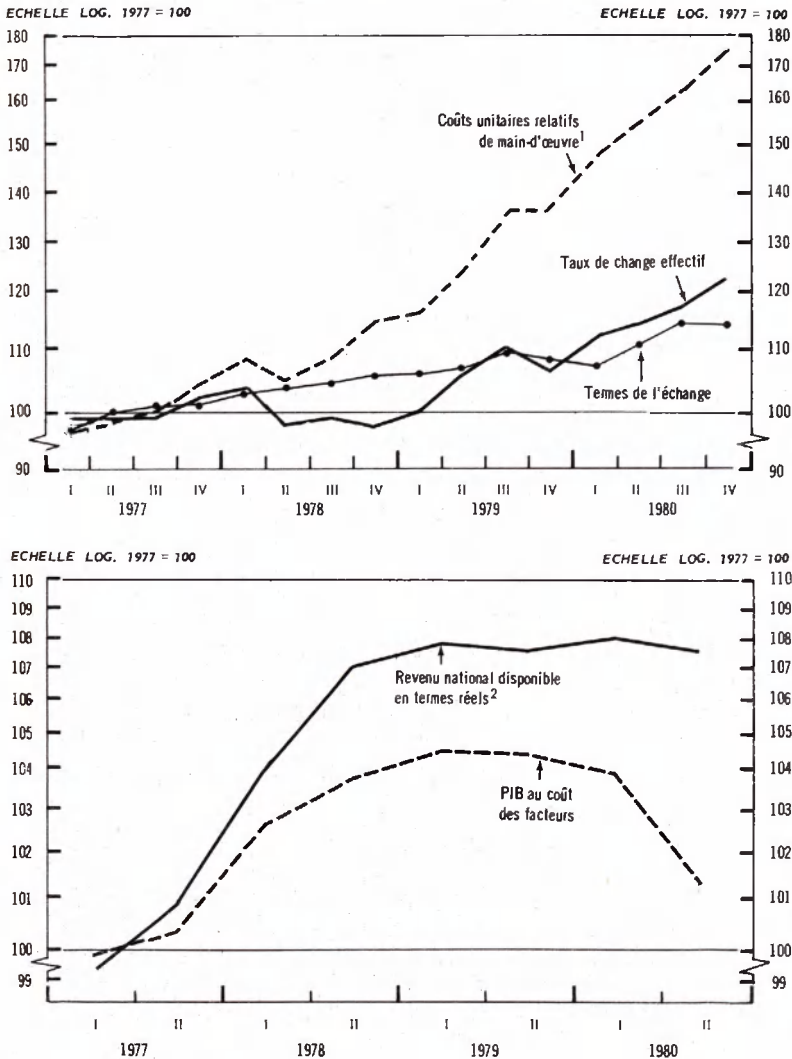
1 Variation des coûts unitaires de main-d'œuvre au Royaume-Uni par rapport à ceux des principaux pays concurrents, exprimée dans une même monnaie.

2 Le revenu national disponible en termes réels correspond au PNB ajusté en fonction des variations des termes de l'échange. Une amélioration (dégradation) des termes de l'échange accroît (réduit) le montant des ressources dont dispose le pays pour la consommation et l'investissement, étant donné que des exportations d'un niveau donné permettent d'équilibrer plus (moins) d'importations.

3 Le revenu national disponible en termes réels donne une meilleure mesure des variations du pouvoir d'achat d'un pays, et par conséquent de son niveau de vie à court terme, que le PIB réel.

de 1980. La baisse des bénéfiques a contribué en outre au fléchissement de l'investissement des entreprises. Toutefois, la part des importations dans les stocks étant très importante, le déstockage a provoqué un recul appréciable du volume des importations autres que le pétrole, qui a largement compensé la diminution du volume des exportations autres que le pétrole (imputable à la perte de compétitivité des exportations). L'amélioration de la balance extérieure réelle a représenté une forte contribution positive à la variation du PIB, atténuant ainsi quelque peu les effets négatifs du déstockage (tableau 1).

Graphique 1 Compétitivité extérieure et revenu national



1 Exprimés dans une monnaie commune.

2 Le revenu national disponible en termes réels correspond au PIB au coût des facteurs ajustés en fonction des variations des termes de l'échange.

Demande et production

Après avoir atteint un maximum conjoncturel (22½ %) lors de la série de négociations salariales qui s'est achevée au troisième trimestre de 1980, la progression d'une année sur l'autre des gains moyens a été ramenée à environ 16½ % au premier trimestre de 1981⁴, ce qui néanmoins représente pour les gains moyens disponibles, une progression d'une année sur l'autre de 2½ % en termes réels. Cette évolution a toutefois été plus que compensée par une forte réduction de l'emploi qui a conduit à une baisse en termes réels de près de 1¾ % du montant après impôt de la masse salariale durant l'année 1980⁵; pour l'ensemble de l'année 1980, on a enregistré une augmentation de ½ %. A cause surtout de l'accroissement des versements au titre des allocations de chômage, les transferts publics ont été le seul élément du revenu des ménages à progresser en termes réels durant l'année 1980 (6 %) ; ces transferts ont vraisemblablement continué de s'accroître au début de 1981. Au total, le revenu réel

Tableau 1 **Demande et production**
Pourcentages de variation en volume, taux annuels désaisonnalisés

	Par rapport à l'année précédente					Par rapport au semestre précédent		
	1976	1977	1978	1979	1980	1979 II	1980 I	II
Consommation privée	0.3	-0.6	6.0	4.7	0.7	-2.2	4.2	-3.3
Consommation publique	0.6	-1.2	2.1	2.0	1.7	1.8	2.1	1.1
Formation de capital fixe	1.3	-2.6	3.5	-1.3	-2.2	8.9	-4.7	-7.5
Demande intérieure finale	0.6	-1.1	4.7	3.0	0.4	0.6	1.9	-2.8
<i>plus formation de stocks</i> ¹	2.1	0.6	-0.4	0.7	-3.1	-0.3	-4.2	-3.5
<i>plus ajustement « de compromis »</i> ^{1 2}	-1.0	0.7	0.2	0.6	-0.3	-	-0.1	-1.0
Demande intérieure totale	1.7	0.2	4.4	4.3	-2.9	0.3	-2.4	-7.2
Exportations	9.0	6.7	1.8	2.1	0.5	8.4	0.7	-7.2
Importations	4.2	1.2	3.9	11.1	-3.3	10.3	-3.3	-15.4
Variation de la balance extérieure ¹	1.2	1.5	-0.6	-2.5	1.1	-0.7	1.2	2.8
PIB aux prix du marché ³	2.9	1.7	3.8	1.8	-1.9	-0.5	-1.2	-4.6
PIB aux prix du marché, pétrole de la Mer du Nord non compris	2.3	0.8	3.2	1.0	-2.0	-0.9	-1.1	-4.7
Production agricole	-8.0	12.6	8.1	-1.3	8.5	3.7	13.9	3.4
Industries extractives ⁴	25.8	49.2	23.9	26.8	2.2	10.1	0.2	-1.1
Industries manufacturières	2.0	1.9	0.5	0.1	-9.8	-1.8	-10.5	-15.9
Construction, gaz, électricité et eau	-0.3	1.1	5.6	0.0	-4.9	2.0	-6.4	-8.7
Services	1.9	1.1	3.1	2.3	-0.3	0.0	1.0	-3.1
PIB au coût des facteurs (dans l'optique de la production)	1.9	2.6	3.4	2.2	-2.9	0.5	-2.8	-6.6
Revenu disponible réel des ménages	0.6	-1.8	8.4	6.3	2.1	6.2	-0.8	3.8
Taux d'épargne des ménages	11.9	10.8	12.7	14.1	15.3	15.8	13.7	16.8

1 Contribution à la variation du PIB en pourcentage du PIB de la période précédente.

2 Différence entre l'estimation dans l'optique de la dépense et l'estimation « de compromis » du PIB, cette dernière étant la moyenne pondérée des trois estimations du PIB dans l'optique de la production, de la dépense et du revenu. Les coefficients de pondération sont 40 %, 40 % et 20 % respectivement.

3 Estimation « de compromis ».

4 Y compris la production de pétrole et de gaz en Mer du Nord.

Sources: *Economic Trends*; Press and Information Service Release, juin 1981 et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

4 Ces derniers mois, les pourcentages de majoration des salaires ont été, en moyenne, inférieurs à 10 % et la hausse tendancielle des gains moyens s'est ralentie beaucoup plus fortement que ne le donne à penser le taux de progression d'une année sur l'autre.

5 Par variations « durant » ou « au cours de » l'année, on entend les variations enregistrées pendant la période comprise entre le quatrième trimestre de l'année précédente et le quatrième trimestre de l'année considérée.

disponible a fléchi dans des proportions minimales durant l'année 1980, mais étant donné sa forte augmentation durant l'année 1979 (6½ %), il s'est inscrit en légère hausse pour l'ensemble de 1980. L'aggravation du chômage et le désir de rétablir la valeur réelle des avoirs liquides face à une inflation rapide ont été à l'origine d'une épargne de précaution qui explique l'augmentation ininterrompue du taux d'épargne des ménages jusqu'au niveau record de 15½ % en 1980. La progression du taux d'épargne des ménages, particulièrement prononcée au second semestre, a provoqué un tassement de la consommation privée. Bien que le niveau élevé du taux d'épargne de la fin de 1980, le ralentissement du taux d'inflation et les achats effectifs dans l'attente du budget aient relancé la consommation privée au premier trimestre de 1981, son niveau est resté légèrement inférieur au sommet atteint au deuxième trimestre de 1979.

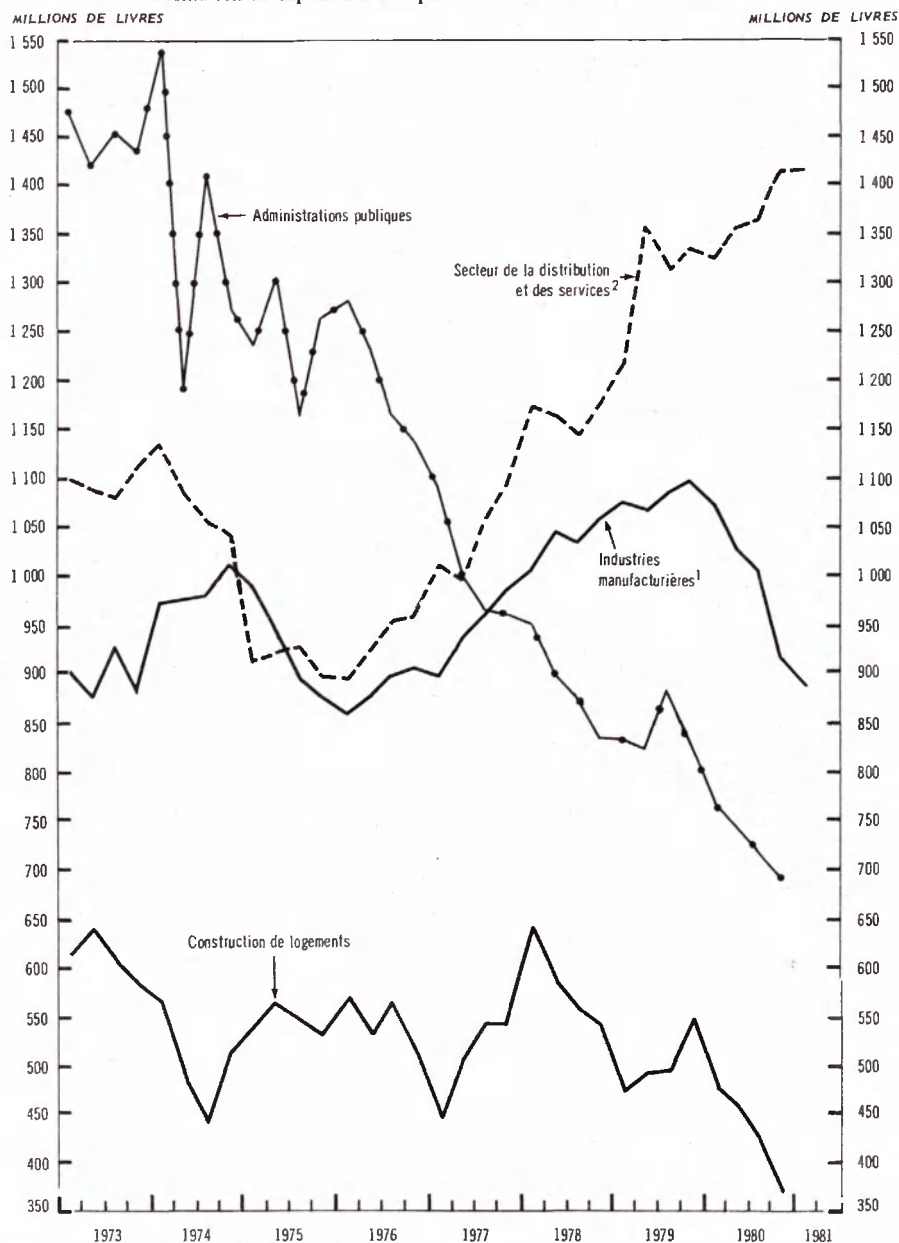
La consommation des administrations publiques, au lieu de diminuer comme il était officiellement prévu, a continué d'augmenter durant l'année 1980, alors que — suivant à peu près les prévisions officielles — les investissements publics ont beaucoup diminué, retombant au quatrième trimestre de 1980 au niveau de 1960. L'importante perte de compétitivité a surtout touché le secteur produisant des biens faisant l'objet d'échanges internationaux, en particulier les industries manufacturières, et l'investissement s'en est immédiatement ressenti. Au second semestre de 1980, le taux réel de rendement des entreprises industrielles et commerciales (compte non tenu du pétrole de la Mer du Nord) est tombé aux environs de 2 %, c'est-à-dire au niveau le plus bas depuis une trentaine d'années, et à un niveau inférieur d'environ deux tiers à celui de la précédente récession (1974/75). Dans le secteur manufacturier, le fléchissement des bénéfices semble avoir été particulièrement accusé en 1980 ; compte tenu de la baisse de la production par rapport au maximum conjoncturel du milieu de 1979, ainsi que des perspectives peu brillantes d'évolution à moyen terme, l'investissement a enregistré une chute extrêmement forte (15 %) durant l'année⁶.

Malgré la récession, l'investissement a continué de progresser en 1980 dans la distribution et les services, où la demande s'est maintenue à un niveau relativement élevé et où les taux de profit ont été nettement plus forts que dans le secteur manufacturier. En outre, il semble que, du fait de la forte hausse des coûts de main-d'œuvre ces dernières années, la tendance à la substitution de capital au travail s'est poursuivie dans les secteurs employant beaucoup de main-d'œuvre : l'expansion de l'investissement dans le secteur de la distribution et des services par exemple, a été entièrement imputable à des dépenses en matériel⁷. Le mouvement accentué de repli de l'investissement résidentiel du secteur privé observé durant l'année 1980 (33 %) peut être attribué à la forte hausse des prix des logements nouveaux au cours des deux années qui se sont achevées au milieu

6 Les chiffres de l'OCDE comprennent les biens d'équipement loués par des institutions financières au secteur manufacturier selon la formule du crédit-bail ; les montants correspondants sont donc retranchés des investissements du secteur de la distribution et des services. Dans les statistiques officielles du Royaume-Uni, les investissements sont classés en fonction de leur propriétaire et non de leur utilisateur ; la plupart des équipements loués en crédit-bail étant la propriété d'établissements financiers, les opérations de crédit-bail intéressant le secteur manufacturier sont donc considérées comme des investissements dans le secteur de la distribution et des services dans les publications du Royaume-Uni. Les statistiques officielles (crédit-bail non compris) font apparaître une baisse de 20 % de l'investissement dans l'industrie manufacturière durant 1980 et de 10 % (7 % si l'on inclut le crédit-bail) dans l'ensemble de l'année 1980.

7 Au cours des deux années qui se sont achevées au quatrième trimestre de 1980 (et au cours des trois années se terminant au quatrième trimestre 1980), l'investissement fixe dans le secteur de la distribution et des services, y compris le crédit-bail, a augmenté au taux annuel de 10 % (10 % pendant les trois années) se décomposant en taux annuel comme suit : près de zéro (¾ %) pour les nouveaux travaux de construction, — 2½ % (4 %) pour les achats de véhicules et 24 % (19 %) pour l'équipement productif.

Graphique 2 Évolution de l'investissement
Formation de capital fixe aux prix de 1975 – chiffres désaisonnalisés

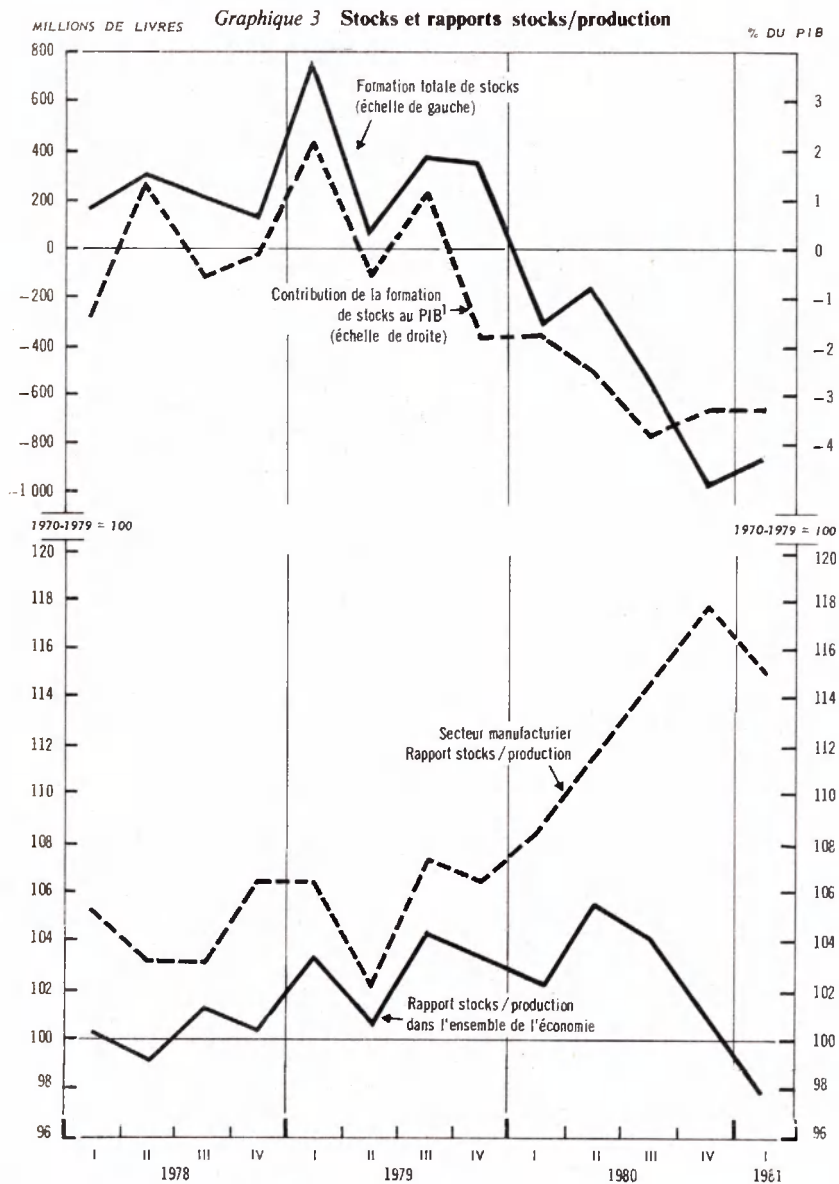


1 Y compris les opérations de crédit-bail.

2 Non compris les opérations de crédit-bail.

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

de 1980 (60 %), au niveau élevé des taux d'intérêt hypothécaires et à l'offre relativement limitée de crédits hypothécaires jusqu'à l'automne de 1980. L'investissement fixe total a fléchi à un taux annuel de 8 % environ au cours de chacun des trimestres de l'année. Comme on pouvait s'y attendre, la compression des



1 Variation de stocks en pourcentage du PIB de la période précédente, moyenne mobile sur trois trimestres centrée sur le dernier.

Sources : *Economic Trends* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

bénéfices et les difficultés de trésorerie qui ont touché plusieurs branches ont suscité un très large mouvement de déstockage dans le secteur manufacturier durant l'année 1980. De fait, ce mouvement qui a atteint une ampleur sans précédent⁸ a représenté à peu près les quatre cinquièmes du déstockage total. Néanmoins, si l'on se réfère au passé, les rapports stocks totaux/production se

8 Aux prix de 1975, la diminution en valeur des stocks du secteur manufacturier a été de 1,4 milliard de livres durant l'année 1980 alors que pendant les quatre années précédentes leur augmentation cumulée avait été du même ordre.

situaient encore à un niveau relativement élevé à la fin de 1980 ; dans le secteur manufacturier en particulier, la diminution de la production ayant été plus brutale que celle des stocks, le rapport stocks/production a atteint un niveau exceptionnellement élevé à la fin de l'année.

La forte baisse de l'investissement fixe et le large mouvement de déstockage ont conduit à un net fléchissement ($6\frac{1}{4}\%$) de la demande intérieure totale pendant l'année qui s'est achevée au quatrième trimestre de 1980. Toutefois, sous l'effet de l'amélioration de la balance extérieure réelle, la diminution du PIB réel aux prix du marché n'a été que de 4 % environ au cours de la même période. Le PIB au coût des facteurs (dans l'optique de la production) a été inférieur de 2 points environ (soit un fléchissement de 6 % ou de $6\frac{1}{4}\%$ si l'on exclut le pétrole de la Mer du Nord). La production de pétrole a été perturbée par des difficultés techniques qui ont réduit sa contribution à la croissance du PIB, la ramenant ainsi d'une moyenne de $\frac{3}{4}$ point au cours des quatre années précédentes à moins de $\frac{1}{4}$ point en 1980. De toutes les composantes de la production, c'est la production manufacturière qui a enregistré la baisse la plus marquée — 15 % en 1980 — suivie de la construction (13 %). Les autres composantes de la production ont beaucoup moins diminué. Le PIB réel a continué de fléchir au premier trimestre de 1981 mais moins vite que précédemment. La production industrielle, non compris le pétrole de la Mer du Nord, a encore baissé au premier trimestre de 1981, mais, pendant les quatre premiers mois de l'année, elle a été peu près stationnaire.

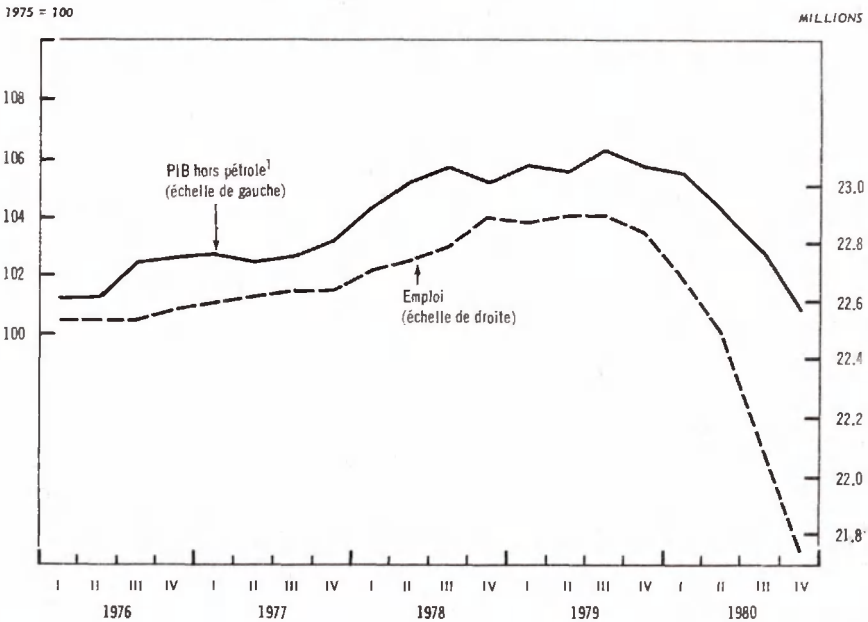
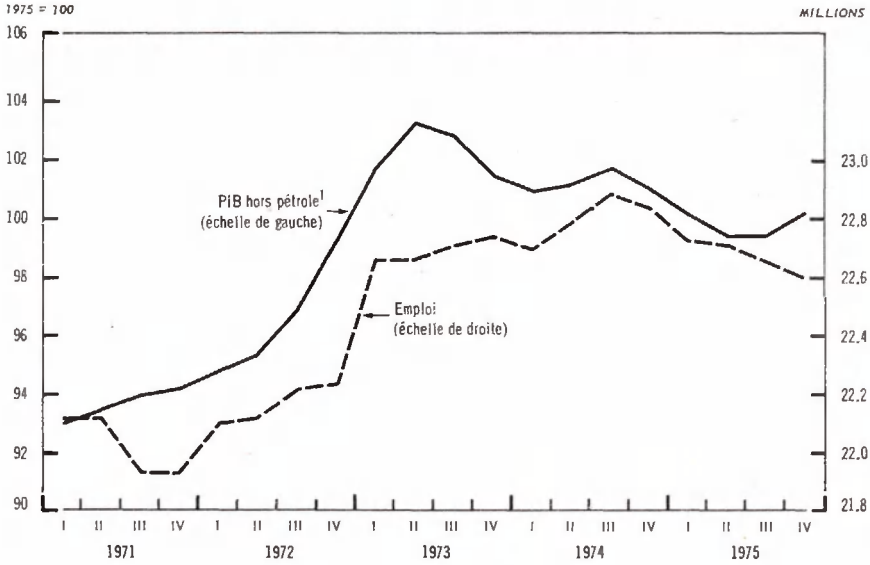
Evolution du marché du travail

La réaction de l'emploi au ralentissement de l'activité économique, manifeste depuis les derniers mois de 1979, a été à la fois plus vive et plus rapide que lors des précédentes phases cycliques de même nature (graphique 4). La rétention de main-d'œuvre paraît avoir été considérable jusque vers le milieu de 1979, mais des délestages importants se sont produits dès les premiers signes de fléchissement de l'activité, une reprise rapide ne semblant pas vraisemblable. La compression des bénéfices — notamment des bénéfices industriels — a aussi beaucoup contribué à cette évolution. Dans l'industrie, et surtout dans le secteur manufacturier⁹, l'emploi avait commencé à baisser au début de 1978 parce que la production s'était ralentie dans le secteur des industries non pétrolières plus tôt qu'ailleurs. Toutefois, l'emploi total n'a commencé de diminuer que dans les derniers mois de 1979, à un rythme modéré tout d'abord, puis à un rythme plus rapide l'an dernier. La baisse de $4\frac{1}{2}\%$ de l'emploi salarié en 1980 (la plus importante enregistrée au cours de la période d'après-guerre) a été due à des réductions de $8\frac{1}{2}\%$ et $1\frac{1}{4}\%$ respectivement de l'emploi dans le secteur industriel et dans celui des services. Dans le secteur manufacturier, alors que la productivité avait légèrement progressé jusqu'à la fin de 1979, la production a reculé davantage que l'emploi en 1980, de sorte qu'on a enregistré une baisse de 7 % de la productivité par salarié et de $1\frac{1}{2}\%$ de la productivité par homme-heure. L'emploi a continué de fléchir dans les premiers mois de 1981.

Après une amélioration au premier semestre de 1979, le chômage a commencé d'augmenter progressivement au quatrième trimestre. Ce mouvement s'est ensuite accéléré et l'accroissement mensuel du nombre des chômeurs s'est établi en moyenne à 100 000 environ entre le milieu de 1980 et janvier 1981. Depuis lors, ce nombre a augmenté nettement moins rapidement, le taux de chômage passant d'un minimum conjoncturel de 5 % au troisième trimestre de 1979 à $10\frac{1}{2}\%$ en

⁹ Au cours des deux ans et demi qui se sont achevés à la fin de 1980, l'emploi a fléchi de 10 % dans l'industrie et de 12 % dans le secteur manufacturier.

Graphique 4 Réaction conjoncturelle de l'emploi



1 PIB au coût des facteurs, estimation de compromis à l'exclusion de l'extraction de pétrole et de gaz naturel, moyenne mobile sur trois trimestres.

Sources : *Economic Trends* et *Department of Employment Gazette*.

Tableau 2 Statistiques du marché du travail

	1974							1980		1981	
	1963	1975	1976	1977	1978	1979	1980	T2	T4	T1	
	Moyenne	Pourcentages annuels de variation							Variation sur 6 mois en taux annuel		
<i>Population active c.v.s¹</i>											
Population active	0.3	0.9	0.9	0.7	0.5	0.0	-0.5	-0.3	-0.9		
Emploi total	0.1	-0.7	-0.5	0.2	0.6	0.4	-2.4	-2.7	-5.8		
Emploi salarié total	0.1	-0.6	-0.6	0.3	-0.7	0.4	-2.6	-2.9	-6.4		
Hommes (pourcentage de participation)	(62.5)	(59.6)	(59.4)	(59.1)	(58.8)	(58.4)	(58.2)	(58.3)	(58.1)		
Femmes (pourcentage de participation)	(37.5)	(40.4)	(40.6)	(40.9)	(41.2)	(41.6)	(41.8)	(41.7)	(41.9)		
Industries productrices	-0.5	-3.9	-2.5	-0.3	-0.3	-0.8	-4.9	-5.4	-10.1	-11.0	
dont : Industries manufacturières	-0.5	-4.5	-3.1	0.2	-0.4	-1.3	-5.9	-6.5	-11.9	-11.8	
Services publics ²	1.3	2.2	-1.2	-1.4	-0.4	0.2	-1.1	0.1	-1.4		
Autres secteurs tertiaires ²	2.7	1.7	0.9	1.0	1.8	1.6	-0.6	-1.1	-3.1		
Administrations publiques	2.7	6.0	2.2	-0.7	0.3	1.3					
<i>Productivité³</i>											
Ensemble de l'économie	2.9	-1.4	2.0	1.3	2.1	0.9	-1.1	-2.6	-2.4		
Industries productrices	3.5	-1.6	3.7	1.8	2.2	0.9	-3.3	-5.9	-6.5	-2.1	
dont : Industries manufacturières	000 3.8	-2.6	5.3	1.6	0.9	1.5	-4.1	-7.3	-7.9	-3.2	
<i>Chômage c.v.s.</i>											
Total (non compris les jeunes venant d'achever leur scolarité)											
Royaume-Uni : en milliers	565	929	1 273	1 378	1 376	1 307	1 668	1 498	2 020	2 304	
taux ⁴	2.4	3.9	5.3	5.7	5.7	5.4	6.8	6.2	8.3	9.5	
Total (non compris les jeunes venant d'achever leur scolarité)											
Grande-Bretagne : en milliers	529	890	1 223	1 323	1 316	1 248	1 596	1 432	1 935	2 212	
taux ⁴	2.3	3.9	5.2	5.6	5.6	5.3	6.7	6.1	8.2	9.4	
Hommes : en milliers	436	722	941	976	947	879	1 117	994	1 375	1 587	
taux ⁴	3.0	5.2	6.7	6.9	6.8	6.3	7.9	7.1	9.9	11.4	
Femmes : en milliers	93	169	282	347	369	369	479	437	560	625	
taux ⁴	1.1	1.8	3.0	3.7	3.9	3.8	4.9	4.5	5.8	6.5	
Structure du chômage, non désaisonnalisé, en fonction de la durée (pourcentage de participation)											
Jusqu'à 4 semaines	..	29.4	19.5	18.5	17.6	17.3	17.7	15.9	16.6	12.1	
Plus de 4 semaines	..	70.6	80.5	81.5	82.4	82.7	82.3	84.1	83.4	87.9	
En fonction de l'âge (pourcentage de participation)											
Moins de 18 ans	..	10.1	14.1	14.5	14.2	9.7	11.5	7.5	11.4	8.2	
18 à 24 ans	..	31.8	26.2	26.6	26.7	27.7	28.6	28.5	29.8	30.1	
25 à 59 ans	..	47.3	49.7	49.7	50.0	52.8	51.3	54.6	50.8	53.9	
60 ans et plus	..	10.9	10.0	9.2	9.1	9.8	8.6	9.3	8.0	7.9	
<i>Pour mémoire :</i>											
Taux de chômage, Royaume-Uni ⁵	2.2	3.6	4.9	5.3	5.2	4.9	6.5	5.9	8.1		
Nombre moyen d'heures travaillées par ouvrier											
Grande-Bretagne, secteur manufacturier (1975 = 100)	104.9	100.0	100.3	101.3	101.1	100.9	98.2	99.3	95.5	94.5	
Offres d'emplois, Royaume-Uni, en milliers	211.1	148.1	119.7	155.9	210.3	241.3	143.0	159.2	98.3	99.6	

1 Royaume-Uni.

2 Grande-Bretagne.

3 Non compris le pétrole de la Mer du Nord.

4 Pourcentage de salariés sans emploi par rapport au nombre total des salariés (pourvus ou non d'un emploi).

5 Pourcentage de salariés sans emploi par rapport à la population active totale, non compris les jeunes venant d'achever leur scolarité.

Source : Department of Employment Gazette.

juin 1981¹⁰. Ces chiffres ne donnent pas une idée exacte de l'augmentation du chômage qu'ils sous-estiment ; en effet, les mesures spéciales en faveur de l'emploi et de la formation, qui visent actuellement près de 1 million de personnes, ont eu

10 Selon les définitions du Royaume-Uni, le *taux* de chômage mesure le pourcentage de chômeurs « non compris les jeunes arrivés en fin de scolarité » par rapport au nombre total des salariés (pourvus d'un emploi et sans travail). C'est cette mesure qui est publiée et habituellement utilisée au Royaume-Uni. Toutefois, afin de faciliter les comparaisons avec les autres pays, on a aussi utilisé dans l'Étude le pourcentage de salariés sans travail par rapport à la population active totale (salariés, travailleurs indépendants et militaires). Ce deuxième taux est inférieur au premier ; l'écart a augmenté progressivement, passant de ½ point au début des années 70 à 3 point actuellement, et l'on prévoit qu'il atteindra 1 point d'ici la fin de 1982.

pour effet que, dans le nombre des chômeurs inscrits, 300 000 travailleurs, estime-t-on (soit à peu près 200 000 de plus qu'au troisième trimestre de 1979), n'ont pas été pris en compte. En outre, l'augmentation du chômage a été freinée par l'incidence croissante du travail à horaires réduits, que reflète la nette diminution du nombre moyen d'heures travaillées depuis le début de 1980 : dans le secteur manufacturier, le nombre moyen d'heures travaillées par semaine et par ouvrier a diminué de 5½ % durant l'année 1980¹¹ et cette diminution s'est poursuivie un peu dans les premiers mois de 1981 avant de faire place à une augmentation depuis quelque temps.

Sous l'effet de la forte baisse de la production industrielle, le chômage masculin a augmenté beaucoup plus rapidement que le chômage féminin. Ainsi, après avoir régulièrement fléchi, le rapport du chômage masculin au chômage féminin (1.6 en 1979 contre 2.8 en 1975), a augmenté de nouveau pour atteindre 1.8 au printemps de 1980. Les statistiques font toutefois apparaître une légère diminution de la part du chômage résiduel¹², essentiellement attribuable au fait que, par découragement, des chômeurs de longue durée quittent le marché du travail. Dans ces conditions, l'accroissement du chômage s'est aussi accompagné d'un allongement de sa durée ; le rapport du nombre des travailleurs en chômage depuis moins de 26 semaines au nombre de ceux dont la durée de chômage se situe entre 26 et 52 semaines est tombé de 4 à l'automne de 1979 à 3.1 au début de 1981. La part des travailleurs qualifiés dans le nombre total de chômeurs s'est accrue de près de 4 points, pour atteindre 14 % au cours de l'année qui s'est achevée à la fin de 1980, celle des manœuvres diminuant dans des proportions comparables pour atteindre 32½ %. La dégradation de la situation sur le marché du travail s'est aussi traduite par une forte diminution du nombre des vacances d'emplois, qui de 250 000 au milieu de 1979 est tombé en juin 1981 à 82 000, chiffre sans précédent depuis la fin de la guerre¹³. La part des postes qualifiés dans le nombre total des vacances d'emplois s'est fortement contractée et est tombée de 26 % à la fin de 1979 à 14 % un an plus tard.

Coûts et prix

Bien que la plupart des indicateurs de prix aient augmenté beaucoup plus en 1980 qu'en 1979 (tableau 3), il s'est produit un net ralentissement d'un semestre à l'autre. Le taux annuel de hausse des prix à la consommation a été ramené de 23 % au premier semestre de 1980 à 8½ % environ au second¹⁴. L'appréciation du sterling, comme les pressions qui se sont exercées sur les marges

11 Le nombre d'ouvriers du secteur manufacturier travaillant à horaires réduits (arrêtés pour l'ensemble ou une partie de la semaine) est passé à 11½ % à la fin de 1980 alors qu'il était de 1 % en moyenne en 1979, mais a légèrement reculé ensuite (10¼ % en avril 1981).

12 Chômage d'une durée supérieure à cinquante-deux semaines.

13 Jusque là, le nombre le plus faible de vacances d'emplois avait été enregistré en 1976 (120 000) et le plus élevé en 1973 (310 000).

14 L'indice des prix à la consommation (indice implicite des prix de la consommation du secteur privé dans l'optique des comptes nationaux) couvre un champ plus large que l'indice des prix de détail. Toutefois, étant donné, premièrement, qu'il n'existe pas de données mensuelles pour le premier et, deuxièmement, que le second est établi plus rapidement, on utilise habituellement l'indice des prix de détail pour suivre l'évolution des prix à court terme de la période la plus récente. Sauf pour le premier semestre de 1980, le taux d'accroissement des prix à la consommation et celui des prix de détail n'ont présenté que des différences assez minimes. L'écart a été sensible au premier semestre de 1980 (taux annuel d'augmentation de 17¼ % et de 22¼ % respectivement). Cet écart reflétait dans une large mesure la forte hausse des taux d'intérêt hypothécaires (et les accroissements sensibles des versements au titre des intérêts hypothécaires qu'elle impliquait) pendant le premier semestre de 1979 ((87 % en taux annuels).

Tableau 3 **Coûts et prix**
Pourcentages de variation en taux annuel

	1978	1979	1980	1980		1981		
				T2	T4	T1	Avril	Mai
	Moyenne annuelle			Variation par rapport aux six mois précédents				
<i>Prix de détail, total</i>	8.3	13.4	18.0	22.9	8.3	8.7	15.5	15.5
Total, sauf produits de saison	9.1	13.2	18.3	22.8	8.9	8.8	15.1	14.6
Produits alimentaires	7.1	12.0	12.0	16.3	3.7	8.9	11.8	13.3
Produits non alimentaires	8.7	13.9	19.6	24.6	9.4	9.1	16.5	15.6
<i>dont :</i>								
Logement	7.2	20.5	29.0	52.0	10.2	4.7	25.4	25.2
Fuel et électricité	7.7	10.1	25.0	23.3	31.5	19.9	15.8	14.5
Services	10.8	11.4	22.8	30.7	12.6	20.7	22.6	14.4
Biens durables	9.2	10.9	12.1	10.6	5.7	4.9	4.7	3.6
Habillement et chaussure	8.6	9.5	9.7	10.3	2.7	-0.4	-0.8	-1.2
Industries nationalisées	9.2	8.5	24.8	30.8	25.6	23.2	21.9	16.2
<i>Prix de gros, indice global</i>								
Matériaux et combustibles achetés par les industries manufacturières	-0.7	15.9	19.9	19.8	2.0	12.2	20.6	23.5
Ensemble des produits manufacturés, ventes sur le marché intérieur	9.1	12.2	16.3	19.8	7.3	8.6	12.5	12.8
<i>Prix à l'importation (valeurs moyennes)</i>	2.8	8.4	10.4	11.1	-1.8	1.8 ¹		
Pétrole brut	-6.5	18.8	53.9	70.0	9.9	20.7 ¹		
Produits autres que le pétrole	4.2	6.3	7.0	7.6	-3.8	-0.5 ¹		
<i>Gains et salaires</i>								
Gains moyens, indice global (c.v.s.)	13.0	15.5	20.7	21.0	18.0	9.3	9.6	9.6
Industries manufacturières (c.v.s.)	14.4	15.6	17.8	17.1	13.1	9.4	8.1	
Services publics	11.1	16.8	26.6	33.5	16.8	10.0	15.0	
Taux hebdomadaires de base, industries et services	14.1	15.0	18.0	22.1	10.8	10.8	12.0	6.7
Industries manufacturières	18.2	15.0	17.1	17.9	10.0	12.8	13.7	4.3
Gains disponibles réels moyens ²	9.7	3.2	2.9	-2.4	7.6	-0.7	-9.8	
<i>Pour mémoire :</i>								
Indices implicites des prix des comptes nationaux								
Consommation privée	8.6	12.4	15.6	17.3	8.5	8.7		
PIB au coût des facteurs	11.2	13.1	18.2	21.9	13.5	8.4		
PIB aux prix du marché	10.6	14.8	18.9	22.3	12.3	8.7		
Prix des logements neufs	19.8	28.5	19.9	18.1	5.4	4.6		
Traitements et salaires par unité de production								
Indice global	10.9	14.0	19.5	24.1	15.2			
Industries manufacturières	13.4	14.2	22.7	28.8	16.6			

1 Moyenne de janvier et février 1981.

2 Salaires nets réels après paiement de l'impôt.

Sources : Department of Employment Gazette ; Economic Trends.

bénéficiaires, ont été influencées par des conditions monétaires restrictives. Le profil de l'augmentation des prix de détail (tableau 4) a été influencé en partie par le fait que les prix des importations non pétrolières, qui avaient fortement augmenté jusqu'au début de 1980, ont diminué pendant le reste de l'année — principalement à cause de l'appréciation effective du sterling. C'est surtout après le milieu de l'année qu'a été ressentie l'incidence directe sur les prix de détail de l'appréciation de 11 points du sterling intervenue pendant l'année qui s'est achevée au quatrième trimestre de 1980. L'appréciation du sterling a aussi eu un effet indirect, car les producteurs nationaux ont été contraints de modérer leurs hausses

de prix pour rester compétitifs. En outre, la contribution des prix du pétrole à la progression des prix de détail a été moindre au second semestre. De toutes les composantes de l'indice des prix de détail, ce sont les biens et services produits essentiellement par les industries nationalisées¹⁵ qui ont enregistré la plus forte hausse (46½ %) au cours de l'année, suivis par les charges de logement¹⁶ (29½ %). Les prix des services ont, eux aussi, augmenté plus rapidement que l'indice global, en raison de la forte intensité de main-d'œuvre du secteur des services, du caractère très soutenu de la demande de services et du fait que ce secteur est relativement à l'abri de la concurrence étrangère. En revanche, grâce à la lenteur de la hausse des prix à l'importation et à l'âpreté de la concurrence étrangère, les biens pouvant faire l'objet d'échanges internationaux, tels que les biens de consommation durables et les articles d'habillement et les chaussures ont enregistré des augmentations de prix assez faibles (7½ % et 6 % respectivement). Pendant les quatre premiers mois de 1981, cette dernière tendance s'est accentuée ; les taux annuels de variation dans la branche de l'habillement et des chaussures ont été respectivement de 4¾ % et —¾ %.

Tableau 4 Composantes de la hausse des prix de détail
Décomposition en points du taux annuel d'augmentation
des prix de détail sur six mois

Variation par rapport aux six mois précédents, taux annuel

	1978		1979		1980		1981 T2'
	T2	T4	T2	T4	T2	T4	
Coûts unitaires de main-d'œuvre	4½	5¾	5¾	9¼	9½	9	6¼
Profits et autres coûts intérieurs	2¼	-1½	5¼	1	-¾	-1½	-
Prix à l'importation, non compris le pétrole	1¼	1½	2	1¾	5	-1	1½
Prix des produits pétroliers	-1	-1½	¾	2½	3	2	1¾
Impôts indirects nets	2	1½	1¾	4½	1¼	1½	4
Total des rubriques ci-dessus	9¼	6	15½	19	18½	9¼	13¾
Poste résiduel ²	-	1	-1	1¼	4½ ³	-½	1¼
Prix de détail (taux annuel de variation)	9¼	7	14¼	20¼	22¾	8½	15

1 Estimation du Secrétariat.

2 Le poste résiduel reflète essentiellement les variations des coefficients de pondération et des décalages ainsi que certains éléments saisonniers.

3 Sur les 4½ points du poste résiduel pour le premier semestre de 1980, près de 3 sont dus à l'augmentation importante (87 %) en taux annuel) des paiements d'intérêts sur crédits hypothécaires. La forte progression des taux des emprunts contractés auprès des collectivités locales a ajouté à l'indice des prix de détail près de 2 points qui ne se traduisent qu'en partie dans l'accélération des coûts unitaires de main-d'œuvre (en raison de la croissance exceptionnellement forte des rémunérations dans le secteur public en 1980).

Sources: National Income and Expenditure, Press Notice, CSO; *Economic Trends*, CSO; The Current Account of the United Kingdom Balance of Payments, Press Notice, Department of Trade et estimations de l'OCDE.

La hausse des prix de gros s'est ralenti beaucoup plus vite que celle des prix de détail en 1980, en raison à la fois de l'appréciation du taux de change et de la compression des bénéfices dans le secteur manufacturier. En revanche, le ralentissement des autres grands indicateurs de prix (indice implicite des prix du PIB, par exemple) a été moins prononcé que celui des prix de détail, mais il a

15 Charbon, coke, gaz, électricité, eau, tarifs de chemins de fer et d'autobus, tarifs postaux et téléphoniques.

16 Principalement loyer et impôts locaux et services des prêts hypothécaires.

été néanmoins sensible (tableau 3). Il n'y a pas eu de nouvelle amélioration de la tenue des prix au premier semestre de 1981. La hausse des prix de détail a été plus forte pendant les cinq premiers mois en raison, surtout, des augmentations des impôts indirects nets prévus dans le budget de mars (qui, selon les estimations, ont ajouté environ 2 points à l'indice) et de la majoration saisonnière normale des loyers et des taux des emprunts contractés auprès des collectivités locales. L'autre grande raison de l'accélération récente de la hausse des prix intérieurs a été la reprise de l'augmentation des prix à l'importation, due dans une large mesure au fait que le taux de change a cessé de s'apprécier et, en particulier, à la baisse de la livre par rapport au dollar des Etats-Unis, monnaie de compte retenue pour le prix de beaucoup d'importations de matières premières. Les effets sur les prix de détail de la hausse des prix à l'importation et des modifications des impôts indirects ont peut-être contrebalancé et au-delà ceux d'un ralentissement considérable des coûts unitaires de main-d'œuvre et, probablement, d'une nouvelle et légère diminution des bénéfices, de sorte que le taux annuel d'augmentation des prix de détail s'est établi à 15 % environ pour l'ensemble du premier semestre de 1981. Le taux de hausse sous-jacent est cependant plus faible (de l'ordre de 11-12 %).

Indépendamment des prix des importations, c'est la progression des rémunérations qui a exercé la plus grande influence sur l'évolution des prix au cours des quelque dix-huit derniers mois. La hausse des gains moyens résultant de la série de négociations salariales qui s'est achevée en juillet de l'an dernier¹⁷ a été de 22½ %, soit 6½ points de plus que lors des négociations précédentes. Cette situation a été influencée par deux facteurs particuliers : premièrement, d'importants accords de salaires conclus dans certains secteurs prévoyaient des augmentations rétroactives, deuxièmement, et surtout, le rapport de la Commission Clegg sur les rémunérations dans le secteur public¹⁸ a entraîné des relèvements sensibles de la rémunération des fonctionnaires publics. A la suite des travaux de la Commission Clegg sur la comparabilité des salaires, la progression d'une année sur l'autre des gains moyens dans l'administration publique et les activités connexes a dépassé 26 % en 1980 (tableau 3). Dans les autres secteurs, la progression correspondante a été de 20 % environ en moyenne. C'est dans le secteur manufacturier que les gains hebdomadaires moyens ont augmenté le moins vite, en partie en raison d'une diminution de 2½ % du nombre moyen des heures de travail par semaine et par ouvrier ; cette diminution est la plus forte enregistrée depuis vingt ans, exception faite de l'année 1974 pour laquelle le nombre des heures travaillées avait été exceptionnellement réduit par suite des grèves. La forte progression des gains moyens et la baisse de la production ont entraîné une augmentation de 20 % des coûts unitaires de main-d'œuvre et, sans la forte contraction des marges bénéficiaires, la hausse des prix de détail aurait été plus importante que ce n'a été le cas.

Les effets du ralentissement prononcé de l'activité et de l'aggravation concomitante du chômage sur les négociations salariales sont apparus lors de la série de négociations de la période en cours, qui sont marquées par une modération très nette des majorations prévues dans les accords salariaux ainsi que de la hausse des gains moyens. C'est dans le secteur manufacturier que ce changement a été le plus marqué, le taux d'augmentation des rémunérations y est en effet tombé au-dessous de 10 %. Compte tenu d'une nouvelle diminution légère du

17 Les négociations salariales commencent habituellement à l'automne et se terminent pendant l'été de l'année suivante. Les accords de la précédente série de négociations, toutefois, ont encore un effet sur les chiffres de hausses des gains moyens en glissement annuel.

18 Les travaux de cette Commission avaient pour principal objet de comparer les niveaux de rémunération dans le secteur public à ceux des groupes analogues dans le secteur privé.

nombre des heures travaillées, le taux annuel de progression des gains hebdomadaires moyens dans le secteur manufacturier au cours des six mois qui se sont achevés au premier trimestre de 1981 a sans doute été inférieur à 10 %. Il est peu probable que les négociations salariales encore à venir entraînent une autre modification sensible du rythme de progression des gains. Dans le reste du secteur privé, l'augmentation des gains devrait être supérieure à celle qui a été enregistrée dans le secteur manufacturier. Etant donné leur forte augmentation de 1980 et compte tenu des restrictions budgétaires, il est vraisemblable que, dans le secteur public — et notamment dans l'administration centrale — les gains augmenteront de moins de 10 % en moyenne. Au total, la progression des gains moyens dans l'ensemble de l'économie devrait se ralentir et, alors qu'elle était de 21 % environ à l'issue de la précédente série de négociations salariales, elle serait presque ramenée à la moitié de ce taux au terme de la série de négociations se terminant en juillet 1981.

Balance des paiements

Pour la quatrième fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la balance commerciale a été excédentaire en 1980¹⁹ ; au cours des six mois qui se sont achevés en février 1981²⁰, l'excédent a atteint le taux annuel de 12 $\frac{3}{4}$ milliards de dollars qui est élevé par rapport aux résultats enregistrés dans le passé. L'excédent de la balance commerciale ayant plus que compensé la légère diminution des recettes invisibles, le compte des opérations courantes a fait apparaître après le milieu de l'année un excédent record qui a continué de s'accroître jusqu'au début de 1981²¹. Ce renversement spectaculaire du solde des opérations courantes qui, déficitaire en 1979, est devenu excédentaire en 1980, est imputable, premièrement, à une amélioration continue des termes de l'échange hors pétrole²² sous l'effet de l'appréciation effective de la livre, deuxièmement, à une nette amélioration en termes réels de la balance extérieure due surtout à la forte récession et à la diminution sensible du volume des importations qui en est résultée, et troisièmement au fait que le Royaume-Uni est devenu exportateur net de pétrole

19 Auparavant, la balance commerciale n'avait été excédentaire qu'en 1956 (50 millions de livres), 1958 (30 millions de livres) et 1971 (200 millions de livres). En 1980, l'excédent a atteint 1 200 millions de livres.

20 La publication des statistiques du commerce et des invisibles souffre d'importants retards provoqués par les grèves. Le dernier mois pour lequel on dispose de données est février 1981.

21 L'excédent du compte des opérations courantes a atteint 2 $\frac{3}{4}$ milliards de livres en 1980, alors que le maximum précédent (1 milliard de livres) avait été enregistré en 1971.

22

Evolution de la balance commerciale hors pétrole, ventilée en fonction des variations de volume et de prix En millions de livres

	1976	1977	1978	1979	1980
Exportations hors pétrole	24 021	29 755	32 835	36 529	41 256
Importations hors pétrole	24 001	29 262	32 409	39 252	40 352
Balance commerciale hors pétrole	20	493	426	-2 723	904
Variation de la balance commerciale hors pétrole	296	473	-67	-3 149	3 627
dont :					
Variation due au volume	446	166	-1 484	-4 179	2 107
Variation due aux termes de l'échange	-151	307	1 417	1 030	1 520

Tableau 5 **Balance des paiements**
Milliards de dollars, taux annuels

	1977	1978	1979	1980	1979 II	1980	
						I	II
<i>Correction faite des variations saisonnières</i>							
Exportations, fob	55.4	67.3	86.2	110.1	94.0	107.8	112.4
Importations, fob	59.3	70.3	93.6	107.4	101.3	111.2	103.5
Solde de la balance commerciale	-4.0	-3.0	-7.4	2.7	-7.3	-3.4	8.8
Solde des opérations invisibles	3.6	4.4	3.9	3.6	3.6	3.1	4.1
Solde des services	5.3	6.6	7.4	8.7	8.0	8.7	8.8
Intérêts, profits et dividendes	0.3	1.3	1.4	-0.2	1.1	-0.2	-0.2
Transferts	-1.9	-3.5	-4.8	-4.9	-5.5	-5.4	-4.4
Solde de la balance des opérations courantes	-0.4	1.4	-3.5	6.4	-3.7	-0.2	13.0
<i>Avant correction des variations saisonnières</i>							
Solde de la balance des opérations courantes	-0.4	1.4	-3.5	6.4	-1.1	-2.9	15.7
Capitaux à long terme, nets	6.3	-5.5	-9.2	-13.8	-10.6	-11.9	-15.8
Privés	5.3	-5.2	-8.3	-12.2	-9.4	-11.9	-12.5
Publics	1.0	-0.3	-0.8	-1.6	-1.2	0.1	-3.3
Solde de la balance de base	5.9	-4.2	-12.6	-7.4	-11.7	-14.8	-0.1
Capitaux non monétaires à court terme	0.1	0.0	-0.2	0.3	-1.7	-0.7	1.4
Erreurs et omissions	5.4	3.2	5.0	-0.1	2.9	6.9	-7.6
Solde de la balance des opérations non monétaires	11.5	-0.9	-7.9	-7.2	-10.2	-8.3	-6.2
Capitaux privés monétaires à court terme	3.8	-1.1	9.8	5.0	9.6	6.2	3.7
Solde de la balance des règlements officiels	15.3	-2.0	1.9	-2.3	-0.6	-2.1	-2.4
Engagements en sterling	-0.5	-0.6	1.2	2.9	1.2	4.4	1.4
Autres sources de financement ¹	1.9	-1.9	-0.9	0.1	-0.3	0.5	-0.3
Variation des réserves	16.7	-4.5	2.2	0.7	0.3	2.8	-1.4

¹ Y compris les allocations de DTS.

Sources: *Monthly Digest of Statistics; Economic Trends.*

au second semestre de 1980²³. En contribuant à réduire les importations et à stimuler les exportations, la récession, qui est plus accusée au Royaume-Uni que dans le reste de la zone de l'OCDE, a eu une incidence favorable sur la balance globale²⁴. L'amélioration des opérations courantes ayant à peu près compensé une forte augmentation des sorties nettes de capitaux à long terme et le fléchissement des entrées de capitaux non monétaires à court terme, le déficit des transactions non monétaires est resté à peu près inchangé (7½ milliards de dollars environ). Les avoirs en sterling des autorités monétaires étrangères se sont accrues et l'on a enregistré de nouveau une légère progression des réserves officielles,

23 Le fléchissement de la demande, et plus particulièrement de la production manufacturière, a entraîné une forte baisse de la consommation d'énergie 7½ % et, grâce à la substitution croissante d'autres formes d'énergie, la consommation de pétrole a diminué d'un peu plus de 12 % sur l'ensemble de 1980. Une nouvelle diminution légère s'est produite au premier trimestre de 1981 et la consommation de pétrole est ainsi revenue à peu près à son niveau de 1967. Cette évolution ainsi qu'une nouvelle augmentation légère de la production de pétrole en Mer du Nord ont été à l'origine d'une considérable variation de la balance des échanges pétroliers. En volume, le Royaume-Uni est devenu exportateur net au second semestre de 1980, le taux annuel de ses exportations nettes atteignant 6½ millions de tonnes pendant la période de six mois qui s'est achevée en février 1981, soit plus que pendant les quatre premiers mois de 1981.

24 Il ressort d'estimations préliminaires du Secrétariat que ce mouvement de récession plus accusé a eu sur le compte des opérations courantes une influence favorable représentant environ 5 à 6 milliards de dollars, soit à peu près le montant de l'excédent courant.

qui atteignaient 27½ milliards de dollars à la fin de 1980²⁵ (contre 22½ milliards de dollars un an plus tôt) et 26½ milliards de dollars à la fin de mai 1981. Les remboursements au titre de la dette publique extérieure se sont élevés en 1980 à 2½ milliards de dollars, contre 1½ milliard en 1979.

Après être resté à peu près stable pendant deux ans environ, le volume des exportations de marchandises autres que le pétrole a commencé de fléchir à compter du milieu de 1980²⁶; au début de 1981, son niveau avait diminué de 7 % par rapport à la moyenne de 1980. L'aspect le plus notable de l'évolution des exportations a été la dégradation persistante des résultats à l'exportation du secteur manufacturier, qui s'était amorcée en 1978. Le volume des exportations de produits manufacturés s'était accru à un rythme relativement soutenu au cours des sept années allant jusqu'à 1977 et la perte annuelle moyenne de parts de marché avait alors été de 1½ %, contre une perte annuelle d'environ 2½ % en longue période²⁷. Depuis lors, la perte de parts de marché a été en moyenne de 6 %²⁸. Cette évolution est de toute évidence liée à la forte variation de la compétitivité extérieure provoquée par l'appréciation de la livre et l'importante hausse des coûts de main-d'œuvre. Alors qu'ils s'étaient légèrement améliorés avant 1977, les prix relatifs à l'exportation des produits manufacturés ont augmenté de 27 % au cours des trois années allant jusqu'à 1980; la progression des coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre a été plus prononcée — 67 % au cours de cette dernière période. La profonde dégradation de la rentabilité des exportations se reflète également dans le fléchissement tendanciel du rapport entre les prix à l'exportation des produits manufacturés et les prix intérieurs à la production (ventes sur le marché national) (tableau 7). En outre, les exportations de produits manufacturés du Royaume-Uni ont souffert de la concurrence de plus en plus vive des produits étrangers dans des domaines autres que celui des prix; en période de ralentissement de l'activité, comme 1980, cette concurrence tend à peser encore davantage sur les exportateurs les moins efficaces.

Le volume des exportations de produits manufacturés a fortement diminué après le premier trimestre de 1980, pour tomber au début de 1981 à un niveau inférieur de 12 % à ce qu'il était un an plus tôt. Dans le total, les exportations de

25 Compte tenu d'une réévaluation, en mars 1980, des avoirs en or et des réserves totales qui a eu pour effet d'en augmenter la valeur de 3½ milliards de dollars et de 3 milliards de dollars. En mars 1981, les réserves d'or ont été de nouveau réévaluées en hausse, de ½ milliard de dollars, mais cette augmentation a été contrebalancée et au-delà par une réévaluation en baisse des autres composantes (principalement les avoirs en devises convertibles) qui s'est traduite par une réduction nette de ½ milliard de dollars des réserves officielles.

26 Par suite de grèves, le volume des exportations autres que le pétrole a fait une chute brutale au premier trimestre de 1979 et s'est établi à 13 % environ au-dessous du niveau qu'il atteignait au quatrième trimestre de 1978. C'est parce que cette diminution n'a pas été entièrement rattrapée au cours des trimestres suivants que les exportations de marchandises autres que le pétrole ont progressé de 1½ % entre 1979 et 1980.

27 La perte de 2½ % des parts de marché représente la moyenne annuelle de la période 1960-1979.

28 Selon les estimations du Secrétariat, les parts de marchés extérieurs du secteur manufacturier ont évolué de la façon suivante (pourcentage de variation des volumes, taux annuels) :

	1970-77	1978	1979	1980	1980	
					I	II
Expansion des marchés	7,6	6,8	8,0	4,4	5,1	— 0,7
Croissance effective des exportations de produits manufacturés	5,8	— 0,9	0,0	0,9	1,7	— 8,2
Gains ou pertes de parts de marché	— 1,8	— 7,7	— 8,0	— 3,5	— 3,4	— 7,5

Tableau 6 Évolution de certains postes du compte des opérations courantes
Sur la base de la balance des paiements, en millions de livres

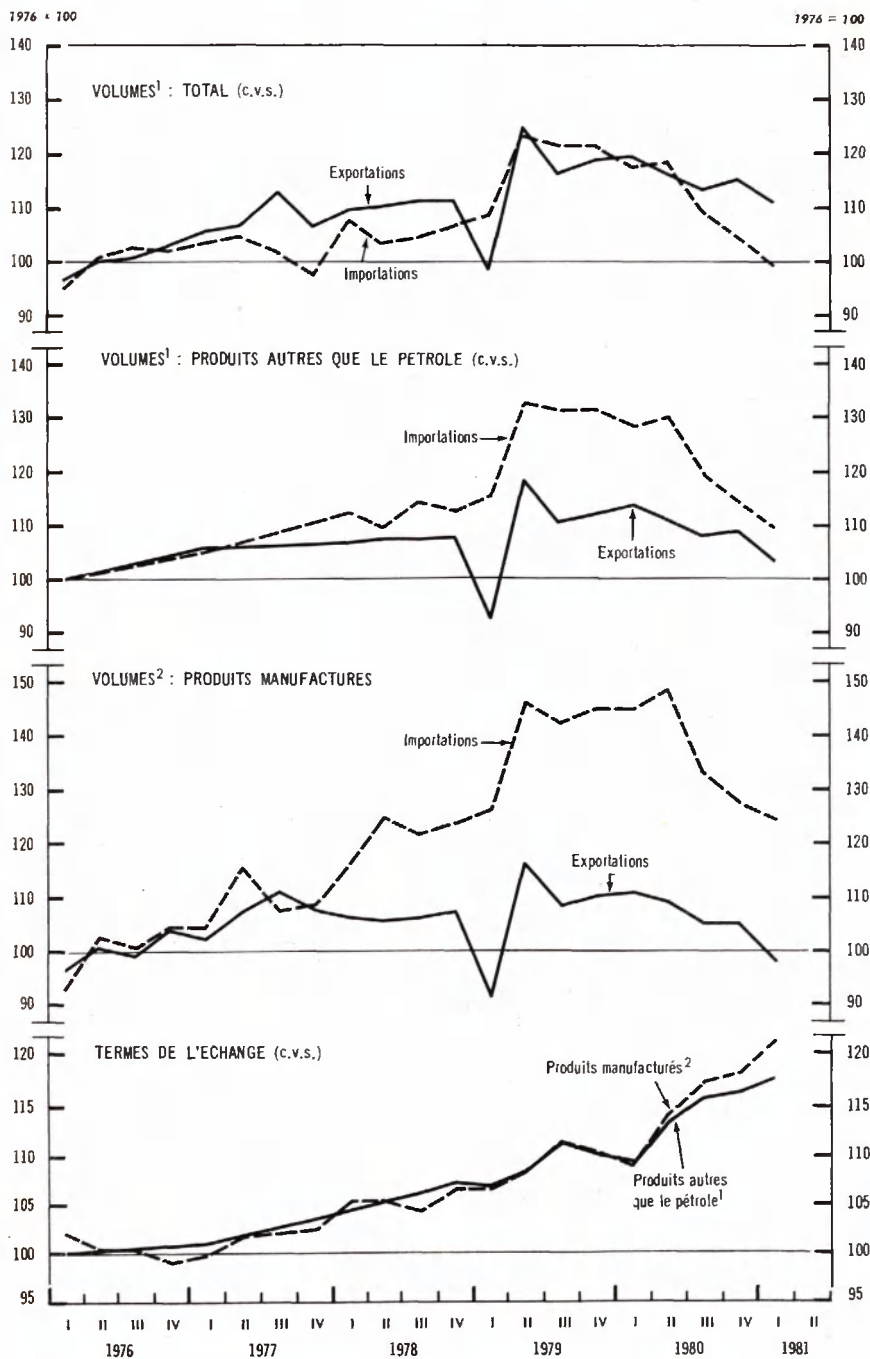
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Exportations de pétrole	180	215	222	344	710	734	1 172	1 979	2 235	4 158	6 120
Exportations de produits autres que le pétrole	7 970	8 828	9 215	11 593	15 684	18 596	24 021	29 755	32 835	36 529	41 256
<i>dont</i> : Exportations de produits manufacturés ²	6 827	7 703	8 097	10 042	13 277	16 033	20 657	25 765	27 989	30 870	34 814
Exportations totales (fob, millions de livres)	8 150	9 043	9 437	11 937	16 394	19 330	25 193	31 734	35 070	40 687	47 376
Importations de pétrole	676	907	888	1 285	4 067	3 791	5 119	4 750	4 234	4 932	5 847
Importations de produits autres que le pétrole	7 508	7 946	9 297	13 238	17 678	18 872	24 001	29 262	32 409	39 252	40 352
<i>dont</i> : Importations de produits manufacturés ²	4 569	4 901	5 261	8 664	11 653	12 567	16 525	20 636	24 351	29 689	31 240
Importations totales (fob, millions de livres)	8 184	8 853	10 185	14 523	21 745	22 663	29 120	34 012	36 643	44 184	46 199
Balance commerciale	-34	190	-748	-2 586	-5 351	-3 333	-3 927	-2 278	-1 573	-3 497	1 177
<i>dont</i> : Pétrole	-496	-692	-666	-941	-3 357	-3 057	-3 947	-2 771	-1 999	-774	273
Produits autres que le pétrole	462	882	-82	-1 645	-1 994	-276	20	493	426	-2 723	904
<i>dont</i> : Produits manufacturés ²	2 258	2 802	2 136	1 378	1 624	3 466	4 132	5 129	3 638	1 181	3 574
Solde des invisibles	813	886	937	1 530	1 971	1 659	2 867	2 072	2 280	1 867	1 560
Solde des opérations courantes	779	1 076	189	-1 056	-3 380	-1 674	-1 060	-206	707	-1 630	2 737
En pourcentage du PIB ¹											
<i>Pour mémoire:</i>											
Solde de la balance commerciale	-0.1	0.3	-1.2	-3.5	-6.5	-3.2	-3.2	-1.6	-1.0	-1.8	0.5
Pétrole	-1.0	-1.2	-1.1	-1.3	-4.1	-2.9	-3.2	-1.9	-1.2	-0.4	0.1
Produits autres que le pétrole	0.9	1.5	-0.1	-2.3	-2.4	-0.3	0.0	0.3	0.3	-1.4	0.4
Produits manufacturés	4.4	4.9	3.4	1.9	2.0	3.3	3.3	3.6	2.2	0.6	1.6
Solde des invisibles	1.6	1.5	1.5	2.1	2.4	1.6	2.3	1.4	1.4	1.0	0.7
Solde des opérations courantes	1.5	1.9	0.3	-1.4	-4.1	-1.6	-0.9	-0.1	0.4	-0.9	1.2

1 PIB aux prix courants du marché.

2 Sur la base des statistiques douanières.

Source: Department of Industry and Trade, *Monthly Review of External Trade Statistics*.

Graphique 5 Commerce extérieur



Note : La moyenne de janvier et février a été utilisée pour le premier trimestre de 1981.

- 1 Sur la base de la balance des paiements.
- 2 Base douanière.

Sources : Monthly Review of External Trade Statistics et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

demi-produits ont sensiblement fléchi comme celles d'autres biens de consommation, de produits chimiques et de métaux, produits sidérurgiques en particulier. Le volume des exportations de voitures particulières a aussi enregistré une forte baisse (8 %) ; le fléchissement s'est accéléré au quatrième trimestre de sorte qu'au début de 1981 le volume de ces exportations était inférieur d'un tiers à la moyenne de 1980. Le seul secteur où la croissance des exportations s'est poursuivie à un rythme rapide est celui des produits intermédiaires et des biens d'équipement. Après avoir marqué le pas pendant cinq ans, les exportations de machines ont atteint un sommet sans précédent en 1980. Alors que les exportations des industries électriques avaient suivi une tendance fortement ascendante dans les années 70, les exportations des industries mécaniques ont diminué régulièrement au cours des cinq années allant jusqu'à 1979, avant toutefois de se redresser en 1980 malgré le manque de dynamisme de l'investissement dans les principaux marchés d'exportation du Royaume-Uni²⁹. Les secteurs des industries électriques et de la mécanique de précision ont été les seuls à connaître une amélioration relativement rapide de la productivité entre 1974 et 1980 ; des taux d'accroissement annuel de 4 et 3½ % y ont été respectivement enregistrés alors que la productivité restait à peu près stable dans le reste des industries manufacturières. Ces deux secteurs ont pu ainsi absorber la hausse des coûts de main-d'œuvre et ils ont continué à améliorer leurs marges bénéficiaires à l'exportation jusqu'en 1977, comme l'indique l'augmentation du rapport entre les prix à l'exportation et les prix intérieurs à la production. Toutefois, après 1978, ils ont aussi souffert de la forte appréciation du sterling qui les a obligés à réduire leurs marges bénéficiaires à l'exportation pour rester compétitifs. Ce sont les exportations à destination des pays de l'OPEP qui ont enregistré la plus forte augmentation en valeur — 33 % pour l'ensemble de l'année 1980. Cette évolution s'explique dans une large mesure par le redressement des exportations vers l'Iran et le Nigéria, dont le niveau avait été artificiellement déprimé en 1979. Si l'on ne tient pas compte de ce facteur particulier, l'accroissement de la valeur des exportations vers les pays de l'OPEP (12½ %) a été le même que pour les exportations vers les autres zones (compte non tenu des exportations de pétrole), ce qui implique une perte sensible de parts de marché dans ce groupe de pays. Si l'accroissement des exportations vers les pays européens de l'OCDE a été supérieur à la moyenne, c'est exclusivement à cause des exportations de pétrole.

Du fait de la baisse de la demande, et surtout du dégonflement des stocks, dans lesquels les importations entrent pour une large part, le volume des importations de produits non pétroliers a diminué de 16 % entre le second semestre de 1979, où il était passé par un maximum conjoncturel, et les premiers mois de 1981. Cette baisse a été nettement plus accusée que celle qui avait été enregistrée au cours de la précédente période de ralentissement de l'activité (c'est-à-dire au cours des trois semestres allant jusqu'au premier semestre de 1975)³⁰, mais la différence s'explique presque entièrement par le recul de la demande totale, beaucoup plus marqué au cours de la période la plus récente (5½ %) qu'au cours de la précédente (4 %). Étant donné la perte de compétitivité, on aurait pu s'attendre que les importations soient, en 1980, plus élevées qu'elles ne l'ont été en réalité, mais cet effet a joué un rôle mineur, semble-t-il, par rapport à la contraction de la demande.

Comme au milieu des années 70, presque toutes les catégories d'importations ont enregistré de fortes baisses en termes réels, les plus touchés étant les

29 Ce redressement est peut-être dû pour une petite part à la reprise des ventes à l'Iran et au Nigéria, qui avaient fortement baissé en 1979.

30 Au cours de cette période, la diminution du volume des exportations de produits autres que le pétrole avait été de 11 %.

Tableau 7 Évolution des exportations et de la productivité des industries manufacturières

	Part dans le total des exportations des produits manufacturés	Pourcentage de variation, taux annuel					
		1970 1975	1976	1977	1978	1979	1980
Ensemble des industries manufacturières ¹							
Croissance des exportations en volume	100	4.8	9.0	5.5	1.7	-0.9	0.0
Productivité totale		2.3	4.8	0.8	1.6	1.2	-4.0
Rentabilité des exportations ²		0.2	2.6	0.3	1.2	-4.2	-5.3
<i>dont :</i>							
Industries chimiques et industries annexes							
Croissance des exportations en volume	14	6.5	24.0	13.7	9.2	1.9	-5.1
Productivité		3.9	13.9	0.4	0.7	1.2	-6.6
Indicateur de rentabilité		2.2	-0.7	-3.1	-4.5	-2.3	-2.0
Industries métallurgiques							
Croissance des exportations en volume	8	-1.3	9.0	5.5	0.9	6.0	-14.6
Productivité		-0.8	12.1	-3.4	3.0	4.5	-20.4
Indicateur de rentabilité		-1.2	-2.6	-2.9	-1.7	5.5	13.1
Industries mécaniques							
Croissance des exportations en volume	26	5.6	-4.0	1.0	-4.1	-2.2	8.8
Productivité		3.5	-1.4	-1.0	-1.6	1.1	-0.9
Indicateur de rentabilité		0.7	4.6	2.9	2.2	-4.9	-2.2
Industries électriques							
Croissance des exportations en volume	13	8.0	6.0	5.7	3.6	-1.7	6.1
Productivité		4.5	3.8	1.9	5.5	6.0	3.2
Indicateur de rentabilité		1.7	4.5	3.9	0.4	-2.3	-3.8
Mécanique de précision							
Croissance des exportations en volume	4	10.0	8.0	4.6	11.5	3.2	0.8
Productivité		4.7	1.6	2.5	8.2	1.9	2.2
Indicateur de rentabilité		-0.2	2.5	2.9	-4.4	-4.7	5.6
Véhicules							
Croissance des exportations en volume	12	3.5	4.0	1.0	-3.8	-5.9	-4.2
Productivité		-0.2	0.8	2.1	-2.6	-2.6	-3.9
Indicateur de rentabilité		-1.8	5.1	1.2	-1.3	-3.4	-6.2
Autres produits en métal							
Croissance des exportations en volume	4	3.3	7.0	12.1	-2.5	-2.6	-5.3
Productivité		-0.4	3.6	2.3	-1.4	-1.9	-10.5
Indicateur de rentabilité		1.4	1.9	-4.0	1.8	-7.8	-0.5
Textiles							
Croissance des exportations en volume	5	0.8	17.0	2.6	-2.5	0.0	-3.4
Productivité		3.7	6.2	-1.8	2.4	-0.5	-6.3
Indicateur de rentabilité		0.2	-0.3	2.8	-1.9	-1.8	-4.6
Habillement et chaussure							
Croissance des exportations en volume	2	4.0	44.0	19.4	-1.2	2.4	1.1
Productivité		5.0	2.5	4.4	4.5	1.4	-5.8
Indicateur de rentabilité		1.1	-5.3	6.7	-0.2	0.0	-3.9

1 A l'exclusion des produits ayant une variation erratique.

2 L'indicateur de rentabilité correspond au rapport entre les prix à l'exportation et les prix intérieurs à la production (ventes sur le marché national).

Sources: *Monthly Bulletin of External Trade Statistics* et estimations de l'OCDE.

importations de matières de base et de demi-produits. Seules ont fait exception les importations de biens de consommation (les voitures de tourisme exclues) qui ont continué d'augmenter de façon appréciable en termes réels du fait du niveau élevé, quoique stationnaire, de la consommation privée (voitures de tourisme exclues là aussi). En conséquence, le taux de pénétration de longue période des

importations sur le marché des biens de consommation du Royaume-Uni, notamment pour les biens de consommation durables, semble ne pas avoir fléchi l'an dernier³¹.

La progression tendancielle de l'excédent de la balance des invisibles observée sur une assez longue période a pris fin en 1977³², et depuis lors cet excédent a fluctué aux alentours de 3 $\frac{1}{2}$ milliards de dollars chaque année. Une augmentation régulière de l'excédent du poste des services a été à peu près contrebalancée par une dégradation du compte des intérêts, bénéfices et dividendes ainsi que par des augmentations successives et appréciables des transferts gouvernementaux nets jusqu'en 1978. Sous l'effet de l'augmentation substantielle des versements effectués au titre des intérêts, bénéfices et dividendes dans le cadre des opérations pétrolières de la Mer du Nord, qui sont passés de 3 milliards de dollars en 1979 à 5 $\frac{1}{2}$ milliards de dollars en 1980, le compte des intérêts, bénéfices et dividendes s'est soldé pour la première fois par un déficit en 1980³³. Les versements nets de transferts gouvernementaux se sont chiffrés à 4 milliards de dollars environ par an au cours des trois années se terminant en 1980, contre $\frac{3}{4}$ milliard pendant la première moitié des années 70. Cette augmentation est imputable pour près des deux tiers aux contributions nettes aux Communautés Européennes, qui se sont élevées en moyenne à 2 milliards de dollars environ au cours des trois dernières années. L'aspect le plus notable de l'évolution du poste des services est la diminution sensible des recettes nettes au titre du tourisme qui sont tombées du maximum de 2 milliards de dollars enregistré en 1977 à 600 millions de dollars en 1980. Cette évolution traduit d'une part la perte de compétitivité qui a dissuadé beaucoup de touristes étrangers de se rendre au Royaume-Uni et, d'autre part, la hausse sensible des revenus réels disponibles convertis en devises (imputable aussi à l'appréciation de la livre) qui a incité un plus grand nombre de touristes britanniques à se rendre à l'étranger. La tendance à la baisse des recettes au titre des voyages a toutefois été largement compensée par l'augmentation des recettes tirées des transports ainsi que des autres services. La progression du solde positif de la balance des services s'est confirmée au premier trimestre de 1981 tandis que, du fait, notamment, de remboursements effectués par la CEE, le déficit de la balance des transferts s'est très sensiblement réduit, revenant à 1 $\frac{1}{2}$ milliard de dollars (en chiffre annuel), contre 5 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année 1980. En outre, grâce, en partie, au redressement des bénéfices des compagnies pétrolières du Royaume-Uni ayant des activités à l'étranger, on a enregistré également une légère amélioration de la balance des intérêts, bénéfices et dividendes. Au total, l'excédent dégagé par les opérations invisibles a atteint 8 $\frac{3}{4}$ milliards de dollars, en chiffre annuel, au premier trimestre de 1981, contre 3 $\frac{3}{4}$ milliards de dollars pour l'ensemble de l'année 1980. Malgré la disparition des facteurs spéciaux (tels que les remboursements de la CEE) qui annonce une réduction marquée de l'excédent aux trois derniers trimestres de 1981, le solde positif de la balance des invisibles augmentera sensiblement, prévoit-on, dans l'ensemble de l'année 1981.

En 1980, les mouvements de capitaux ont été influencés par les incertitudes planant sur les taux de change, par les écarts de taux d'intérêt et par des modifications institutionnelles. L'accroissement important des sorties privées de capi-

31 On trouvera une analyse succincte de la pénétration des importations et des facteurs qui l'expliquent (croissance médiocre des investissements et de la productivité, diminution des marges bénéficiaires à l'exportation) dans l'Étude économique de l'OCDE sur le Royaume-Uni, pages 23 à 28, février 1980.

32 L'excédent de la balance des invisibles a suivi une légère tendance à la baisse pendant les quinze années allant jusqu'à 1964. De 1964 à 1976, il a fortement augmenté, passant de 180 millions à 2,8 milliards de livres, soit de $\frac{1}{2}$ % à 2 $\frac{1}{2}$ % du PIB.

33 Jusqu'alors, le Royaume-Uni enregistrait régulièrement d'importants excédents.

Tableau 8 Pétrole et gaz de la Mer du Nord

	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
							Prévisions officielles	
En milliards de livres, aux prix de 1979-1980								
Production de pétrole et de gaz		1.26	3.4	4.0	6.6	8.5	9.7	10.8
moins : Biens et services achetés hors du secteur ¹		0.3	0.6	0.6	0.7	0.8	0.9	1.0
moins : Intérêts, profits et dividendes dus à l'étranger		0.1	0.7	0.8	1.5	2.0	1.6	2.0
Contribution au PNB		0.9	2.1	2.6	4.4	5.6	7.2	7.8
En pourcentage du PNB de l'année		$\frac{1}{2}$	$1\frac{1}{4}$	$1\frac{1}{2}$	$2\frac{1}{4}$	3	$3\frac{3}{4}$	4
En milliards de livres, aux prix courants								
<i>Pour mémoire :</i>								
Exportations nettes de pétrole (CTCI 33)	-3.1	-3.9	-2.8	-2.0	-0.8	0.3		
Importations de biens utilisés dans le cadre du UKCS ²	-0.3	-0.5	-0.5	-0.2	-0.2	-0.1		
Importations nettes de services	-0.5	-0.6	-0.7	-0.5	-0.4	-0.5		
Intérêts, profits et dividendes dus à l'étranger	-	-	-0.6	-0.7	-1.4	-2.2		
Investissements étrangers dans le cadre du UKCS	0.9	1.1	1.5	0.8	0.7	0.7		
Effet net sur la balance des paiements	-3.0	-3.9	-3.1	-2.6	-2.1	-1.8		
En millions de tonnes de pétrole ou d'équivalent pétrole								
Production de pétrole	1.6	12.2	38.3	54.0	77.9	80.5	(80-95)	(85-110)
Utilisation totale du pétrole (Royaume-Uni) ³	93.2	92.6	92.9	94.0	94.5	80.8		
Consommation de pétrole (pour la production d'énergie)	73.4	71.5	73.0	74.7	75.0	64.2		
Production de gaz naturel	31.4	33.0	34.6	32.9	32.8	30.8		
Consommation de gaz naturel	32.6	34.6	36.9	38.3	42.0	41.6		
Valeur moyenne par tonne, en livres sterling								
Prix du pétrole brut à l'exportation	38.4	53.6	60.0	53.6	70.0	109.7		
Prix du pétrole brut à l'importation	34.8	46.8	53.5	50.0	59.4	91.4		

1 Chiffres calculés en retranchant les revenus de l'emploi des dépenses de fonctionnement et d'exploitation.

2 United Kingdom Continental Shelf oil and gas programme (Programme d'exploitation du pétrole et du gaz sur le plateau continental du Royaume-Uni).

3 Y compris les soutes, les combustibles des raffineries, les pertes de raffinage et les livraisons destinées à la consommation intérieure.

Sources: *Economic Progress Report; Economic Trends; Energy Trends; Department of Trade, Press Notice.*

taux à long terme enregistré ces deux dernières années a été rendu possible par la suppression, en 1979, des mesures de contrôle des changes applicables aux mouvements de capitaux, qui a entraîné une forte augmentation des placements de portefeuille du Royaume-Uni à l'étranger; ceux-ci se sont en effet élevés à 6½ milliards de dollars en 1980, contre environ 2 milliards de dollars en moyenne les deux années précédentes et des placements nets cumulés de moins de 100 millions de dollars pour la période de dix années se terminant en 1977. La tendance ascendante s'est poursuivie au premier trimestre de 1981 (10½ milliards de dollars en chiffre annuel). Cette évolution s'explique peut-être dans une certaine mesure par le désir des institutions financières et des particuliers de diversifier leurs avoirs ainsi que par l'écart entre les rendements, ceux-ci étant plus élevés à l'étranger qu'au Royaume-Uni parce que l'expansion de l'activité y était plus rapide. En outre, le solde résiduel (poste des erreurs et omissions) a basculé

d'un excédent moyen de 4½ milliards de dollars environ au cours des trois années allant jusqu'à 1979, à un déficit de 100 millions de dollars en 1980. De 1977 à 1979, ce solde a été exceptionnellement élevé, sans doute en raison d'entrées de capitaux monétaires et non monétaires non identifiés associées aux pressions qui tendaient à faire monter le cours de la livre. En outre, pour tourner la réglementation du « corset », le recours aux crédits commerciaux de l'étranger (y compris ceux de banques britanniques installées à l'étranger) s'est peut-être maintenu à un niveau élevé au cours de cette période ; après la suppression du « corset » au milieu de 1980, le sens de ces opérations s'est sans doute inversé. Il semble aussi qu'au second semestre de 1980, le jeu des termes de paiement se soit radicalement modifié. Probablement en raison du rétrécissement de l'écart entre les taux d'intérêt après le milieu de 1980, les entrées nettes de capitaux privés monétaires à court terme ont considérablement diminué — tout en restant positives — au second semestre. Au total, la balance des règlements officiels s'est soldée par un léger déficit, qui a été plus que compensé par une augmentation des avoirs en sterling des autorités monétaires étrangères, de sorte que, comme on l'a vu plus haut, les réserves officielles ont encore augmenté en 1980.

II EVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL EN MOYENNE PERIODE

Alors que pendant la période de dix ans qui s'est achevée en 1966 le nombre des chômeurs était resté à peu près stationnaire, aux environs de 400 000 personnes, il a progressivement atteint un chiffre supérieur à 2 millions de personnes depuis lors. Si l'aggravation récente du chômage, décrite dans la Partie I, s'explique en grande partie par des facteurs conjoncturels, l'évolution observée au cours des quinze dernières années a été fortement influencée par des mutations structurelles. En outre, les réactions conjoncturelles du marché du travail se sont modifiées, ce qui explique certains comportements apparemment contradictoires du chômage et de l'emploi lors du ralentissement de l'activité économique de 1968-71 et de la récession de 1974-77. En effet, l'emploi a marqué, dans le premier cas, un recul plus prononcé (¾ % en taux annuel) qu'en 1974-77 (½ % en taux annuel), où le ralentissement de l'activité a pourtant été plus sensible. Néanmoins, l'augmentation du chômage a été beaucoup plus importante au cours de la deuxième période³⁴, ce qui témoigne de mouvements contradictoires dans la population active totale. La présente partie de l'Etude examine brièvement les principales raisons qui sont à l'origine de l'évolution du comportement du marché du travail depuis 1966, une attention particulière étant accordée à l'aggravation très marquée du chômage pendant les années 70. Cet examen commence par une analyse de l'offre de main-d'œuvre.

Un important facteur qui a contribué à l'aggravation du chômage ces dernières années a été l'accroissement du nombre de personnes en âge de travailler³⁵ ; après être resté à peu près stationnaire pendant la période de douze ans se terminant en 1974, celui-ci a augmenté de ¼ % par an en moyenne pendant la

34 Le nombre des chômeurs a augmenté de 80 000 en moyenne pendant la période 1968-71 et de 300 000 personnes en moyenne pendant la période 1974-77.

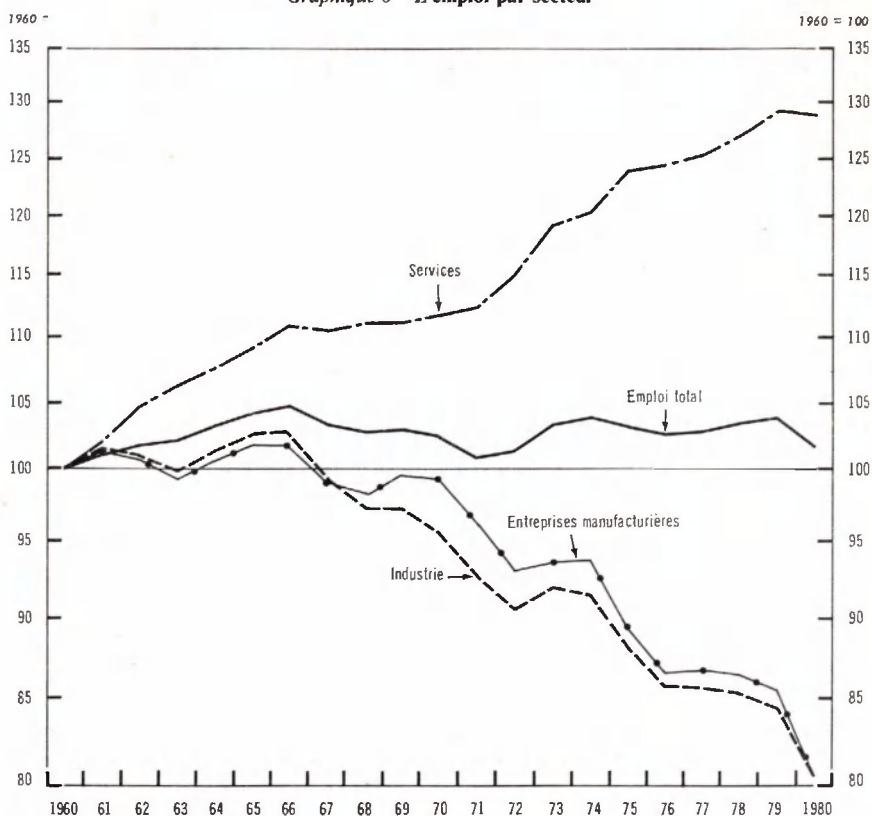
35 La population en âge de travailler comprend :

a) les hommes de 16 à 69 ans ; et

b) les femmes de 16 à 64 ans.

Les chiffres ci-dessus portent sur la Grande-Bretagne seulement. Si l'on incluait l'Irlande du Nord, l'augmentation serait probablement plus forte.

Graphique 6 L'emploi par secteur



Sources : *Economic Trends* et *Department of Employment Gazette*.

deuxième moitié des années 70. De ce fait, en 1980, la population active comptait environ 500 000 personnes de plus, ce qui représente une augmentation d'un peu moins de 2 %, cette évolution s'expliquant par des facteurs démographiques (accroissement du nombre des jeunes entrant dans la population active et réduction du taux de mortalité des personnes en âge de travailler) et, dans une moindre mesure, par une diminution de l'émigration nette³⁶.

Pendant une grande partie des années 70, l'aggravation du chômage provoquée par ce nouvel accroissement de la population en âge de travailler a été accentuée par une augmentation du taux d'activité total³⁷. Au cours des six années précédant 1971, le taux d'activité avait légèrement fléchi, ce qui explique en partie la diminution de la population active et le niveau relativement bas du chômage au cours de cette période. Mais entre 1971 et 1977, il s'est accru d'environ trois points. Il est depuis lors retombé d'environ un point, de sorte que la population en âge de travailler s'est accrue d'environ 600 000 personnes au cours de la période de dix

36 L'émigration nette, qui avait été d'un peu plus de 80 000 personnes en moyenne annuelle jusqu'en 1971, est tombée à moins de 20 000 personnes ces dernières années. Ces chiffres comprennent certains ajustements statistiques, mais ces derniers ne modifiaient pas de façon sensible les ordres de grandeur et en particulier la réduction considérable du taux d'émigration nette enregistrée depuis la fin des années 60.

37 Le taux d'activité est le rapport de la population active (personnes pourvues d'un emploi) à la population en âge de travailler (à l'exclusion des étudiants). La série révisée complète ne couvre que la Grande-Bretagne.

ans qui s'est achevée en 1980. Les effets de cet accroissement sur le taux de chômage ont toutefois été largement compensés par une réduction du taux d'activité des groupes d'âge correspondant aux personnes retraitées, qui est tombé de 7½ % en 1971 à 3½ % en 1980. A l'intérieur du taux global d'activité, il s'est en outre opéré une redistribution considérable entre hommes et femmes qui a influé non seulement sur le niveau de chômage mais aussi sur les tendances à long terme de l'emploi et du chômage.

Le taux d'activité masculin a régulièrement diminué depuis le milieu des années 50, ce qui s'explique probablement par l'allongement de la scolarité, par la substitution accrue de la non activité au travail en raison de l'augmentation des revenus réels, et en particulier par l'abaissement de l'âge de la retraite. En outre, jusque vers le milieu des années 70, le taux d'activité masculin global n'avait guère été sensible à la situation conjoncturelle. Dans ce taux global cependant, le taux d'activité des jeunes de 16 à 24 ans avait eu tendance à s'accroître pendant les périodes de ralentissement de l'activité économique alors que celui des groupes d'âge plus élevés tendait à diminuer³⁸. Cette dernière tendance est devenue plus prononcée à partir de 1973, notamment parmi les hommes de 60 à 69 ans, qui éprouvent le plus de difficultés à trouver un emploi et qui partent plus tôt à la retraite du fait qu'ils peuvent bénéficier d'indemnités pour perte d'emploi. En revanche, les taux d'activité féminins ont augmenté régulièrement jusqu'en 1977³⁹, où ils se sont stabilisés. Pendant la période de dix ans se terminant en 1980, la progression du taux d'activité féminin a eu pour effet d'accroître de 11 % la population active féminine et de 4 % la population active totale. L'égalité des rémunérations, la diminution des gains moyens réels entre 1974 et 1977 qui a poussé les femmes à chercher un emploi pour compléter les revenus du ménage, ainsi que le développement de l'emploi à temps partiel⁴⁰, sont autant de facteurs qui ont contribué à accélérer l'entrée des femmes dans la population active. De plus, la demande et la production dans le secteur des services, qui emploie une forte proportion de femmes, ont continué d'augmenter entre 1973 et 1980 à un rythme annuel moyen de 1½ %, tandis que la production industrielle (à l'exclusion de la production de pétrole) diminuait à un rythme de 1¼ % chaque année. De ce fait, l'influence de l'accroissement du taux d'activité féminin sur le chômage a contrebalancé, et au-delà, la diminution du taux d'activité masculin et a accru la sensibilité conjoncturelle du taux d'activité total⁴¹.

38

	1971	1973	1975	1977	1979	1980
Taux d'activité masculin						
60-64 ans	86,6	85,6	85,1	81,5	75,9	72,9
65-69 ans	30,6	30,6	25,6	22,0	16,7	14,3

39 Alors que dans les années 50 et 60, les taux d'activité féminins avaient diminué pendant les périodes de ralentissement de l'activité économique, ils ont continué d'augmenter entre 1974 et 1977 et sont restés stationnaires jusqu'à 1980.

40

	1971	1973	1975	1977	1978
Salariés à temps partiel en pourcentage des salariés à plein temps, Grande-Bretagne.					
Hommes	4½	5½	5½	5½	5½
Femmes	50½	57	65½	66½	67

41 La stabilité relative du taux d'activité féminin depuis 1978 s'explique par un certain nombre de facteurs, dont le relèvement du taux de natalité, qui avait diminué pendant quinze ans, et la forte diminution de la part des personnes de 60 à 64 ans dans la population active.

Tableau 9 Évolution du marché du travail¹

	1961	1971	1974	1977	1979	1980	1971	1980
	En milliers (estimation en milieu d'année)						1961	1971
							Pourcentage annuel de variation	
Population	52 941	55 712	56 011	55 919	55 946	55 990 ²	0.5	0.1
Population active totale	24 739	25 123	25 601	26 282	26 464	26 380	0.1	0.5
Population active salariée	24 452	24 399	25 059	24 832	25 120	24 720	-	0.1
Chômeurs	287	724	542	1 450	1 344	1 660	9.7	9.7
(taux de chômage)	(1.2)	(2.9)	(2.1)	(5.5)	(5.1)	(6.3)	(1.8)	(4.1)
Salariés pourvus d'un emploi	22 228	22 122	22 789	22 619	22 920	22 511	-	0.2
dont : Hommes	14 482	13 714	13 659	13 364	13 380	13 110	-0.5	-0.5
Femmes	7 745	8 408	9 131	9 255	9 540	9 401	0.8	1.2
Travailleurs indépendants	1 750	1 909	1 925	1 886	1 886	1 886	0.9	-0.1
Militaires	474	368	345	327	314	323	-2.5	-1.4
Salariés pourvus d'un emploi par secteur								
Agriculture	712	434	414	385	365	368 ²	-4.8	-1.8
Industrie	11 133	10 091	9 895	9 259	9 148	8 749 ²	-1.0	-1.6
Industries extractives	727	396	349	350	346	344 ²	-5.9	-1.6
Construction	1 482	1 262	1 328	1 270	1 293	1 260 ²	-1.6	-
Industries manufacturières	8 535	8 056	7 871	7 292	7 155	6 790 ²	-0.6	-1.9
Autres industries	389	377	347	347	354	355 ²	-0.3	-0.7
Services	10 383	11 597	12 480	12 975	13 407	13 394 ²	1.1	1.6
dont :								
Secteur privé	4 629	4 997	5 565	5 582	5 953		0.8	2.0 ³
Financier, etc.	834	1 154	1 306	1 345	1 405	1 430 ²	3.3	2.4
Secteur public	5 754	6 600	6 915	7 393	7 454		1.4	1.4 ³
Administrations publiques	3 558	4 591	4 930	5 304	5 389		2.6	1.8 ³
Entreprises publiques	2 196	2 009	1 985	2 089	2 065		-0.9	0.3

1 Royaume-Uni.

2 Chiffre provisoire.

3 Pourcentage annuel de variation 1979/1971.

Sources : *Department of Employment Gazette* et estimations de l'OCDE.

L'évolution de l'offre de main-d'œuvre a aussi été influencée par l'accroissement considérable des paiements de transfert en faveur des chômeurs (notamment l'octroi d'une indemnité complémentaire dont le montant est fixé en fonction des gains antérieurs), qui sont passés d'un tiers environ des gains moyens nets d'un travailleur manuel ayant un conjoint à charge avant 1965 à deux tiers environ de ces gains au début des années 70⁴². Cette évolution semble avoir eu deux principaux effets : premièrement, les travailleurs quittent plus facilement leur emploi, ce qui a pour effet d'accroître le nombre total des chômeurs ; deuxièmement, la période de recherche d'un emploi s'allonge, et du même coup la durée

42 Entre le milieu des années 60 et le début des années 70, les systèmes d'indemnisation suivants ont été mis en place ou élargis.

- i) indemnités pour perte d'emploi ;
- ii) indemnités complémentaires calculées sur la base des gains antérieurs.

Certaines de ces indemnités ont progressivement été indexées après 1971.

	1965	1970	1975	1979	1980
Indemnité d'assurance-chômage et indemnité complémentaire liée aux gains antérieurs en pourcentage des gains moyens nets des travailleurs manuels (après impôt et cotisations de sécurité sociale).					
Célibataire	26	58½	54½	50½	45
Homme ayant un conjoint à charge.	40	72	70	65½	59½
Indemnité moyenne pour perte d'emploi, en pourcentage des gains annuels moyens.		22	20½	20½	

du chômage. Ces effets ont vraisemblablement été particulièrement importants dans le cas des travailleurs à bas salaires dont les gains nets étaient inférieurs au montant des indemnités et qui, de ce fait, se sont laissés prendre dans le piège de la pauvreté ou de la « tentation du chômage ». Selon les estimations provisoires du Secrétariat, l'accroissement des transferts effectués au titre du chômage a peut-être relevé le taux de chômage de $\frac{1}{2}$ point environ depuis 1966. L'augmentation du taux de chômage est peut-être aussi imputable, pour une faible fraction, à l'accroissement du nombre des personnes pourvues d'un emploi et se déclarant chômeurs, mais ce facteur n'est pas mesurable.

Contrairement à l'offre de main-d'œuvre⁴³, l'évolution des pressions de la demande ne semble pas avoir contribué de façon sensible à accroître le chômage pendant l'ensemble de la période 1971-1979. Ce phénomène a été particulièrement remarquable après 1973, lorsque le taux de croissance annuel du PIB réel⁴⁴ est tombé de 2 $\frac{3}{4}$ % en moyenne avant la première crise pétrolière à 1 % à peine pendant les six années suivantes. Ce ralentissement de la croissance de la production a été intégralement absorbé par un fléchissement des gains de productivité nettement plus marqué que dans les autres pays de l'OCDE se trouvant dans une situation comparable. L'élasticité implicite des gains de productivité en moyenne période dans ces derniers pays est de l'ordre de $\frac{3}{4}$ et a tendance à s'accroître légèrement au moment du ralentissement de l'activité, tandis qu'au Royaume-Uni elle est voisine de l'unité et la dépasse en période de ralentissement. L'élasticité plus forte observée au Royaume-Uni est d'autant plus surprenante que le taux de croissance de la productivité observé en longue période est beaucoup plus faible que dans les autres pays se trouvant dans une situation comparable, de sorte que l'on aurait pu penser que les possibilités d'une nouvelle réduction sensible de la croissance tendancielle de la productivité étaient plus réduites.

Tous les grands secteurs de l'économie ont participé au ralentissement des gains de productivité ; cette tendance a toutefois été particulièrement sensible dans l'industrie, où le rythme annuel de croissance de la productivité est tombé de 3 $\frac{1}{4}$ % environ pendant la période précédant 1974 à moins de $\frac{3}{4}$ % pendant la période de six ans se terminant en 1980. Dans le secteur des services, le ralentissement du taux de croissance annuel de la productivité par personne employée a été moins important : celui-ci est en effet passé de 1 $\frac{1}{2}$ % à un peu moins de $\frac{1}{2}$ % au cours de la même période. Selon certains indicateurs partiels, la réduction tendancielle du nombre d'heures travaillées ne s'est pas sensiblement accélérée après la récession de 1974 (sauf en 1980), de sorte que le ralentissement du taux de croissance de la productivité a été à peu près semblable, que ce soit par homme-heure ou par personne employée. Dans les industries manufacturières, le ralentissement des gains de productivité a été beaucoup plus prononcé que dans tous les autres secteurs, ceux-ci tombant de 3 $\frac{3}{4}$ % jusqu'à 1974 à à peine plus de $\frac{1}{2}$ % depuis lors. L'action conjuguée des pressions sociales, de la résistance des syndicats et de la répugnance des chefs d'entreprise à licencier du personnel, du coût des suppressions d'emplois, des inerties et de l'anticipation d'une reprise soutenue, explique sans doute l'importance des effets en surnombre qui est devenue manifeste pendant la deuxième moitié des années 70. Le ralentissement des gains de productivité est contraire à l'évolution à laquelle on aurait pu s'attendre étant donné la forte progression des investissements productifs observée entre le milieu des années 60 et le début des années 70,

43 La population active a augmenté de manière pratiquement continue, au rythme annuel de $\frac{3}{4}$ % environ, de 1971 à 1977, mais elle a légèrement diminué depuis lors, ce qui donne encore un taux annuel de croissance de près de $\frac{3}{4}$ % pour la période 1971-1980, contre presque 1 % pendant les années 60.

44 Non compris, la production de pétrole de la Mer du Nord qui a commencé à contribuer de façon sensible à la croissance du PIB à partir de 1976.

Tableau 10 Population en âge de travailler et taux d'activité ¹

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
En millions										
Population en âge de travailler, total	34.50	34.47	34.53	34.48	34.64	34.64	34.84	34.88	35.00	35.16
Hommes, 16 à 69 ans	17.72	17.75	17.82	17.83	17.89	17.91	17.99	18.09	18.17	18.26
Femmes, 16 à 64 ans	16.78	16.72	16.72	16.66	16.76	16.73	16.86	16.79	16.85	16.90
Population dans les tranches d'âges supérieures, total	5.97	6.12	6.24	6.36	6.38	6.51	6.65	6.72	6.87	6.95
Hommes plus de 69 ans	1.58	1.62	1.65	1.69	1.74	1.77	1.83	1.85	1.90	1.95
Femmes plus de 65 ans	4.39	4.50	4.59	4.67	4.65	4.74	4.81	4.88	4.97	5.00
Population active dans la population en âge de travailler, total ²	24.57	24.53	25.03	25.07	25.22	25.60	25.78	25.75	25.75	25.74
Hommes jusqu'à 69 ans	15.75	15.67	15.75	15.61	15.66	15.74	15.72	15.68	15.66	15.61
Femmes jusqu'à 64 ans	8.82	8.85	9.29	9.47	9.56	9.85	10.06	10.07	10.09	10.13
En milliers										
Population occupée, tranches d'âges supérieures										
Hommes de plus de 70 ans	174	154	182	127	139	138	137	131	112	107
Femmes de plus de 65 ans	281	270	257	238	223	218	212	200	164	145
Hommes et femmes de plus de 65 ans	815	764	809	665	678	651	621	589	483	429
Pourcentages										
Taux d'activité, total	71.2	71.2	72.5	72.7	72.8	73.9	74.0	73.9	73.5	73.2
Hommes jusqu'à 65 ans	88.8	88.3	88.3	87.5	87.5	87.9	87.4	86.7	86.2	85.5
Femmes jusqu'à 64 ans	52.6	53.0	55.6	56.8	57.0	58.9	59.7	60.0	59.9	59.9

¹ Grande-Bretagne seulement.

² Les statistiques de la population active dans ce tableau sont différentes de celles présentées dans les tableaux 2 et 9. Premièrement, les deux derniers tableaux couvrent le Royaume-Uni, ensuite, dans le tableau présent, certains ajustements ont été effectués en incluant une estimation de chômeurs non-enregistrés, les domestiques, etc.

Source : *Labour force outlook to 1986*, Department of Employment Gazette, avril 1981.

et l'accroissement relativement rapide du stock de capital pendant la plus grande partie des années 70. Les augmentations importantes et persistantes des coûts de main-d'œuvre auraient dû elles aussi conduire à une accélération des gains de productivité. La tendance à la baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier n'a pas empêché l'apparition d'effectifs en surnombre, rendant ainsi encore plus difficile l'adaptation aux mutations structurelles qui devaient être associées à la production pétrolière dans les dernières années de la décennie. Le fait que les salaires réels ont augmenté beaucoup plus vite que la productivité a été aussi un facteur important du chômage.

A la baisse des gains annuels de productivité dans chaque secteur est venue s'ajouter une modification de la structure de la production en faveur des activités de services⁴⁵, qui a aussi été plus sensible que dans la plupart des autres pays de l'OCDE se trouvant dans une situation comparable. Après avoir été à peu près stationnaire pendant près de quinze ans, la part des services dans le PIB s'est fortement accrue dans la deuxième moitié des années 70, tandis que la part relative de l'industrie se contractait. L'évolution de la structure de la production s'est accompagnée d'un accroissement de l'emploi dans le secteur des services de l'ordre de 16 % pendant la période de neuf ans se terminant en 1980, tandis que l'emploi diminuait de 13 % dans l'industrie. Dans les trois catégories constituées par : *i*) la banque, la finance et les assurances, *ii*) les professions libérales et scientifiques et *iii*) les services divers, l'emploi a augmenté de plus de 16 % entre 1971 et 1980, tandis que dans la fonction publique et dans le secteur commercial, l'augmentation était de 5 %. Dans les secteurs des transports et des communications, l'emploi a diminué. Le nombre des personnes exerçant des activités d'enseignement a progressé de façon substantielle, ce qui s'explique par l'allongement, au milieu des années 70, de la durée de la scolarité obligatoire, par le fait que le nombre des enfants inscrits dans les crèches a à peu près doublé (du fait, en partie de l'accroissement du taux d'activité féminin), par l'augmentation du nombre d'enseignants par rapport à celui des étudiants et par le développement de l'enseignement supérieur.

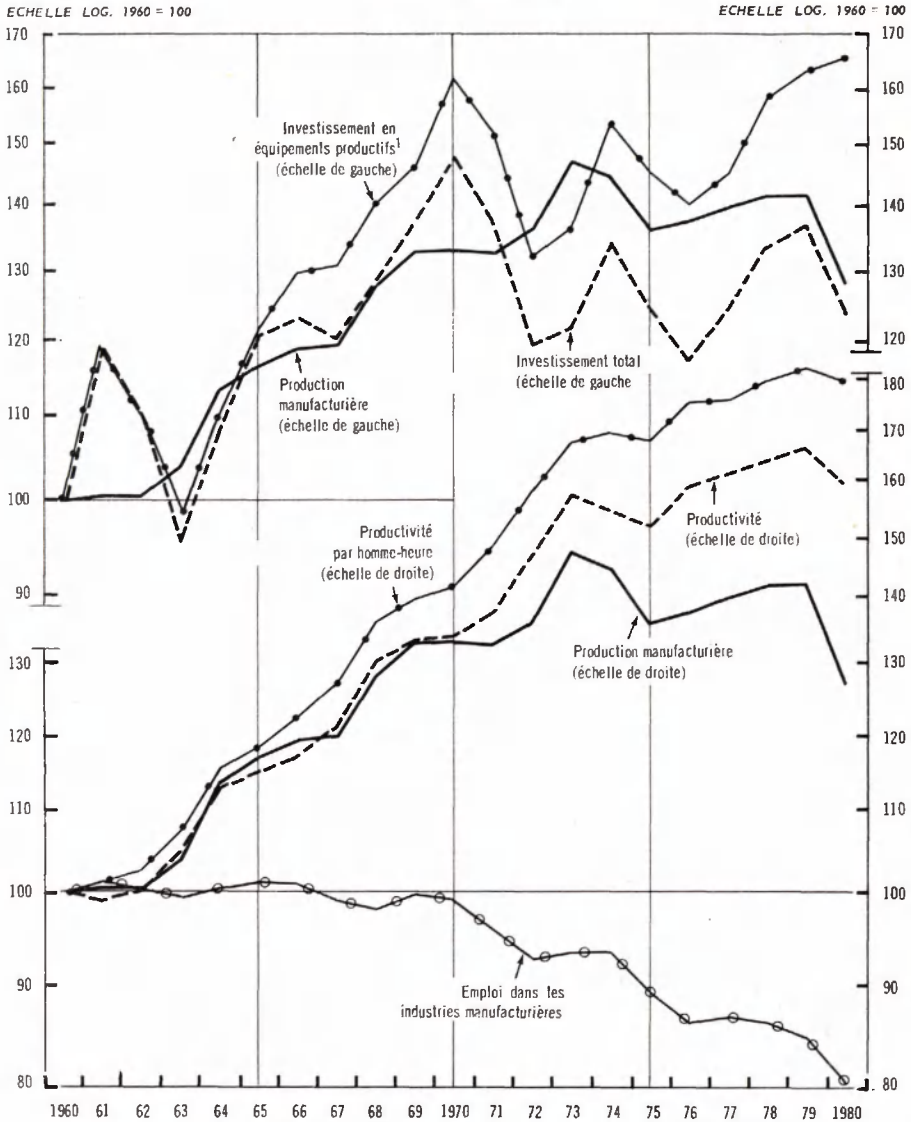
La croissance rapide de l'emploi dans le secteur des services n'a toutefois pas suffi à contrebalancer les effets de l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre et du recul de l'emploi dans l'industrie. Cela a notamment été le cas ces deux dernières années, où de nombreux travailleurs de l'industrie ont perdu leur emploi, d'une part, sous l'effet d'une adaptation différée aux mutations structurelles provoquées par l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord et, d'autre part, du fait de la baisse de la production. Mais, malgré ces importantes compressions de personnel et la réduction des effectifs en surnombre, le niveau actuel de l'emploi dans l'industrie par rapport à celui de la production donne à penser que la main-d'œuvre est encore très surabondante dans ce secteur, ce qui laisse la possibilité de gains substantiels de productivité.

La légère reprise prévue de la production (voir Partie IV ci-après) après 1981 devrait entraîner tout d'abord une augmentation cyclique de la producti-

45 Structure du PIB :

	1960-62	1965-67	1971-73	1977-79	1980
	Moyennes				
PIB, sans le pétrole de la Mer du Nord	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Agriculture	2,8	2,8	2,8	2,6	3,1
Industrie	43,6	43,2	42,8	40,3	37,9
Services	54,5	54,1	54,5	57,0	59,1

Graphique 7 Production, productivité et investissement dans les industries manufacturières



1 Le crédit-bail non compris.

Sources : *Economic Trends*; *Department of Employment Gazette* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

tivité qui, associée à la réserve de productivité découlant des investissements productifs relativement importants réalisés dans le passé (graphique 7), donne à penser que l'emploi devrait continuer à diminuer à moyen terme dans le secteur manufacturier. Dans le secteur des services également, il existe des possibilités appréciables d'accroissement de la productivité qui, comme dans l'industrie, devront être exploitées si l'on veut éviter que la contraction persistante des bénéfices ne se solde par des fermetures d'entreprises. En 1980, ce processus s'était déjà

amorcé de façon sensible, provoquant d'importantes pertes de capital dans l'industrie. Comme dans le secteur manufacturier, l'emploi dans le secteur public devrait lui aussi connaître un léger recul au cours des prochaines années, conformément aux plans du Gouvernement. De ce fait, pour des raisons à la fois conjoncturelles et structurelles, l'emploi total pourrait continuer de se contracter pendant un certain temps, mais à un rythme sensiblement plus lent qu'au cours de la période récente. Seule une reprise durable de la croissance du PIB pourrait inverser cette tendance, mais cette éventualité ne semble guère possible sans une nette amélioration de la compétitivité extérieure.

Il n'est guère probable que l'évolution de l'offre de main-d'œuvre au cours des prochaines années influe de façon sensible sur le chômage. D'une part, les perspectives médiocres concernant la production, l'importance du chômage et l'allongement de la durée du chômage devraient renforcer l'effet de découragement qui frappe les travailleurs, provoquant ainsi une augmentation du nombre des personnes qui se retirent de la population active. En particulier, si l'on en juge par l'évolution récente, il semblerait que les taux d'activité des groupes d'âge les plus élevés diminueront, les intéressés choisissant la retraite anticipée. De même, les jeunes femmes resteront peut-être au foyer plus longtemps et l'accroissement prévu du taux de natalité empêchera davantage de femmes d'entrer sur le marché du travail. D'autre part, d'après les projections démographiques actuelles, le nombre des personnes en âge de travailler devrait s'accroître légèrement. Comme ce deuxième facteur semble devoir l'emporter, la population active totale pourrait continuer de s'accroître, mais moins vite que pendant la majeure partie des années 70. De ce fait, la tendance que le chômage pourrait suivre au cours des prochaines années résultera principalement de l'évolution de la demande et de l'activité et de la progression de la productivité.

III POLITIQUE ECONOMIQUE

Après les élections de mai 1979, le nouveau gouvernement a adopté une stratégie financière à moyen terme dont l'objectif était de réduire le taux d'inflation et de réunir les conditions d'une croissance durable à moyen terme. Cette stratégie impliquait une période de « désinflation » qui supposait l'application de politiques monétaire et budgétaire restrictives. Dans ce cadre, les autorités ont adopté M3 en sterling (la masse monétaire au sens large)⁴⁶ comme principale variable cible, en même temps qu'elles fixaient des objectifs visant à ramener les dépenses publiques et les emprunts du secteur public à un niveau compatible avec le ralentissement progressif de la croissance des agrégats monétaires, laissant ainsi plus de place à l'initiative et à l'expansion du secteur privé. En outre, les autorités escomptaient qu'une politique monétaire restrictive, en pesant sur les sociétés du secteur privé, exercerait progressivement une influence modératrice sur les résultats des négociations salariales, réduisant ainsi les pressions inflationnistes provoquées par les coûts. De plus, les autorités ont décidé de laisser le mécanisme du marché déterminer le taux de change et de n'intervenir sur les marchés des changes que pour amortir des fluctuations déstabilisatrices. Bien que dans un certain nombre de domaines des progrès considérables aient été réalisés, s'agissant notamment de la réduction des pressions inflationnistes intérieures, la

46 La masse monétaire M3 en sterling est égale à M3 diminué des dépôts en monnaies étrangères des résidents du Royaume-Uni.

Tableau 11 Stratégie financière à moyen terme

	1978- 1979	1979- 1980	1980- 1981	1981- 1982	1982- 1983	1983- 1984
	Pourcentage de variation durant l'année					
<i>M3 en sterling</i>						
Variation effective ¹	13.6	11.0	19.5			
Objectif	8-12	7-11	7-11	6-10	5-9	4-8
	En milliards de livres, au prix de 1979-1980					
<i>Dépenses des administrations publiques</i>						
Sur la base des coûts ²						
Prévisions de mars 1980	77	78	77½	76¾	75½	75
Prévisions de mars 1981	77	77	80	79¼	78	76
Sur la base des comptes nationaux						
Prévisions de mars 1981		88¾	91½	91½	90	87½
<i>Recettes des administrations publiques</i>						
Sur la base des comptes nationaux						
Total, prévisions de mars 1981		78½	82½	84	84	85
dont : Recettes fiscales liées à la production de pétrole de la Mer du Nord		2¼	3¼	4½	4¾	5¼
<i>Besoin de financement des administrations publiques</i>						
(en pourcentage du PIB)	10½	12	9	7	4½	4½
	(5¼)	(6¼)	(4¾)	(3½)	(2¼)	(2¼)
<i>Besoin de financement du secteur public</i>						
(en pourcentage du PIB)	10	11½	8	6½	4	4
	(5)	(6)	(4¾)	(3½)	(2)	(2)

¹ Les périodes couvertes sont : novembre 1978-juin 1979, juin 1979-avril 1980 et février 1980-avril 1981.

² C'est-à-dire compte tenu de la variation des prix relatifs, calculée en rapportant l'indice implicite des prix de chaque poste de dépenses publiques à l'indice implicite des prix du PIB aux prix du marché. Les variations des prix relatifs ont eu une incidence particulièrement importante en 1980/1981 du fait de la progression importante des rémunérations dans le secteur public.

Sources: Financial Statement and Budget Report, 1981-1982 et The Government's Expenditure Plan, 1981-1982 to 1983-1984.

mise en œuvre de la politique économique s'est révélée plus difficile que les autorités ne l'escomptaient. En 1980-81, les dépenses publiques et l'expansion monétaire ont enregistré des dépassements ; par ailleurs, en raison de la perte appréciable de compétitivité de l'économie nationale et du manque de dynamisme de la demande mondiale, l'activité et l'emploi ont baissé plus qu'il n'était prévu. Le budget de mars 1981 annonce un nouveau durcissement de la politique budgétaire.

Politique budgétaire

Conformément à la stratégie financière à moyen terme, le budget de 1980-81⁴⁷ (présenté en mars 1980) prévoyait :

- i) d'importantes compressions en volume des dépenses publiques résultant de l'action des pouvoirs publics ;
- ii) un relèvement des rentrées fiscales sous l'effet à la fois de l'alourdissement automatique des recettes de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, et de l'accroissement des recettes fiscales provenant de l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord.

47 On trouvera plus de précisions sur ce point dans la chronologie économique.

En conséquence, malgré les prévisions faisant état d'un fléchissement de l'activité et d'un relèvement des indemnités de chômage, on s'attendait que le déficit⁴⁸ des administrations publiques⁴⁹, tout en se maintenant à 5½ milliards de livres sterling, serait ramené de 2¼ % du PIB en 1979-80 à 2¼ % en 1980-81. Compte tenu de l'excédent accru des entreprises publiques, on pensait que le besoin de financement du secteur public fléchirait de 9¼ milliards de livres en 1979-80 à 8½ milliards en 1980-81 (soit de 4½ % à 3¾ % du PIB). Or, à partir de l'automne de 1980, il est devenu manifeste que ces objectifs ne pourraient pas être atteints. Pour compenser une partie des dépassements par rapport aux prévisions, de nouvelles mesures applicables au cours de l'exercice 1981-82 ont été annoncées à la fin de novembre 1980⁵⁰.

En 1980-1981, au lieu de fléchir comme prévu, le déficit des administrations publiques a atteint, estime-t-on, 8¾ milliards de livres et le besoin de financement du secteur public 13¼ milliards, soit 3¾ % et 5¼ % du PIB respectivement⁵¹. Les principales causes des dépassements ont été les suivantes :

- i) Le mouvement de récession plus marqué que prévu, ainsi que la moins-value des recettes fiscales et l'augmentation des versements au titre de la sécurité sociale qu'il impliquait et dont l'effet a été d'accroître d'environ 2 milliards de livres le besoin de financement du secteur public par rapport aux niveaux escomptés.
- ii) La quasi-stabilité du volume des dépenses des administrations publiques au titre des biens et services alors que le budget prévoyait une légère diminution. En particulier, les dépassements de dépenses de l'administration centrale et des administrations locales ont représenté une augmentation de près de 2 % en termes réels de la consommation des administrations publiques alors que d'après les prévisions celle-ci devait diminuer un peu ; le besoin de financement du secteur public s'en est trouvé accru de plus de 1 milliard de livres.
- iii) Le relèvement plus fort que prévu de la rémunération moyenne dans le secteur public.
- iv) L'accroissement de près de 1 milliard de livres des versements au titre des intérêts reflétant à la fois l'augmentation du déficit et le relèvement des taux.
- v) La diminution de l'excédent d'exploitation des entreprises publiques par rapport aux prévisions budgétaires.
- vi) Des retards dans le recouvrement des recettes publiques du fait des mouvements de grève de fonctionnaires.

48 Le déficit des administrations publiques correspond au besoin de financement dans l'optique des comptes nationaux, c'est-à-dire qu'il ne prend pas en compte les opérations financières (telles que la vente ou l'achat de valeurs mobilières, les prêts, etc.).

49 Les administrations publiques englobent l'administration centrale et les administrations locales.

50 Les principales mesures étaient les suivantes :

- i) relèvement à compter d'avril 1981 du taux de la cotisation salariale au régime d'assurance nationale ;
- ii) instauration d'une taxe supplémentaire sur le pétrole (s'ajoutant à la taxe sur les recettes pétrolières) ;
- iii) nouvelles compressions des dépenses publiques en partie compensée par un accroissement des crédits affectés aux mesures spéciales en faveur de l'emploi et pour le soutien de l'industrie.

On trouvera plus de précisions à cet égard dans la chronologie économique.

51 Les dépassements auraient été encore plus grands en l'absence de la réduction de 650 millions de livres de la contribution nette du Royaume-Uni au budget de la CEE acceptée en mai 1980.

Tableau 12 Budget du secteur public
En milliard de livres

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81 ⁵	Prévisions budgétaires 1981/82	Pourcentages de variation		
							1978/79 à 1979/80	1979/80 à 1980/81	1980/81 à 1981/82
ADMINISTRATIONS PUBLIQUES¹	51.1	57.6	64.3	79.2	93.7	107.5	23.2	18.3	14.7
Recettes courantes	19.8	20.7	23.0	26.9	32.2	37.0	16.8	19.6	15.1
<i>dont</i> : Impôt sur le revenu des personnes physiques	17.1	21.1	24.4	32.6	38.6	44.6	33.9	18.4	15.5
Impôts sur les dépenses	50.7	57.1	65.5	78.8	96.0	105.8	20.3	21.8	10.2
Dépenses courantes	27.4	30.1	33.8	40.4	50.0	54.4	19.4	19.9	8.5
<i>dont</i> : Biens et services	17.6	20.4	24.1	28.6	34.0	38.1	18.8	18.8	12.1
Aides et subventions	5.7	6.5	7.6	9.8	11.9	13.3			
Intérêts de la dette	0.3	0.5	-1.2	0.4	-2.2	1.7			
Solde des opérations	0.8	0.9	1.0	1.1	1.2	1.7	15.6	4.2	41.0
Recettes en capital	6.9	6.6	6.6	7.4	7.8	7.2	11.8	5.1	-7.0
Dépenses en capital	5.3	4.7	4.6	5.2	5.1	4.7	13.3	-2.3	-8.1
<i>dont</i> : Investissements	1.5	1.8	1.8	2.0	2.3	2.3	8.3	16.6	0.6
Subventions	-6.1	-5.7	-5.6	-6.3	-6.6	-5.5			
Solde des opérations en capital	-5.7	-5.2	-6.8	-5.8	-8.8	-3.8			
Capacité de financement (= déficit)	-1.6	0.3	-2.2	-4.6	-5.3	-7.8			
Opérations financières ²	-7.3	-4.9	-9.0	-10.4	-14.1	-11.6			
Besoin de financement ³									
ENTREPRISES PUBLIQUES⁴	3.2	3.3	3.9	4.1	3.9	5.8	3.5	-4.3	48.4
Épargne	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.8	10.5	-	39.7
Transferts de capital	-5.3	-4.9	-5.8	-6.6	-7.4	-9.0	13.7	13.5	20.6
Dépenses d'équipement	-1.7	-1.2	-1.4	-2.0	-3.0	-2.5			
Capacité de financement	-1.3	-0.4	-1.2	-1.5	1.6	0.1			
Opérations financières	-2.3	-1.4	-1.9	-2.7	-1.4	-2.4			
Besoin de financement									
<i>Pour mémoire :</i>									
Impôts sur les opérations d'exploitation du pétrole de la Mer du Nord	0.1	0.2	0.5	2.2	3.8	5.9	327.0	72.3	53.1

1 Y compris les opérations avec les entreprises publiques.

2 Le signe moins indique des paiements effectués pour l'acquisition d'actifs financiers (crédits à des entreprises et à l'étranger, achat de titres de sociétés, etc...).

3 Le signe moins indique une augmentation des dettes.

4 Y compris les opérations avec les administrations publiques :

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	Prévisions budgétaires 1981/82
Aides des administrations publiques	1.0	1.1	1.3	1.6		
Transferts de capital par les administrations publiques	0.4	0.4	0.4	0.4	0.4	0.6
Emprunts directs aux administrations publiques	1.1	0.7	1.8	3.2	2.1	3.4
Intérêts versés aux administrations publiques	1.7	1.8	1.8	1.9	0.8	0.7

5 Résultats attendus sur la base du Budget de mars 1981.

Sources: *Financial Statistics*, CSO and *Financial Statement and Budget Report*, 1981-1982, HMSO

L'augmentation du déficit de 1979-80 à 1980-81, qui est supérieure à l'augmentation due au fonctionnement des stabilisateurs automatiques, montre que l'incidence des résultats budgétaires de 1980-81 a eu une faible tendance expansionniste. Au total, l'orientation de la politique budgétaire a été un peu moins restrictive pendant l'exercice 1980-81 que pendant l'exercice précédent.

Le budget de mars 1981 et l'objectif que s'est fixé le gouvernement de réduire le besoin de financement du secteur public au cours de la période 1981-82 à 1983-84⁵² impliqueraient un resserrement de la politique budgétaire à moyen terme au cas où le taux d'inflation ne devrait pas baisser sensiblement. Les principales mesures fiscales du budget de l'exercice 1981-82 sont les suivantes :

- i) relèvement des droits d'accise deux fois plus élevé que la hausse des prix afin de compenser en partie les ajustements incomplets opérés dans le passé ;
- ii) perception exceptionnelle d'un impôt spécial de 2½ % sur les dépôts bancaires ;
- iii) suspension temporaire de l'indexation des abattements et des tranches du barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, entraînant une augmentation de la pression fiscale sur les ménages ;
- iv) mesures fiscales visant à aider les petites entreprises et
- v) instauration d'un nouveau système d'allègement fiscal pour les stocks.

Ces mesures s'ajoutant aux recettes supplémentaires de la taxe sur le pétrole de la Mer du Nord et des cotisations de sécurité sociale (annoncées en novembre dernier) devraient fournir un montant net d'environ 5 milliards de livres en 1981-82. Du côté des dépenses, comme on partait en 1980-81 d'un niveau plus élevé qu'il n'était prévu (en raison des dépassements de dépenses) et malgré les compressions supplémentaires annoncées en novembre 1980, le niveau des dépenses publiques inscrites au budget pour 1981-82 est plus élevé en termes réels qu'on ne l'avait estimé en mars 1980. D'autre part, au lieu du faible fléchissement entre 1980-81 et 1981-82 précédemment envisagé, le budget prévoit que le niveau des dépenses en termes réels restera stable pendant l'exercice financier en cours. Toutefois, ce relèvement du niveau des dépenses résulte de l'aggravation du mouvement de récession et ne reflète pas un relèvement délibéré des dépenses. De fait, il est prévu que les transferts au secteur des ménages s'accroîtront beaucoup plus rapidement que la moyenne à cause de l'augmentation des sommes versées aux chômeurs et des versements au titre des intérêts de la dette, tandis que, d'après le budget, la consommation des administrations publiques resterait stable en termes réels et que l'investissement du secteur public diminuerait sensiblement.

Les effets restrictifs de ces variations de dépenses en termes réels devraient, d'après les prévisions, être renforcés par un ralentissement marqué de la progression des gains moyens dans le secteur public qui s'établirait à un niveau inférieur au taux d'accroissement annuel des gains dans les autres secteurs et inférieur aussi à celui de la hausse des prix. Au total, d'après les prévisions budgétaires, le déficit des administrations publiques compte tenu des recettes de la taxe sur le pétrole serait ramené d'environ 8½ milliards de livres en 1980-81 à 5½ milliards en 1981-82⁵³ (2½ % du PIB) et le besoin de financement du secteur public de 13½ à 10½ milliards de livres (4½ % du PIB). L'incidence

52 Le budget et le *Livre Blanc* (Cmnd. 8175) sur les prévisions de dépenses publiques ont été présentés au Parlement en mars 1981.

53 Y compris 1½ milliard de livres au titre du fonds d'action conjoncturelle.

restrictive sur longue période du budget de mars 1981 est estimée par le Secrétariat à un peu plus de 1 % du PIB. Toutefois, le secteur public est touché par un certain nombre de grèves qui provoquent des retards considérables dans les rentrées fiscales depuis le début de l'exercice 1981-82 ; dans ces conditions, la réduction du besoin de financement du secteur public prévu par le budget de 1981-82 risque de ne pas se réaliser et il est probable que l'incidence restrictive de l'action budgétaire sera plus faible que prévu.

Tableau 13 Déficit consolidés du secteur public

	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81 ⁴	Prévisions budgétaires 1981/82
En milliards de livres						
Capacité de financement totale (déficit) ¹	-7.4	-6.4	-8.2	-7.8	-11.8	-6.3
Part des :						
Administrations publiques	-5.7	-5.2	-6.8	-5.8	-8.8	-3.8
<i>dont :</i>						
Administration centrale	-3.4	-3.4	-5.1	-3.3	-7.3	-4.7
Administrations locales	-2.3	-1.8	-1.8	-2.5	-1.5	0.9
Entreprises publiques	-1.7	-1.2	-1.4	-2.0	-3.0	-2.5
<i>dont :</i>						
Entreprises nationalisées					-2.3	-1.6
Autres entreprises publiques					-0.7	-0.9
Opérations financières, total ²	-1.2	0.8	-1.0	-2.1	-1.6	-4.3
Part des :						
Administrations publiques	-0.8	0.8	-0.4	0.3		
Entreprises publiques	-0.4	0.5	-0.4	-0.4		
Autres, y compris opérations non identifiées	0.0	-0.5	-0.2	-2.0		
Besoin de financement du secteur public (BFSP)	8.5	5.6	9.2	9.9	13.5	10.6
Part des :						
Administrations publiques	7.3	4.9	9.0	10.4	14.1	11.6
<i>dont :</i>						
Administrations centrales	5.9	4.4	8.1	8.2	12.8	11.5
Administrations locales	1.4	0.4	1.0	2.2	1.3	0.1
Entreprises publiques	1.2	0.7	0.2	-0.5	-0.7	-1.0
<i>dont :</i>						
Entreprises nationalisées					-0.5	-0.8
Autres entreprises publiques					-0.2	-0.3
Produits de la vente d'actifs ³				-1.0	-0.4	
En pourcentage du PIB						
Capacité de financement, total ¹	6.4	4.3	4.9	3.9	5.1	2.5
Administrations publiques	5.0	3.5	4.1	2.9	3.8	1.5
Entreprises publiques	1.5	0.8	0.8	1.0	1.3	1.0
BFSP, total	7.4	3.8	5.5	4.9	5.9	4.2
Administrations publiques	6.4	3.3	5.4	5.2	6.1	4.6
Entreprises publiques	1.1	0.5	0.1	-0.2	-0.3	-0.4

1 Dans les statistiques officielles du Royaume-Uni, la capacité de financement apparaît sous la rubrique « déficit financier ». Le signe moins indique un déficit.

2 Le signe (+) indique des recettes provenant de la vente d'actifs financiers, y compris des opérations non identifiées ; le signe (-) indique des paiements pour l'acquisition d'actifs par le secteur public, y compris les opérations non identifiées.

3 Le signe (+) indique des recettes provenant de la vente d'actifs.

4 Résultat attendu sur la base du Budget de mars 1981. Le besoin de financement définitif du secteur public et d'administrations publiques en 1980/81 était de 13.3 milliards de livres et 12.9 milliards de livres respectivement.

Sources: *Financial Statistics*, CSO et *Financial Statement and Budget Report*, 1981-82, HMSO.

Tableau 14 Prévisions de dépenses publiques

	Milliards de livres, prix de l'enquête 1980						Pourcentage de variation en volume par rapport à l'exercice précédent			
	1976/77	1977/78	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82	1978/79	1979/80	1980/81	1981/82
	Résultats					Résultats attendus	Prévisions			
Dépenses publiques par autorisation et par programme										
1 Administration centrale	52.8	51.0	54.7	56.1	58.4	58.7	7.3	2.5	4.1	0.4
2 Administrations locales	22.9	21.5	21.4	21.8	20.2	19.2	-0.5	1.6	-6.9	-5.2
3 Certaines entreprises publiques ¹	1.6	1.4	1.3	1.2	1.2	1.1	-7.3	-2.1	-2.9	-5.0
4 Dépenses au titre des programmes	77.3	73.9	77.4	79.1	79.9	79.0	4.8	2.2	1.0	-1.1
5 Fonds d'action conjoncturelle					0.2	1.5				
6 Intérêts de la dette	2.2	2.5	2.9	3.8	4.3	4.6	15.2	34.4	11.9	7.2
7 Total des postes ci-dessus (4 + 5 + 6)	79.5	76.4	80.3	82.9	84.4	85.1	5.1	3.3	1.7	0.9
8 Total, à l'exclusion des intérêts de la dette (4 + 5)	77.3	73.9	77.4	79.1	80.1	80.5	4.8	2.2	1.2	0.5
9 Emprunts nets des entreprises nationalisées sur les marchés étrangers	1.9	1.2	0.5	-0.3	-0.5	-0.6				
10 Ventes spéciales d'actifs		-0.7		-1.0	-0.3	-0.2				
11 Marge de surestimation						-0.5				
12 Total des dépenses prévues (8 + 9 + 10 + 11)	79.2	74.4	78.0	77.8	79.2	79.2	4.8	-0.2	1.9	
Dépenses publiques par catégorie										
13 Dépenses générales	63.6	63.7	66.6	68.3	69.4	69.7	4.6	2.4	1.7	0.4
<i>dont :</i>										
Biens et services	38.5	38.3	39.0	39.6	39.7	39.7	1.8	1.6	0.2	0.2
Subventions	5.3	4.3	4.6	4.9	5.3	4.1	5.4	7.2	7.2	-22.5
Aides	19.8	21.1	23.1	23.7	24.4	25.8	9.5	2.8	3.0	5.6
14 Dépenses en capital	13.7	10.2	10.8	10.8	10.5	9.3	6.1	0.7	-3.4	-11.1
<i>dont :</i>										
Investissements	9.6	7.9	7.0	6.4	5.5	4.7	-10.9	-8.7	-14.5	-14.4
Biens d'équipement	2.0	2.1	2.1	1.9	1.8	1.6	-2.1	-10.6	-0.8	-13.6

¹ Entreprises dont les dépenses en capital sont incluses dans les dépenses publiques : essentiellement le service des eaux et les sociétés d'aménagement de villes nouvelles. Les entreprises nationalisées n'en font pas partie.

Source: The Government's Expenditure Plans, Cmnd. 8175, HMSO, Mars 1981.

Evolution de la situation monétaire

Ces dernières années, on a observé d'importantes fluctuations à court terme des taux d'accroissement de la masse monétaire et d'expansion du crédit intérieur, de la vitesse de circulation de la monnaie ainsi que du taux d'inflation qui, s'ajoutant aux fortes variations du PIB et aux mouvements brutaux des taux d'intérêt rendent difficile l'établissement d'une relation causale nette entre l'inflation, la demande réelle, les variations de la production et les agrégats monétaires. De plus, l'évolution de la situation monétaire a été fortement influencée ces dernières années par la réaction rapide des entreprises et des ménages aux variations intervenues à la fois dans le niveau et la structure des taux d'intérêt et aussi par la forte élasticité de substitution entre divers types d'actifs monétaires et financiers. En particulier, la croissance des divers éléments de l'agrégat (PSL2) représentatif des liquidités au sens large du secteur privé⁵⁴, a accusé de fortes fluctuations. C'est ainsi que, sous l'effet d'écart de taux d'intérêt favorables, les dépôts auprès des administrations locales (principal poste de la rubrique « autres (que la monnaie) instruments du marché monétaire »), ont presque doublé dans les deux années allant jusqu'au milieu de 1980, mais que depuis lors, ils ont baissé de près d'un cinquième. Au contraire, l'accroissement des dépôts auprès des sociétés de prêts à la construction (actions comprises), après s'être ralenti au cours de la première période, s'est nettement accéléré au second semestre de 1980⁵⁵, le taux d'intérêt net servi sur ces dépôts dépassant peu à peu les taux concurrents.

Le taux d'expansion annuel de la masse monétaire au sens large — M3 en sterling — a aussi fortement fluctué ces dernières années et, comme il s'agit de la variable cible essentielle de la stratégie financière du gouvernement, ce taux attire davantage l'attention que les autres variables monétaires. Toutefois, le taux de variation de M3 peut donner une image trompeuse de la situation monétaire dans l'ensemble de l'économie. En fait, l'expansion de M3 en sterling s'est accélérée, passant de 11 % (taux annuel) dans les douze mois allant jusqu'à avril 1980 à 27½ % (taux annuel) dans les sept mois se terminant en novembre 1981. Ces fluctuations ont pu, dans une large mesure, être imputées à la suppression du « corset » et à la « réintermédiation »⁵⁶ des effets de commerce qui en est résultée (précédemment, ceux-ci étaient détenus en dehors du système bancaire); cette réinsertion, particulièrement marquée dans les cinq mois allant jusqu'à novembre, a porté sur l'équivalent de près de 2 milliards de livres, soit plus d'un quart des prêts bancaires. Si l'on ne tient pas compte des distorsions

54 PSL2 (broadly defined private sector liquidity), agrégat représentatif des liquidités au sens large du secteur privé, se compose des éléments suivants :

- i) la monnaie ;
- ii) les autres instruments du marché monétaire (bons du Trésor et effets de banques, dépôts auprès des administrations locales et des maisons de financement, par exemple) ;
- iii) les dépôts d'épargne et titres (y compris les dépôts auprès des banques hypothécaires, des "trustee savings banks" et de la Caisse nationale d'épargne) ; et
- iv) les certificats de dépôt au titre de provisions pour impôts.

55 Au second semestre de 1980, l'accroissement (en valeur) des dépôts auprès des sociétés de prêts à la construction (actions comprises) a représenté une fois et demi l'accroissement moyen des deux années précédentes.

56 Le « corset », système de dépôts supplémentaires spéciaux, pénalisait les banques qui laissaient leurs exigibilités de référence portant intérêt (les dépôts) progresser plus vite que le rythme autorisé (1 % par mois). Afin de tourner cette réglementation, les banques faisaient passer des crédits en dehors du système bancaire sous forme d'effets de commerce à court terme qu'elles acceptaient et qui étaient ensuite escomptés et détenus en dehors du système bancaire. Depuis la suppression du « corset » en juin 1980, ces flux sont rentrés dans le système bancaire et apparaissent dans le montant de M3.

provoquées par l'abolition du « corset », le taux annuel d'expansion tendancielle de M3 en sterling a été inférieur à 20 % pendant les sept mois se terminant en novembre (c'est-à-dire près d'un tiers de moins que le taux effectif). Néanmoins, même ce taux de 20 % exagérât à la fois l'accélération qui s'est produite après avril et l'expansion effective de la liquidité de l'ensemble de l'économie jusqu'à novembre 1980. PSL2 (indicateur au sens large de la liquidité du secteur privé) a évolué de façon sensiblement moins irrégulière et a enregistré une expansion plus lente que M3 en sterling : le taux annuel d'expansion de PSL2 est passé de 12 % dans l'année allant jusqu'à avril 1980 à 15 $\frac{3}{4}$ % dans les sept mois se terminant en novembre 1980.

Indépendamment des distorsions imputables au « corset », le fait que la croissance de M3 en sterling a dépassé la fourchette de 7 à 11 % retenue comme objectif⁵⁷ pendant la plus grande partie de 1980, tient aux raisons suivantes :

- i) le besoin de financement du secteur public a été plus élevé que ne le prévoyait le budget ;
- ii) le secteur des sociétés a été touché par un grave resserrement de sa liquidité, en particulier au premier semestre de 1980 du fait que les entreprises devaient faire face simultanément à une hausse des coûts salariaux et à une augmentation de la concurrence étrangère (en partie à cause de l'appréciation du sterling) qui a eu pour effet de relever leur demande de crédits bancaires, le manque de dynamisme de la demande a aussi joué un rôle à cet égard ;
- iii) l'augmentation des taux d'intérêt a eu à court terme un effet pervers sur la demande de crédit, les entreprises étant amenées à emprunter temporairement davantage pour effectuer les versements d'intérêts plus élevés qu'elles devaient faire au titre des emprunts et des engagements financiers en cours ;
- iv) le désir du secteur privé de rétablir la valeur réelle de ses actifs financiers.

Après le milieu de 1980 et surtout depuis le quatrième trimestre, l'importance du déstockage, les réductions apportées aux projets d'investissement et un ralentissement progressif mais perceptible des coûts de main-d'œuvre ont eu conjointement pour effet de provoquer une décélération marquée de la demande privée de crédits. Les prêts en sterling au secteur privé du Royaume-Uni ont augmenté, passant, en taux annuel, de 8 $\frac{3}{4}$ milliards de livres en 1979 à 12 milliards de livres aux trois premiers trimestres de 1980 avant toutefois de redescendre à 8 $\frac{3}{4}$ milliards de livres pendant les six mois allant jusqu'à mars 1981. Au cours de cette dernière période, le montant, en chiffre annuel, des prêts en sterling aux entreprises industrielles et commerciales du Royaume-Uni en particulier, est peut-être tombé aux deux-tiers environ de celui des trois premiers trimestres de 1980. En outre, une forte réduction du besoin de financement du secteur public, combinée à une augmentation des ventes directes de titres d'Etat en dehors du secteur bancaire, a aussi contribué au ralentissement marqué du rythme annuel d'accroissement de M3 en sterling qui a été ramené à moins de 8 % pendant la période de quatre mois se terminant en mars 1981⁵⁸.

Les autres grands agrégats monétaires font aussi apparaître un ralentissement très important de l'expansion de la liquidité dans l'ensemble de l'économie

57 La fourchette retenue comme objectif couvrait la période février 1980 - avril 1981 et était définie en taux annuel.

58 La décélération de l'expansion de M3 (M3 en sterling plus dépôts en devises des résidents du Royaume-Uni) a été plus limitée, le taux annuel de croissance de cet agrégat étant tombé de 25 % pendant la période de sept mois ayant pris fin en novembre 1980 à 15 $\frac{3}{4}$ % au cours de la période de quatre mois se terminant en mars 1981 ; elle tient au mouvement de diversification des portefeuilles, au profit des avoirs en autres monnaies, qui a suivi la suppression du contrôle des changes.

Tableau 15 Indicateurs monétaires
Taux annuels désaisonnalisés

	1977	1978	1979	1980	1980				1981 T1
					T1	T2	T3	T4	
Composants de l'expansion monétaire ¹ (milliards de livres)									
a) Besoin de financement du secteur public	6.0	8.3	12.6	12.3	0.2	15.5	16.0	17.6	3.9
b) Achats par le secteur privé de titres du secteur public	8.5	6.0	10.9	9.6	6.8	10.0	10.9	10.8	12.0
c) Crédits en sterling	3.6	5.8	8.6	12.8	15.4	11.8	15.7	8.3	15.9
d) Expansion du crédit intérieur	1.1	8.1	10.3	15.6	8.9	17.4	20.8	15.1	7.9
e) Financements extérieurs	-3.4	0.4	2.8	3.3	0.2	3.2	6.8	3.2	-0.3
f) Autres opérations	0.4	0.9	0.8	1.3	2.6	1.1	2.8	-1.3	3.3
g) M3 en sterling	4.1	6.8	6.6	10.9	6.0	13.2	11.2	13.2	4.9
Masse monétaire (pourcentage de variation)									
Masse monétaire au sens étroit (M1) ²	22.1	16.7	9.3	4.0	-1.4	10.0	-4.1	11.0	17.8
M3 en sterling ^{2 3}	10.2	15.2	12.9	18.8	10.1	24.0	19.0	21.9	7.6
Masse monétaire (M3) ²	10.0	15.1	12.5	18.7	11.9	19.6	19.6	23.2	17.1
Crédit distribué (milliards de livres)									
Secteur des ménages	5.9	7.8	10.5	10.1	7.9	10.8	9.5	12.1	
dont :									
Avances bancaires en sterling	1.3	1.9	3.1	3.5	2.5	5.1	3.6	2.7	
Entreprises industrielles et commerciales	5.2	5.4	6.4	8.0	9.9	9.1	7.5	5.6	
dont :									
Avances bancaires en sterling	2.1	2.2	4.2	5.4	5.7	6.0	7.4	2.6	
Avances bancaires en sterling aux institutions financières non bancaires	0.1	0.6	1.2	0.7	0.9	1.8	0.5	-0.2	
Sociétés mutuelles d'épargne-logement (en milliards de livres)									
Accroissement net des parts et des dépôts	6.1	4.8	5.8	7.0	5.7	6.1	7.9	8.3	7.9
Nouveaux engagements hypothécaires	7.5	8.7	9.1	10.0	9.0	9.1	10.1	11.9	13.1
Pour mémoire :									
Pourcentage de variation du montant total des liquidités du secteur privé (PSL2) ²	11.6	15.0	13.5	13.7	12.8	14.5	14.9	15.0	9.5

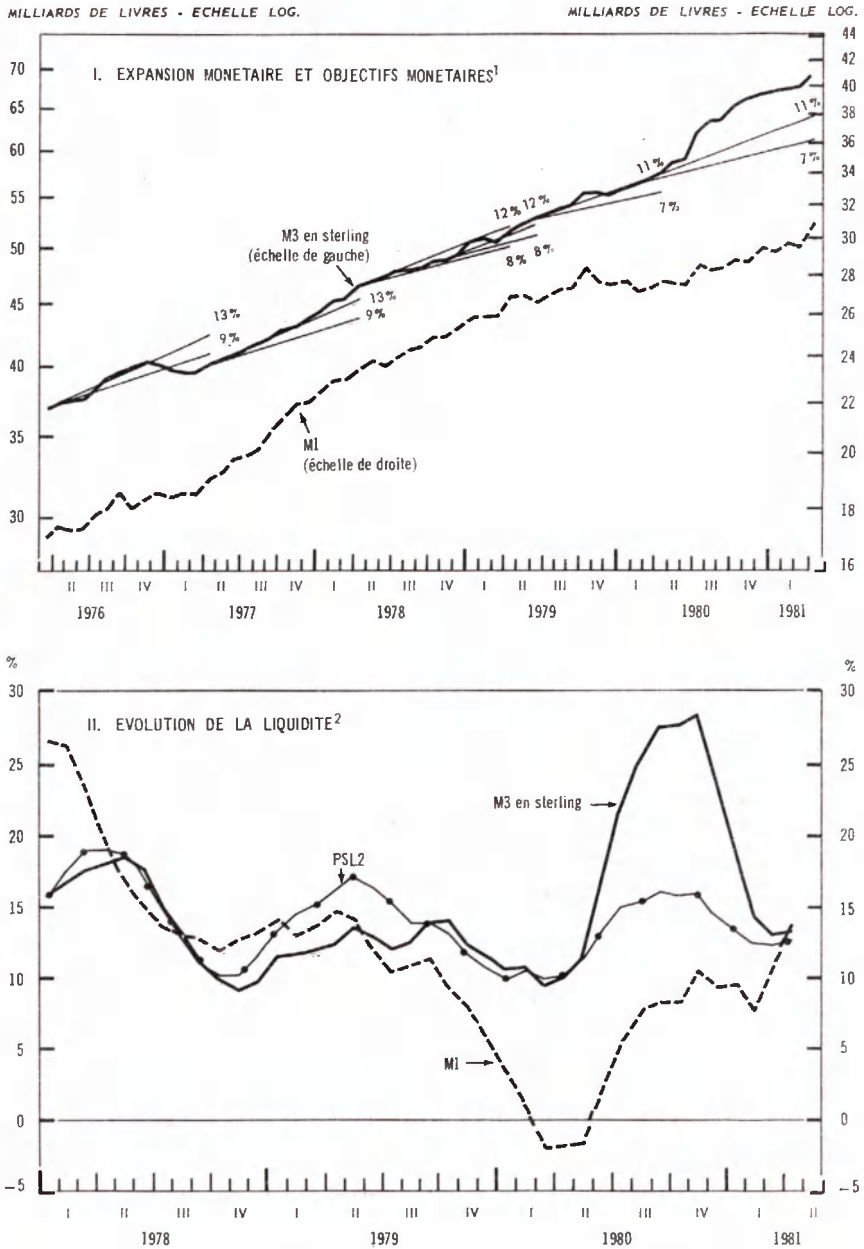
¹ Les relations entre les différentes lignes sont les suivantes : a - b + c = d, d - c - f = g.

² Les pourcentages annuels de variation sont fondés sur la somme des variations pendant les trimestres de l'année civile exprimées en pourcentage de la masse monétaire à la fin de l'année précédente. Les pourcentages trimestriels se rapportent au chiffre désaisonné à la fin de chaque trimestre.

³ M3 en sterling est égal à la masse monétaire M3 diminuée des dépôts en devises des résidents du Royaume-Uni.

Sources : *Financial Statistics: Economic Trends; Bank of England Quarterly Bulletin* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 8 Évolution de la masse monétaire et de la liquidité
Chiffres désaisonnalisés



1 La même échelle semi log. a été utilisée pour les deux courbes mais, pour les besoins de la présentation, la partie inférieure a été remontée et présentée sur l'échelle de droite.

2 Moyenne mobile sur trois mois, pourcentages de variation par rapport aux six mois précédents, en taux annuel.

Sources : *Bank of England Quarterly Bulletin* et *Financial Statistics*.

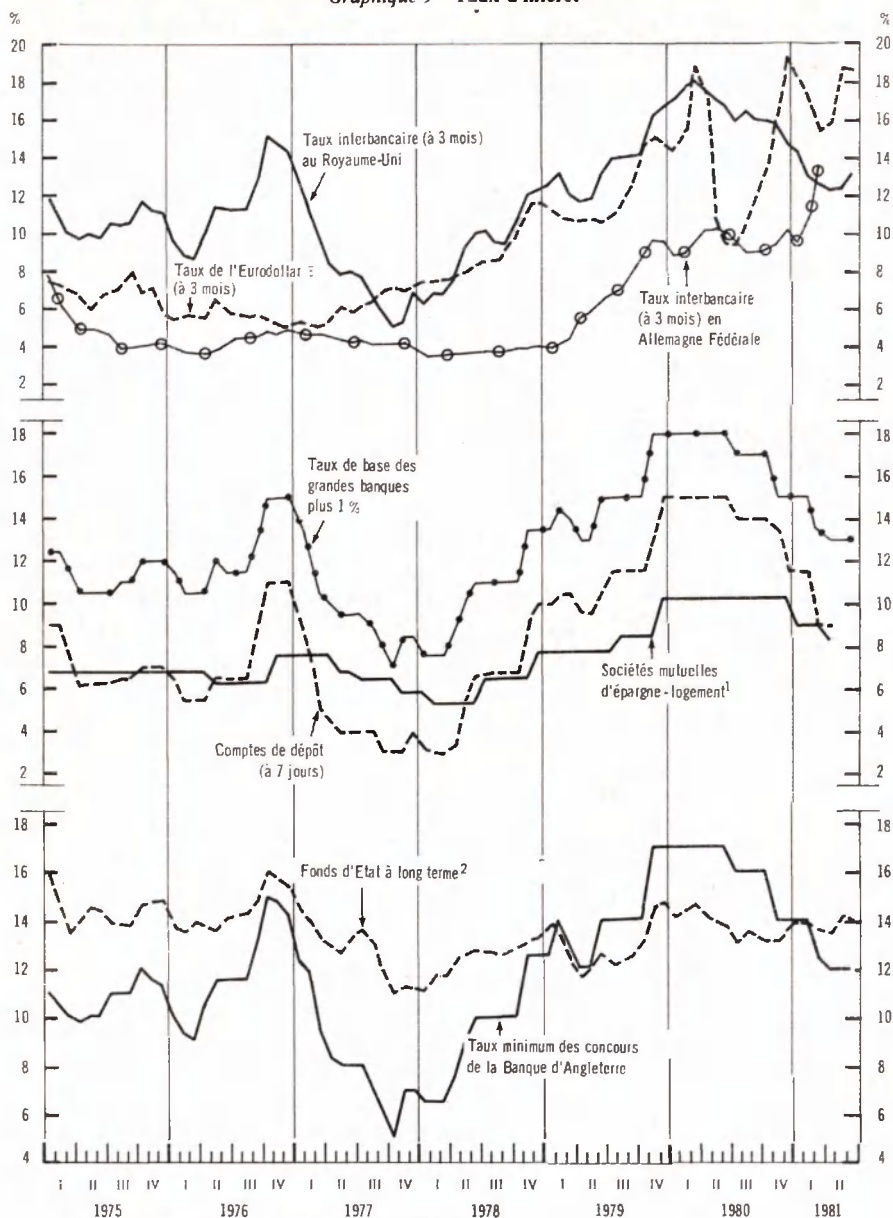
après novembre 1980 ; en particulier, le taux d'accroissement annuel de l'agrégat représentatif de la liquidité au sens large, PSL2, est tombé à 9½ % dans les quatre mois allant jusqu'à mars 1981, et l'expansion du crédit intérieur a fléchi à 7 milliards de livres en chiffre annuel, c'est-à-dire, dans les deux cas, à un niveau inférieur de plus de moitié à celui des sept mois précédents. A cet égard, il convient de noter que le taux d'accroissement de M0 (base monétaire) comme celui de M1 (masse monétaire au sens étroit) ont souvent évolué à contresens des taux d'accroissement des trois principaux agrégats monétaires, la cadence annuelle d'accroissement de M1 s'accélérait pour passer de 6½ % au cours des sept mois allant jusqu'à novembre à 8½ % dans les quatre mois suivants. Au total, et compte non tenu des distorsions qui ont pu l'accroître d'environ 2 points, le taux annuel d'expansion de M3 en sterling a été de 18½ % au cours des treize mois se terminant en mars 1981, nettement au-dessus donc de la limite supérieure de la fourchette de 7 - 11 % retenue comme objectif dans la stratégie financière. En raison de grèves dans le secteur public, le recouvrement des impôts a subi des retards considérables qui ont eu une incidence sur la croissance des grands agrégats monétaires depuis mars 1981 de sorte que ces derniers donneront une image déformée de la situation monétaire.

Les taux d'intérêt ont un peu augmenté au premier semestre de 1980 à partir du niveau élevé qu'ils avaient atteint à la fin de 1979. Toutefois, en partie à cause de facteurs saisonniers mais surtout du fait de la vigueur de la demande de crédits, on a enregistré parfois de fortes tensions sur la liquidité bancaire qui auraient fait monter les taux d'intérêt encore davantage si la Banque d'Angleterre n'avait pas apporté des concours spéciaux aux grandes banques⁵⁹. Depuis juillet 1980, les autorités ont eu pour objectif de faire progressivement baisser les taux d'intérêt. Le taux minimum des concours de la Banque (MLR) a été abaissé de 1 point et ramené à 16 % dans les premiers jours de juillet 1980, puis à 14 % à la fin de novembre et à 12 % en mars 1981. Cependant, la pression à la hausse s'est maintenue sur les taux d'intérêt à court terme, en particulier jusqu'en novembre, en raison de la persistance d'une forte demande de crédit. La Banque d'Angleterre a continué d'agir en faveur de la baisse des taux et, afin de maintenir la structure de ces derniers dans des limites raisonnables, elle a fourni de nouvelles liquidités au système bancaire. Toutefois le mécanisme des concours a été modifié après novembre — les autorités monétaires, au lieu de fournir des actifs liquides aux banques par la formule de prise en pension de fonds d'Etat et par l'octroi de délais pour la constitution de réserves obligatoires, ont décidé d'abaisser le coefficient minimum d'actifs liquides des banques qui a été ramené de 12½ % à 10 % en janvier puis à 8 % en mars 1981⁶⁰. Au total, la politique monétaire a été dans l'ensemble restrictive en 1980 et elle l'est restée dans les premiers mois de 1981, moins toutefois que ne l'impliquaient les objectifs de la stratégie financière à moyen terme annoncés dans les débuts de 1980. De plus, pour se faire une idée du degré de durcissement de la politique monétaire, il faudrait savoir dans quelle mesure on peut considérer que l'appréciation du sterling (qui a aussi été à l'origine du sérieux resserrement de la liquidité des entreprises) a été provoquée en partie par l'annonce d'objectifs monétaires stricts un an plus tôt. Sauf pour de courtes périodes, les taux d'intérêt réels sont restés positifs, l'écart s'élargissant sensiblement à mesure que le fléchissement du taux d'inflation dépassait celui des taux d'intérêt après le milieu de 1980. L'effet restrictif exercé par le niveau

59 Les concours aux grandes banques ont revêtu la forme de prises en pension de fonds d'Etat et aussi de reports de la date de constitution de réserves obligatoires.

60 La Banque n'en a pas moins recouru une nouvelle fois à la pratique des prises en pension de valeurs de l'Etat pour remédier aux insuffisances graves de trésorerie au jour le jour.

Graphique 9 Taux d'intérêt



1 Taux recommandé de rémunération des dépôts.

2 Obligations à long terme (20 ans) : rendement brut au remboursement.

Sources : *Financial Statistics*; *Bank of England Quarterly Bulletin* et estimations du Secrétariat de l'OCDE.

élevé des taux d'intérêts réels a surtout touché le secteur des entreprises et a été une cause du mouvement appréciable de déstockage qui a été enregistré.

Lorsque les autorités ont fixé la fourchette assignée comme objectif au taux d'expansion annuel de M3 en sterling — qui reste la principale variable de la politique monétaire — pour les quatorze mois allant jusqu'à avril 1982, elles

ont décidé de ne pas modifier l'objectif en fonction du dépassement important de 1980-81. Elles ont au contraire réaffirmé leurs objectifs de mars 1980 qui prévoyaient pour M3 une expansion de 6-10 % en 1981-82, de 5-9 % en 1982-83 et de 4-8 % en 1983-84. Si la limite supérieure de 10 % retenue pour la fourchette de 1981-82 se situe dans le domaine des objectifs réalisables dans l'hypothèse de politiques inchangées, les résultats effectifs sont incertains, étant donné notamment que le besoin de financement du secteur public risque encore (en partie à cause des grèves qui ont perturbé le recouvrement des impôts) de dépasser l'objectif qui lui a été assigné et aussi parce que le taux d'inflation ne diminuera peut-être pas autant que les autorités l'ont prévu dans le budget. Toutefois, pour réduire l'effet expansionniste du besoin de financement du secteur public sur la masse monétaire, les autorités ont pris les mesures suivantes :

- i) Extension du bénéfice des bons d'épargne nationale indexés aux personnes âgées de 50 ans au moins (au lieu de 60 ans primitivement).
- ii) Création de fonds d'Etat indexés à l'intention des caisses de pension et des compagnies d'assurance sur la vie, ainsi qu'à l'intention des activités « retraite » des sociétés mutuelles.

Un infléchissement probable de la formation de stocks ira probablement de pair avec une augmentation de la demande de crédit qui rendrait difficile aussi la réalisation de l'objectif d'expansion de M3 en sterling pour 1982-83. Toutefois, même si l'expansion monétaire dépasse encore l'objectif, les conditions monétaires devraient rester modérément restrictives au cours des dix-huit prochains mois, les taux d'intérêt réels étant positifs pendant toute cette période malgré la lourdeur accrue de la conjoncture.

Afin de rendre plus efficace la régulation monétaire, les autorités ont progressivement apporté un certain nombre de modifications à la fois au cadre institutionnel et aux méthodes et instruments d'action⁶¹. Depuis l'automne dernier, la portée pratique de la publication du taux minimum des concours de la Banque et l'importance de ses opérations d'escompte⁶² ont été réduites. De ce fait, les autorités ont amplifié leurs opérations d'open market, notamment sur effets de banques, afin d'agir sur les taux d'intérêt avec plus de souplesse mais surtout pour maintenir une structure des taux d'intérêt correspondant mieux au climat du marché. Le but recherché en ce qui concerne les taux à court terme est de faire en sorte que ceux-ci soient maintenus à l'intérieur d'une fourchette qui ne sera pas publiée. D'autre part, la Banque centrale a cessé d'indiquer les cours d'achat des effets éligibles comme elle le faisait précédemment ; il appartient à la maison d'escompte qui offre des effets à la vente de formuler ce cours, la Banque centrale étant libre d'accepter ou de refuser son offre. De plus, la Banque centrale a annoncé que le coefficient minimum d'actifs liquides imposé aux banques ne sera plus utilisé pour la régulation monétaire, mais que celles-ci seront toujours tenues de conserver des actifs liquides en attendant que soient définis les formules et les niveaux appropriés concernant les réserves à conserver dans un souci de gestion prudente. Le coefficient de 1½ % fixé pour les réserves obligatoires auprès de la Banque centrale, et respecté par les grandes banques, doit être prochainement modifié et désormais toutes les banques « reconnues » et les institutions de dépôt agréées (au-delà d'une certaine dimension) seront tenues de conserver auprès

61 Aucune décision n'a encore été prise quant à l'adoption d'une régulation de la base monétaire.

62 Les prêts en question sont des prêts directs que la Banque accorde aux maisons d'escompte généralement à des conditions normales pour atténuer les manques de liquidités, encore que ces prêts aient parfois comporté un élément de pénalisation lorsque les autorités souhaitent que les taux à très court terme s'alignent sur les taux du marché monétaire à plus long terme.

de la Banque centrale sur un compte spécial, ne portant pas intérêt, une encaisse ne dépassant pas $\frac{1}{2}$ de leurs exigibilités de référence. De plus les grandes banques conserveront un montant supplémentaire, à titre de réserve opérationnelle, principalement pour les opérations de compensation.

IV PERSPECTIVES ECONOMIQUES A COURT TERME⁶³

Les majorations de salaires, qui accusent d'importants reculs à l'occasion de la série actuelle de négociations, devraient encore diminuer lors de la série de négociations qui commencera à l'automne de 1981, cela en raison du niveau élevé et croissant du chômage, de la situation difficile des entreprises tant sur le plan financier que sur celui de la compétitivité et du fléchissement des anticipations inflationnistes. La croissance d'une année à l'autre des gains moyens devrait donc se ralentir considérablement pendant l'année en cours et en 1982, bien que dans une moindre mesure, pour atteindre un taux de 9 % environ dans les douze mois se terminant à la fin de 1982. La production devant, selon les prévisions, se redresser lentement, la hausse des coûts unitaires de main-d'œuvre pourrait diminuer pour s'établir à un taux tout juste inférieur à 8 % au cours de 1982, soit le tiers environ du taux enregistré en 1980. A supposer que le taux de change ne varie pas⁶⁴, les prix à l'importation ne devraient avoir qu'un effet mineur sur les prix intérieurs au cours de la période considérée. Les effets exercés sur les prix par le ralentissement des coûts de main-d'œuvre seront probablement compensés en partie par la hausse des prix à l'importation et par un léger redressement des bénéfices des entreprises, de sorte que l'inflation devrait se ralentir progressivement pour s'établir aux alentours de 8 $\frac{1}{2}$ % environ au deuxième semestre de 1982.

La décélération prévue de la croissance des gains moyens et la diminution de l'emploi pourraient conduire à une réduction de la masse salariale nette en termes réels, aussi bien en 1981 qu'en 1982. Parmi les éléments du revenu des particuliers, seuls les paiements de transfert (du fait de l'aggravation du chômage) semblent devoir modérer la baisse du revenu réel disponible, dont on prévoit qu'elle atteindra environ 2 $\frac{1}{2}$ % entre 1980 et 1982. Le ralentissement de l'inflation et ses effets favorables sur les patrimoines, de même que l'ajustement différé de la consommation à la forte augmentation du revenu réel disponible des ménages jusqu'en 1980 devraient entraîner une diminution du taux d'épargne qui compensera et au-delà l'accroissement de l'épargne de précaution constituée en raison de la médiocrité des perspectives du marché du travail. Les prévisions sont fondées sur l'hypothèse que le taux d'épargne des ménages diminuera de 3 points environ par rapport au niveau record atteint au deuxième semestre de 1980, pour s'établir à 13 $\frac{1}{4}$ % au deuxième semestre de 1982, ce qui reste toutefois élevé par rapport aux normes passées. En conséquence, la consommation des ménages, après avoir diminué au deuxième semestre de l'année en cours, devrait se redresser en 1982, mais rester à peu près stationnaire sur l'ensemble de la période considérée.

Conformément aux programmes de dépenses du Gouvernement, les dépenses publiques sur biens et services devraient accuser une baisse considérable en termes réels tout au long de la période considérée. On s'attend que l'investissement

63 Ces prévisions du Secrétariat portent sur les quatre semestres se terminant avec le second semestre de 1982.

64 Le taux de change utilisé dans les prévisions est le taux moyen calculé sur les quatre semaines qui se sont terminées le 22 mai 1981. Depuis que les prévisions ont été établies, le taux de change s'est encore déprécié.

fixe du secteur public se contracte fortement ; toutefois, les effets de freinage de cette évolution seront contrebalancés en partie par l'augmentation prévue des investissements des entreprises publiques et des industries nationalisées. On prévoit aussi que les investissements des industries manufacturières diminueront encore. Du fait de la contraction des marges bénéficiaires et de la médiocrité des perspectives de production, de nouvelles fermetures d'usines pourraient intervenir en 1982, ce qui réduirait quelque peu le volume normal des investissements de remplacement. Ces évolutions, imputables en partie à la dégradation de la compétitivité, limiteront aussi les nouveaux investissements. Au total, on s'attend que, d'ici à la fin de 1982, la formation brute de capital fixe des industries manufacturières diminuera pour atteindre un niveau inférieur d'un tiers environ au pic conjoncturel de 1979, ce qui, joint à une accélération de la consommation de capital fixe, implique une réduction notable du stock net de capital dans le secteur manufacturier. Dans le secteur de la distribution et des services, il semble que l'investissement ait cessé de progresser au début de l'année en cours et on s'attend qu'il baisse légèrement au cours de la période considérée, en restant néanmoins à un niveau élevé. Au total, pour l'ensemble des secteurs des industries manufacturières et de la distribution et des services, le niveau de l'investissement sera fin 1982 à peu près, prévoit-on, celui de 1978.

Tableau 16 Perspectives d'évolution pour 1981 et 1982
Pourcentages annuels de variation par rapport à la période précédente

	1980	1981	1982	1981		1982	
				I	II	I	II
Consommation privée	$\frac{3}{4}$	$-\frac{1}{2}$	$\frac{1}{4}$	2	-3	$\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$
Consommation publique	$\frac{1}{4}$	$-\frac{1}{4}$	$-\frac{1}{4}$	-	$-\frac{3}{4}$	-1	$-\frac{1}{2}$
Formation de capital fixe	$-2\frac{1}{4}$	$-7\frac{1}{4}$	-2	-10	$-3\frac{1}{2}$	$-2\frac{1}{4}$	1
Secteur public	$-5\frac{1}{4}$	$-11\frac{1}{2}$	-2	-17	-1	-2	-2
Secteur privé	$-\frac{1}{2}$	$-6\frac{1}{4}$	-2	$-6\frac{1}{2}$	$-4\frac{1}{2}$	-3	$2\frac{1}{2}$
Demande intérieure finale	$\frac{1}{2}$	$-1\frac{1}{2}$	$-\frac{1}{2}$	$-\frac{1}{2}$	$-2\frac{3}{4}$	-	1
Formation de stocks ¹	-3	-	2	$\frac{1}{2}$	3	2	$\frac{1}{2}$
Ajustement « de compromis » ¹	$-\frac{1}{4}$	$-\frac{1}{2}$	$\frac{1}{2}$	-1	$\frac{1}{2}$	$\frac{1}{4}$	-
Demande intérieure totale	-3	-2	2	$-1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{2}$	$2\frac{1}{2}$	$2\frac{1}{2}$
Exportations	$\frac{1}{2}$	$-4\frac{1}{2}$	$\frac{1}{4}$	$-4\frac{1}{4}$	-2	$\frac{1}{2}$	2
Importations	$-3\frac{1}{4}$	-5	6	$-4\frac{1}{2}$	$6\frac{1}{4}$	6	6
Solde de la balance extérieure réelle ¹	1	$\frac{1}{4}$	$-1\frac{1}{4}$	$\frac{1}{4}$	$-2\frac{1}{4}$	$-1\frac{1}{2}$	$-1\frac{1}{4}$
PIB au prix du marché	-2	-2	$\frac{1}{2}$	-1	$-\frac{3}{4}$	$\frac{3}{4}$	$\frac{1}{2}$
Revenu disponible réel des ménages	2	$-1\frac{1}{2}$	-1	$-3\frac{1}{2}$	$-2\frac{1}{4}$	$-1\frac{1}{2}$	$\frac{1}{4}$
Taux d'épargne des ménages	$15\frac{1}{4}$	$14\frac{1}{2}$	$13\frac{1}{2}$	$14\frac{1}{4}$	$14\frac{1}{4}$	$13\frac{1}{2}$	$13\frac{1}{2}$
Indice implicite des prix de la consommation privée	$15\frac{1}{2}$	11	$9\frac{1}{2}$	11	$11\frac{1}{2}$	9	$8\frac{1}{2}$
Salariés pourvus d'un emploi	$-2\frac{1}{4}$	$-4\frac{1}{2}$	$-1\frac{1}{4}$	-5	$-2\frac{1}{2}$	$-1\frac{1}{2}$	$-1\frac{1}{4}$
Taux de chômage ²	(7 $\frac{1}{2}$)	(11 $\frac{1}{4}$)	(12 $\frac{1}{4}$)	(10 $\frac{3}{4}$)	(12)	(12 $\frac{1}{2}$)	(13)
Solde de la balance courante (en milliards de dollars U.S. - taux annuel)	$6\frac{1}{2}$	$9\frac{3}{4}$	$-\frac{3}{4}$	14	$5\frac{1}{3}$	$\frac{1}{2}$	-2

¹ Variation en pourcentage du PIB de la période précédente.

² Royaume-Uni, y compris les jeunes venant d'achever leur scolarité, en pourcentage de l'ensemble des salariés.

Sources: *Economic Trends*; Press and Information Service Release, juin 1981 et estimations de l'OCDE.

Une légère amélioration des prix des logements par rapport aux gains depuis le printemps de 1980, la baisse des taux hypothécaires et une augmentation de la liquidité des sociétés de prêts à la construction donnent à penser que l'investissement résidentiel privé continuera de se redresser par rapport au creux conjoncturel de la fin de 1980. En outre, la forte diminution prévue des investissements en logements des collectivités locales devrait aussi contribuer à l'extension du marché immobilier privé, comme l'atteste le fait que depuis les premiers mois de 1982 les mises en chantiers de logements augmentent fortement dans le secteur privé mais accusent un recul sensible dans le secteur public. Toutefois, malgré la reprise, il est vraisemblable qu'à la fin de 1982, l'investissement résidentiel privé se situera à un niveau assez bas par rapport aux normes passées⁶⁵.

Tableau 17 Indicateurs conjoncturels récents

	1979	1980	1980			1981		
			II	T4	T1 ¹	Avril	Mai	Juin
(Indice 1980 = 100)								
PIB au coût des facteurs dans l'optique de la production	103.0	100	98.3	97.5	96.9			
PIB au coût des facteurs estimation de compromis	102.2	100	98.7	98.3	98.1			
Consommation privée	99.3	100	99.2	99.8	101.2			
Production industrielle	107.8	100	96.7	94.7	93.5	93.2	92.5	
Production manufacturière	110.8	100	95.7	92.6	91.7	91.6	90.8	
Volume des ventes de détail	99.4	100	99.7	99.7	103.1	100.3	101.2	101.6
Emploi (Grande-Bretagne)								
Industries productrices	105.3	100	97.5	95.9	93.3	91.7		
Secteur manufacturier	106.3	100	97.1	95.4	92.8	91.3		
Taux de chômage ²	(5.2)	(6.7)	(7.6)	(8.2)	(9.4)	(10.0)	(10.2)	(10.4)
Offre d'emploi (en milliers)	(241)	(143)	(109)	(98)	(99)	(94)	(91)	(82)
Importations de marchandises (en volume)	105.6	100	94.9	92.6	88.3			
Exportations de marchandises (en volume)	98.3	100	98.4	99.1	95.2			
			Pourcentages annuels de variation par rapport à la période précédente			Pourcentages de variation par rapport aux six mois précédents (taux annuel)		
Prix de détail	13.4	18.0	12.4	8.2	8.7	15.5	15.1	
Gains moyens	15.5	20.7	21.0	18.0	9.3	9.6	9.6	
Milliards de dollars, chiffres annuels								
Importations	93.6	107.4	103.5	101.4	95.5			
Exportations	86.2	110.1	112.5	113.5	110.5			
Solde de la Balance commerciale	-7.4	2.7	9.0	12.1	15.0			
dont : Pétrole	-1.6	0.6	1.8	2.1	6.2			
Solde de la balance des opérations courantes	-3.0	6.4	13.3	18.1	23.5			

¹ Les chiffres relatifs à la balance des paiements sont des moyennes pour janvier-février.

² Grande-Bretagne, non compris les jeunes venant d'achever leur scolarité.

Sources: *Economic Trends*; *Department of Employment Gazette* et *Monthly Review of External Trade Statistics*.

65 On prévoit qu'à la fin de 1982 l'investissement résidentiel privé sera inférieur au niveau atteint au cours de chacune des années de la période 1964-79 et inférieur d'un tiers au niveau record de 1972.

Au total l'investissement en capital fixe dans le secteur public et dans le secteur privé pourrait diminuer de 5½ % et 8 % respectivement au cours des deux années se terminant à la fin de 1982, constituant ainsi, parmi les composantes de la demande intérieure, celle qui aura exercé sur l'activité l'effet de freinage le plus marqué. La faiblesse des profits, des taux d'intérêt réels positifs et le niveau relativement élevé du rapport stocks/production à la fin de 1980, permettent de penser que le mouvement de déstockage se poursuivra jusqu'à la fin de 1981, mais à un rythme plus lent. Cette évolution, associée à une formation de stocks modérée en 1982, devrait faire qu'au cours de la période considérée la formation de stocks apportera à la croissance du PIB une contribution positive importante qui pourrait contrebalancer et au-delà la faiblesse de la demande intérieure totale à compter du second semestre de 1981.

Si la dégradation de la compétitivité extérieure semble devoir être très limitée au cours de la période considérée⁶⁶, les pertes substantielles enregistrées ces dernières années devraient avoir jusqu'à la fin de 1982 une forte incidence sur les échanges extérieurs⁶⁷. Du fait de la position concurrentielle et des perspectives médiocres des échanges mondiaux, on s'attend que la tendance à la baisse du volume des exportations de marchandises autres que le pétrole se poursuive jusqu'au premier semestre de 1982 et qu'une légère reprise se produise par la suite, à mesure que les échanges mondiaux se redresseront. Les prévisions impliquent une perte de parts de marchés extérieurs pour les produits manufacturés de près de 20 % pour les années 1981 et 1982 réunies, soit une perte totale de près de 40 % depuis 1977. La perte de compétitivité, conjuguée à l'évolution de la formation de stocks, devrait se traduire par une forte augmentation du volume des importations de marchandises autres que le pétrole après le milieu de 1981, ce qui accroîtrait encore la pénétration des importations, notamment dans le secteur des biens de consommation durables. On prévoit que l'excédent de la balance des invisibles en termes réels continuera de diminuer. Au total, la contribution de la balance extérieure réelle hors pétrole à la croissance du PIB pourrait être fortement négative au cours de la période considérée (tableau 16), mais cette influence sera atténuée par une amélioration de la balance pétrolière réelle liée à une progression modérée mais régulière de la production de pétrole de la Mer du Nord⁶⁸.

L'évolution prévue de la balance extérieure réelle explique dans une large mesure les perspectives médiocres du PIB réel, qui, après avoir diminué au deuxième semestre de cette année, devrait se redresser lentement au cours de 1982. Bien que partant d'un niveau considérablement plus bas que le PIB réel, la production manufacturière devrait enregistrer une reprise un peu plus marquée, encore que, à la fin de la période considérée, elle se situera vraisemblablement à un niveau inférieur de plus d'un cinquième à celui du maximum de

66 Pour les produits manufacturés, la dégradation de la compétitivité extérieure sera insignifiante entre la fin de 1980 et la fin de 1982 si l'on prend pour base les prix relatifs des exportations et des importations ; elle sera de 7 % environ si l'on prend pour base les coûts unitaires relatifs de main-d'œuvre.

67 La perte de compétitivité a été si importante que les relations économétriques observées dans le passé pourraient ne plus être applicables. Il se peut, en particulier, que les élasticités des importations et des exportations soient plus fortes que dans le passé ; on suppose qu'elles seront de l'ordre de 1½ %, c'est-à-dire à l'extrémité supérieure de l'échelle normale.

68 La contribution du pétrole de la Mer du Nord à la croissance réelle du PIB pourrait être de moins de ½ de point en 1981 comme en 1982, contre ¾ de point en moyenne au cours des cinq années qui se sont achevées en 1980. Les chiffres relatifs au pétrole comme les autres chiffres de la comptabilité nationale sont établis sur la base des prix de 1975. Si l'on prend pour base les prix effectifs du pétrole, la contribution de l'augmentation de la production pétrolière de la Mer du Nord sera de ¾ % environ du PIB aussi bien en 1981 qu'en 1982.

1973. Le recul du PIB pendant près de trois années consécutives et ses effets décalés sur le marché du travail devraient conduire à une nouvelle réduction de l'emploi (progressivement plus lente qu'autrefois). La productivité, qui avait fortement baissé en 1980, devrait se redresser à compter de maintenant, surtout dans les industries manufacturières. Le taux de chômage⁶⁹ pourrait atteindre environ 13 % d'ici à la fin de 1982, contre quelque 11 % au milieu de 1981.

Dans l'hypothèse d'un taux de change effectif stable, les termes de l'échange devraient continuer de s'améliorer légèrement jusqu'à la fin de 1982, mais dans une proportion moindre que jusqu'à la fin de 1980. En outre, afin de ne pas aggraver encore leur position concurrentielle, les entreprises exportatrices continueront probablement de maintenir des marges bénéficiaires faibles. Dans ces conditions, l'amélioration des termes de l'échange sera compensée et au-delà par la dégradation de la balance extérieure réelle. Les paiements invisibles liés aux opérations pétrolières de la Mer du Nord marqueront encore une légère augmentation. Dans ces conditions, on prévoit que la balance des opérations courantes deviendra légèrement déficitaire en 1982, malgré l'accroissement des marges de ressources inemployées qu'on s'attend à observer au cours de cette période.

V CONCLUSIONS

Un des aspects positifs des résultats économiques enregistrés au cours de l'année écoulée a été la réduction marquée du taux d'inflation, qui, d'une année sur l'autre, est tombé de 22 % au deuxième trimestre de 1980 à moins de 12 % au trimestre correspondant de l'année en cours. Cette amélioration a été due notamment à l'appréciation notable de la livre sterling — elle-même imputable en partie à un engagement ferme pour une stratégie de restriction monétaire — et à la forte contraction des marges bénéficiaires qui l'a accompagnée. Depuis l'automne de 1980, le niveau des majorations accordées dans le cadre des accords salariaux a aussi sensiblement diminué, en raison à la fois du ralentissement de la hausse des prix et de l'accroissement des marges de ressources inemployées. Un autre aspect encourageant est la réduction apparente des effectifs en surnombre dans les entreprises privées, ainsi que l'atténuation des pratiques restrictives en matière de main-d'œuvre et d'autres rigidités du marché du travail, qui ont nui dans le passé aux résultats de l'industrie ; jusqu'ici, toutefois, les effets de ces changements sur la productivité ont été masqués par le recul conjoncturel de la production.

Malgré ces aspects positifs, les perspectives pour les dix-huit prochains mois — la période couverte par les prévisions du Secrétariat — laissent toujours présager des difficultés. Si l'on se fonde sur les politiques budgétaires et monétaires examinées dans la troisième partie ainsi que sur les hypothèses retenues pour le taux de change et d'autres variables, une reprise modérée de l'activité semble probable. Le chômage devrait néanmoins continuer de monter, encore qu'à un rythme plus lent qu'en 1980, et l'investissement productif diminuer, malgré une amélioration de la rentabilité des entreprises. En outre, la balance extérieure courante pourrait redevenir déficitaire ; le mouvement de destockage arrivant à son terme, on s'attend que le volume des importations augmente considérablement, tandis que le volume des exportations pourrait continuer de diminuer

69 Royaume-Uni, y compris le nombre des jeunes venant d'achever leur scolarité en pourcentage du nombre total de salariés.

en raison de la faible croissance des échanges mondiaux et d'une perte cumulée de parts de marchés extérieurs d'environ 20 % en 1981 et 1982. Dans le même temps, le nouveau ralentissement de l'inflation qui pourrait se produire, sera sans doute relativement faible.

Les autorités devraient donc se voir confrontées à un dilemme majeur, à savoir comment continuer à réduire l'inflation tout en assurant une reprise de l'activité d'une vigueur suffisante pour engendrer un redressement de l'investissement productif et de l'emploi. La plupart des pays Membres sont confrontés au même dilemme, mais il semble que celui-ci revête une dimension particulière au Royaume-Uni, compte tenu de la dégradation substantielle de la compétitivité extérieure au cours des deux dernières années et de la faiblesse des marges bénéficiaires dans l'industrie. Une amélioration est donc nécessaire tant sur le plan de la compétitivité que sur celui des profits ; dans ce dernier cas, cela impliquerait un transfert important de ressources réelles en faveur du secteur des entreprises. Un taux de change plus faible faciliterait les choses, mais il y aurait alors des effets négatifs sur les prix à l'importation et la réduction de l'inflation s'en trouverait contrariée. Une amélioration de la compétitivité compatible avec un redressement des bénéfices et un nouveau relâchement des pressions inflationnistes exigera donc une réduction marquée des majorations de salaires et un accroissement de la productivité. En fait, sans un profond changement dans ces deux derniers domaines, une amélioration valable de la compétitivité ne pourra pas se produire — avec les taux de change actuels — ou alors elle sera, au mieux, très longue à venir, ce qui aurait des conséquences importantes pour les exportations, l'investissement et l'emploi.

Le plus grand réalisme observé récemment dans les négociations salariales du secteur privé est encourageant, bien que le niveau des majorations accordées n'ait pas encore suffisamment baissé pour inverser la dégradation de la compétitivité extérieure sur le plan des coûts unitaires de main-d'œuvre. Il est toutefois difficile de dire dans quelle mesure la progression des rémunérations continuera de se modérer à l'avenir ; il reste à voir si les pratiques en matière de détermination des salaires ont fondamentalement changé et si les anticipations inflationnistes se sont atténuées. En outre, au cours de l'année écoulée, le ralentissement des majorations contractuelles de salaires a été précédé d'une décélération de l'inflation — facilitée par l'appréciation du sterling — de sorte que les salaires réels ont continué de progresser. En fait, dans la période à venir, les salaires réels devront baisser si l'on veut que se réalise le transfert de ressources qui s'impose en faveur du secteur des entreprises. Au cours des trois dernières années, les gains moyens et les revenus disponibles des ménages se sont accrus respectivement de 15½ et 17½ % en termes réels, alors que le revenu national disponible augmentait de 7½ %, toujours en termes réels, ce qui a entraîné une diminution des bénéfices⁷⁰, qui sont tombés à leur niveau le plus bas depuis la fin de la guerre ; de fait, la majeure partie des bénéfices tirés de l'exploitation du pétrole de la Mer du Nord, s'est reflétée dans le niveau de la consommation. Ainsi, alors qu'une nouvelle modération des majorations de salaires est essentielle à l'amélioration des performances de l'économie, elle pourrait en même temps se révéler plus difficile à obtenir. Il serait souhaitable, semble-t-il, d'examiner dans quelle mesure la nécessaire réduction des augmentations de salaires pourrait être facilitée par l'instauration d'un dialogue plus étroit avec les interlocuteurs sociaux, qui porterait non seulement sur les rémunérations mais encore sur tout le domaine des pratiques professionnelles et des résultats de l'économie d'une manière générale.

70 Revenus disponibles réels des entreprises autres que celles des secteurs pétroliers et financier.

Dans ces conditions, les autorités britanniques devront continuer de suivre, avec régularité, une politique macro-économique relativement restrictive à moyen terme. Cette exigence est dans la ligne de l'accord qui s'est fait entre les Ministres des pays de l'OCDE en juin 1981 sur la nécessité de politiques monétaires et budgétaires à moyen terme qui n'accompagnent pas l'inflation. L'évolution de la situation pourrait, toutefois, exiger — comme en 1980 — que la stratégie soit ajustée. Dans la mesure où de nouveaux progrès seront réalisés dans la lutte contre l'inflation, et sous réserve de l'évolution des taux d'intérêt à l'étranger, les possibilités de réduction des taux d'intérêt pourraient être un peu plus grandes. En outre, les efforts faits pour freiner la croissance des dépenses publiques ont particulièrement pesé sur l'investissement public, qui a fortement baissé ces dernières années. Si cette tendance se poursuivait, elle pourrait compromettre le fonctionnement de l'économie à moyen terme. Il importe, en conséquence, de reconsidérer la structure des dépenses publiques, de façon à élargir la part des investissements publics de nature à contribuer à la croissance de la productivité du secteur privé. Il serait souhaitable de faire en sorte que les finances publiques reviennent à un meilleur équilibre et que les ressources ainsi libérées soient utilisées dans la mesure du possible pour améliorer la situation financière des entreprises dans les secteurs autres que les secteurs pétrolier et financier.

Il a été dit, dans la deuxième partie de l'étude, que le redressement attendu de la production en 1982 devrait se traduire par une progression conjoncturelle de la productivité. La reprise de l'activité économique dépend aussi de la question de savoir si les gains de productivité seront durables et si le mouvement amorcé pourra s'amplifier par la suite. Il y a place pour d'importants gains de productivité dans le secteur manufacturier et dans celui des services en raison du niveau relativement élevé des investissements productifs réalisés dans le passé. Ces gains potentiels devront se matérialiser si l'on veut arriver à des résultats valables sur le double plan de l'inflation et de la compétitivité et si l'on veut éviter de nouvelles fermetures d'entreprises. Cela dépendra sans doute pour beaucoup des nouveaux progrès qui pourront être faits dans la réduction des effectifs en surnombre et des pratiques industrielles restrictives ainsi que de l'acceptation par les interlocuteurs sociaux de nouvelles méthodes de travail compétitives sur le plan international.

ANNEXE

PAGE BLANCHE

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE

1980

14 février

Un programme spécial de mesures en faveur de l'emploi, qui prévoit notamment l'extension du "Youth Opportunities Programme", est annoncé au titre de l'exercice 1980-81.

20 mars

Publication d'un Livre vert sur le contrôle monétaire.

26 mars

Présentation du budget au Parlement ; les principales mesures prévues sont les suivantes :

- i) Impôt sur le revenu : augmentation, en fonction de l'inflation enregistrée en 1979, des abattements de base au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et suppression du taux minimum de l'impôt (25 % sur la première tranche de 750 livres du revenu imposable). Relèvement de 11 % en moyenne du seuil d'imposition des revenus imposables aux taux supérieurs.
- ii) Impôts indirects : pour tenir compte de l'inflation, le montant annuel de chiffre d'affaires au-delà duquel les entreprises sont assujetties à la TVA est porté à 13.500 livres.
- iii) Droits d'accise : augmentation des droits sur l'essence et les autres produits pétroliers, sur les boissons alcoolisées, sur le tabac et sur les véhicules.
- iv) Impôts sur le capital : le seuil d'application des droits de mutation est porté à 50.000 livres et il est institué un nouvel abattement de 3.000 livres au titre de l'impôt sur les plus-values.
- v) Le taux de l'impôt sur les recettes pétrolières est porté (à compter du 30 juin) de 60 à 70 %.
- vi) Dépenses publiques : réduction de 5½ % (en termes réels) des prévisions de dépenses publiques par rapport aux prévisions du Gouvernement précédent. Les principales compressions porteront sur l'aide de l'Etat à l'industrie ainsi que sur les crédits ouverts au titre de l'emploi et de la formation. Des abattements seront effectués sur les crédits affectés au logement et à l'éducation.
- vii) Sécurité sociale : il est prévu de majorer (en novembre 1980) les allocations familiales, qui seront portées à 4 livres, les pensions de retraite (qui seront portées à 43,45 livres pour les couples mariés et à 27,15 livres pour les célibataires), le "complément au revenu familial", les prestations de courte durée, les pensions d'invalidité et la prime de mobilité. L'indemnité complémentaire liée aux gains sera supprimée à compter de janvier 1982. Les allocations de chômage et de maladie seront rajustées en novembre 1980 dans une proportion inférieure de 5 % au pourcentage de hausse des prix.
- viii) Déduction fiscale sur les plus-values des stocks : différé d'un an pour certains rappels exigibles à la suite de réintégrations dans les bénéficiaires.
- ix) Zones industrielles : à l'intérieur de ces zones, les entreprises, nouvelles ou anciennes, bénéficieront des mesures suivantes :
 - exonération de la taxe d'aménagement foncier ;
 - déduction fiscale de 100 % des investissements ;
 - exonération des impôts locaux généraux frappant le patrimoine industriel et commercial ;
 - simplification des procédures au titre de l'urbanisme ;
 - les entreprises s'établissant dans ces zones n'entreront pas dans le champ d'action des Industrial Training Boards ;
 - examen accéléré des demandes concernant l'entreposage en douane ;
 - simplification des procédures administratives.

- x) Publication de l'objectif de croissance monétaire retenu dans le cadre de la stratégie financière à moyen terme.
La fourchette de taux constituant l'objectif d'expansion de M3 en sterling de la mi-février 1980 à la mi-avril 1981 est fixée à 7-11 %.
- xi) Le système de réserves obligatoires supplémentaires assises sur la croissance des dépôts — le "corset" — ne sera pas prorogé au-delà de la mi-juin.

1^{er} avril

Majoration des cotisations de Sécurité sociale. La grève affectant l'ensemble de la sidérurgie, qui avait commencé le 1^{er} janvier, prend fin à l'issue d'un accord prévoyant une augmentation de 16 % des rémunérations.

3 avril

Entrée en vigueur de la Loi sur la concurrence, dont les principales dispositions sont les suivantes :

- suppression de la Commission des prix ;
- renforcement des pouvoirs donnés pour lutter contre les pratiques industrielles restreignant la concurrence ;
- octroi du pouvoir d'enquête dans les entreprises nationalisées et les autres entités exerçant leur activité sur les marchés où la concurrence est limitée par la loi ;
- octroi du pouvoir d'effectuer éventuellement des enquêtes sur les prix.

29 avril

Le financement en devises des contrats de crédit à l'exportation cesse d'être obligatoire.

7 mai

Majoration de 18³ %, en moyenne, des traitements dans la fonction publique (à l'exclusion du secteur industriel).

13 mai

Le gouvernement se fixe comme objectif la suppression de 630.000 postes, soit 10 % des effectifs, dans la fonction publique d'ici avril 1984.

14 mai

Accord pour l'augmentation, à compter du 1^{er} juillet, des taux d'intérêt minimums applicables à l'échelle internationale, aux crédits à l'exportation à moyen et à long terme bénéficiant d'un soutien public ($\frac{1}{2}$ point pour les pays les plus pauvres, $\frac{3}{4}$ point pour les autres).

30 mai

L'accord sur le budget de la CEE prévoit :

- des remboursements spéciaux en faveur de la Grande-Bretagne, sur ses contributions budgétaires estimées, d'un montant estimé à quelque 600 millions de livres en 1980-81 et à 825 millions de livres en 1981-82 ;
- une majoration de 5 % des prix agricoles assortie de la mise en place d'un système de soutien des prix en faveur des producteurs d'agneaux.

18 juin

Le système de réserves obligatoires supplémentaires sur la croissance des dépôts (le "corset") cesse de s'appliquer.

1^{er} juillet

Majoration de 17 % environ des traitements des agents du secteur public industriel.

3 juillet

Le taux minimum des concours de la Banque d'Angleterre est abaissé de 17 à 16 %.

18 juillet

La British Gas Corporation majorera de 30 pence par thermie les prix du gaz qu'elle fournit par contrat aux entreprises industrielles.

29 juillet

Annnonce de la création de sept zones industrielles.

Le National Enterprise Board recevra de l'Etat 25 millions de livres pour la création de la première usine de production de circuits intégrés dans le sud du pays de Galles.

4 août

La Commission Clegg, chargée de l'étude de la comparabilité de certaines catégories de rémunérations dans le secteur public, sera dissoute, mais les groupes d'examen seront maintenus.

8 septembre

Emission d'un nouveau certificat d'épargne indexé à l'intention des personnes âgées d'au moins 60 ans.

2 octobre

Les prix du charbon seront majorés de 10 % au minimum à compter de novembre.

14 novembre

Publication d'un document de travail sur le nouveau système de déduction fiscale sur les plus-values des stocks (modifications incorporées ultérieurement au budget).

21 novembre

Annonce d'un nouveau train de mesures, d'un coût de 250 millions de livres (aux prix de 1979), en faveur des chômeurs. Le nombre de bénéficiaires du Youth Opportunities Programme est augmenté. Le Special Temporary Employment Programme est remplacé par un Community Enterprise programme de portée plus large.

24 novembre

Les cotisations salariales de Sécurité sociale pour 1981-82 seront relevées de 6 $\frac{1}{2}$ à 7 $\frac{1}{2}$ % (3 % pour faire face à l'augmentation du nombre des bénéficiaires des allocations de chômage, 3 % pour éviter une réduction des dépenses de santé publique, 1 $\frac{1}{2}$ % pour rétablir l'équilibre dans les dépenses entre les prestations de Sécurité sociale qui sont financées par les affiliés et celles qui sont financées par les contribuables en général). Il est prévu également d'instituer un « droit supplémentaire sur le pétrole ».

Les pensions de retraite pour un couple marié sont majorées de 16 $\frac{1}{2}$ % et portées ainsi à 43,45 livres par semaine ; du fait du relèvement de 11 $\frac{1}{2}$ % de leur taux de base, les allocations de chômage et de maladie sont portées à 33,4 livres par semaine, alors que les allocations familiales sont augmentées de 75 pence, s'établissant ainsi à 4,75 livres par semaine pour chaque enfant.

Les programmes de dépenses publiques pour 1981-82 seront réduits d'un milliard de livres (aux prix de 1979) par rapport aux prévisions antérieures ; certains autres postes tels les apports de fonds aux industries nationalisées, seront augmentés. Les dépenses courantes des collectivités locales en 1981-82 seront réduites de 3 % par rapport à l'exercice précédent.

Le taux minimum des concours de la Banque Centrale est ramené de 16 à 14 %.

Les autorités annoncent leur intention de supprimer le coefficient minimum d'actifs liquides imposé aux banques et d'accroître la part de l'épargne des ménages finançant le secteur public.

Les grandes banques abaissent leur taux débiteur de base de 16 à 14 % et les taux servis sur les dépôts à 7 jours de préavis de 14 % à 11 $\frac{1}{2}$ ou 12 %.

16 décembre

La bonification d'intérêt sur les prêts des collectivités locales sera réduite d'1 point en 1981-82. Les modalités de répartition des sommes affectées à cette bonification seront changées de manière à assurer plus d'équité et décourager les dépenses excessives.

1981

5 janvier

Le coefficient minimum d'actifs liquides des banques est ramené de 12 $\frac{1}{2}$ à 10 % des exigibilités de référence.

10 mars

Présentation du Budget au Parlement ; les principales mesures prévues sont les suivantes :

- i) Impôts directs : pas de changement des abattements sur le revenu des personnes physiques et des seuils d'imposition.
- ii) Impôts indirects : le montant annuel de chiffre d'affaires à partir duquel les entreprises sont assujetties à la TVA est porté à 15.000 livres pour tenir compte de l'inflation.

- iii) Droits d'accise : augmentation des droits sur les boissons, le tabac, l'essence, le fuel, les briquets et les allumettes et les véhicules (et extension de la taxe sur les achats d'automobiles, à compter du 1^{er} avril, aux motocyclettes, scooters et vélomoteurs).
- iv) Impôt sur les bénéficiaires exceptionnels : les banques devront acquitter un impôt exceptionnel de 2,5 % sur la fraction du montant moyen, au dernier trimestre de 1980, de leurs dépôts non rémunérés excédant 10 millions de livres.
- v) Impôt sur les sociétés : le seuil d'application du taux moyen sera porté de 70.000 livres à 80.000 livres.
- vi) Taxe d'aménagement foncier : a été modifiée de manière à aider l'industrie du bâtiment.
- vii) Droit supplémentaire sur le pétrole : un droit de 20 % sera prélevé sur les recettes tirées par les compagnies pétrolières de la production de pétrole et de gaz, lorsque celle-ci dépasse 1 million de tonnes par an et par gisement.
- viii) Les industries grosses consommatrices de gaz et d'électricité bénéficieront d'un assouplissement des tarifs d'électricité et d'un blocage des prix jusqu'en décembre. Il est décidé d'augmenter de 120 millions de livres le montant maximum des financements extérieurs auxquels pourront faire appel ces industries en 1981-82 et une somme de 50 millions de livres sera affectée sur deux années à l'octroi de subventions en faveur du remplacement des chaudières à mazout par des chaudières à charbon.
- ix) Avantages en nature : les taux d'imposition applicables aux voitures de fonction seront majorés de 20 % en avril 1982, sans préjudice de la majoration de 20 % annoncée pour avril 1981 dans le Budget présenté l'an dernier. Une taxe sera prélevée sur l'essence fournie gratuitement par l'employeur.
- x) Dépenses publiques : elles augmenteront de façon insignifiante, en termes réels, de 1980-81 à 1981-82, mais devraient diminuer par la suite à prix courants : de 1,6 % en 1982-83 et de 2,4 % en 1983-84. La planification et le contrôle des dépenses publiques seront sensiblement modifiés en 1982-83 : ils se feront désormais en valeur, et non plus en volume.
- xi) Sécurité sociale : les pensions et la plupart des autres prestations seront majorées de 9 % environ, à compter de novembre 1981, tandis que les allocations familiales et l'indemnité de parent unique sont augmentées de 10 %. La prime de mobilité est relevée de 14 %.
- xii) Réduction de 14 à 12 % du taux minimum des concours de la Banque d'Angleterre.
- xiii) La fourchette constituant l'objectif de croissance de M3 en sterling au cours de l'exercice 1981-82 est fixée à 6-10 % (en taux annuel).
- xiv) Le financement de la dette publique sera assuré en partie par la création de deux nouveaux instruments :
 - un titre d'Etat indexé d'une durée de 15 ans et assorti d'un coupon de 2 % ;
 - une obligation pétrolière dont le rendement sera fondé sur le volume de pétrole produit par la BNOG en Mer du Nord.

Bons d'épargne pour personnes âgées : l'âge requis pour pouvoir acquérir ces bons indexés est ramené de 60 à 50 ans.

- xv) Entrée en vigueur d'un train de mesures en faveur de l'entreprise, dont les principaux éléments sont les suivants :
 - mise en place d'un dispositif en faveur de la création d'entreprises dans le cadre duquel un avantage fiscal complémentaire est offert aux particuliers qui, sans être propriétaires d'une entreprise, prennent des participations minoritaires dans certaines formes d'opérations nouvelles. L'investisseur pourra bénéficier d'une déduction fiscale sur ses placements dans la limite de 10.000 livres par an pendant trois ans ;
 - le Gouvernement, les grandes banques et l'Industrial and Commercial Finance Corporation sont convenus en principe de la mise en place, pour trois ans, d'un mécanisme de garantie du crédit, dans le cadre duquel le montant des engagements ne pourra dépasser 50 millions de livres par an. Des prêts d'un montant unitaire de 75.000 livres au maximum pourront être accordés pour une durée de 2 à 7 ans et seront assortis d'une garantie de l'Etat couvrant 80 % de leur montant ;
 - le plafond d'application aux "petites entreprises" du taux inférieur de l'impôt sur les sociétés est porté de 70.000 à 80.000 livres de bénéficiaires et le seuil d'application du taux maximum est porté de 130.000 à 200.000 livres ;
 - assouplissement des règles de calcul de l'abattement fiscal applicable aux fonds placés dans des sociétés en nom collectif ;
 - les membres des coopératives industrielles pourront bénéficier d'abattements fiscaux au titre des emprunts contractés pour l'achat de leur part ;

- les sociétés seront autorisées à racheter leurs propres actions ;
- le bénéfice de l'abattement sur le revenu imposable accordé à raison des moins-values sur les actions de sociétés commerciales non cotées est étendu des particuliers aux sociétés d'investissement relevant du Venture Capital Scheme (Régime applicable au capital risqué) ;
- mise en œuvre du Business Opportunities Programme destiné à faire connaître les mesures d'aide et d'incitation prises en faveur des petites entreprises.

12 mars

Les banques commerciales réduisent de deux points le taux de base de leurs prêts, qui est ainsi ramené à 12 %. Le taux d'intérêt servi sur les dépôts à sept jours de préavis est aussi réduit de 2³/₄ %, revenant ainsi à 9 %.

13 mars

Les sociétés mutuelles d'épargne-logement ramènent le taux hypothécaire de base de 14 à 13 %.

PAGE BLANCHE

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Emploi du PIB**
Millions de livres

	PIB au coût des facteurs*	Dépense finale aux prix du marché**	Demande intérieure totale***	Dépenses de consom- mation	Dépenses publiques courantes	Investisse- ment fixe	Variation des stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services	Impôts indirects moins subventions	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Aux prix courants :											
1977	126 072	185 592	142 273	85 474	29 210	25 744	1 845	43 319	42 571	16 949	
1978	144 317	209 456	162 070	98 376	32 928	29 715	1 051	47 386	45 533	19 606	
1979	164 493	245 020	190 383	115 698	38 248	33 742	2 695	54 637	54 624	25 903	
1980	190 967	280 615	217 897	134 594	47 964	38 825	-3 486	62 718	57 816	31 832	
Aux prix de 1975...											
1968	82 328	113 414	94 858	56 026	19 186	18 878	977	18 556	22 022	8 858	
1969	83 760	115 383	94 996	56 313	18 829	18 954	1 019	20 387	22 728	8 826	
1970	85 402	118 585	97 093	57 814	19 103	19 460	802	21 492	23 938	9 167	
1971	87 572	122 346	99 380	59 724	19 673	19 743	278	22 966	25 187	9 514	
1972	88 719	126 827	103 606	63 270	20 484	19 823	-19	23 221	27 694	10 243	
1973	95 506	137 337	111 463	66 332	21 453	21 195	2 483	25 874	30 913	10 918	
1974	94 527	136 381	108 686	64 881	21 761	20 616	1 428	27 695	31 216	10 638	
1975	93 954	133 392	106 381	64 424	23 074	20 417	-1 534	27 011	28 979	10 459	
1976	97 610	138 634	109 190	64 642	23 221	20 673	654	29 444	30 201	10 823	
1977	98 627	140 055	108 644	64 240	22 949	20 145	1 310	31 411	30 562	10 866	
1978	101 500	145 166	113 177	68 074	23 425	20 853	825	31 989	31 747	11 919	
1979	102 322	150 002	117 341	71 270	23 901	20 583	1 587	32 661	35 284	12 396	
1980	100 476	147 071	114 251	71 762	24 306	20 127	-1 944	32 820	34 124	12 471	
...et après correction des variations saisonniers :											
1979	4	25 791	37 946	29 559	17 896	5 995	5 307	361	8 387	9 037	3 118
1980	1	25 611	37 858	29 383	18 444	6 052	5 192	-305	8 475	8 858	3 389
	2	25 139	36 900	28 660	17 734	6 026	5 067	-167	8 240	8 916	2 845
	3	24 894	36 296	28 277	17 683	6 083	4 999	-488	8 019	8 344	3 058
	4	24 832	36 017	27 931	17 901	6 145	4 869	-984	8 086	8 006	3 179
1981	1	24 944			18 146	6 120	4 683	-854			3 251

Note Pour les années antérieures à 1973, les agrégats diffèrent un peu de la somme des composantes à cause de la méthode de rebaseement aux prix de 1975.

* 1 = 2 - 9 - 10.

** 2 = 4 + 5 + 6 + 7 + 8.

*** 3 = 2 - 8.

Source : *Economic Trends*.

Tableau B Formation intérieure brute de capital fixe par secteur et type d'actif et pour certaines branches d'industrie
Millions de livres aux prix de 1975, données désaisonnalisées

	Total	Secteur privé ¹	Administrations publiques ¹	Sociétés publiques ¹	Véhicules, navires et avions	Installations et machines	Logements		Autres nouveaux bâtiments et ouvrages ²	Pétrole et gaz naturel	Industries manufacturières ³
							Privés	Publics			
1968	18 878	9 779	5 479	3 653	1 722	5 864	2 341	2 134	7 279	..	3 623
1969	18 954	10 390	5 385	3 201	1 694	6 043	2 187	2 087	7 352	97	3 877
1970	19 460	10 685	5 475	3 316	1 819	6 365	2 047	1 879	7 655	131	4 177
1971	19 743	11 099	5 297	3 334	1 882	6 264	2 440	1 733	7 781	139	3 898
1972	19 823	11 776	5 076	2 932	2 148	6 055	2 745	1 609	7 607	230	3 370
1973	21 195	12 267	5 793	3 135	2 416	6 775	2 449	1 703	7 852	309	3 440
1974	20 616	11 641	5 418	3 557	2 326	6 989	2 004	1 822	7 475	698	3 782
1975	20 417	11 530	4 974	3 913	2 039	6 685	2 182	1 964	7 547	1 369	3 522
1976	20 673	11 810	4 820	4 043	2 023	6 858	2 180	2 083	7 529	1 843	3 326
1977	20 145	12 447	4 013	3 685	2 152	7 052	2 039	1 861	7 041	1 699	3 510
1978	20 853	13 814	3 559	3 480	2 169	7 578	2 330	1 735	7 041	1 577	3 773
1979	20 583	13 809	3 359	3 395	2 273	8 132	2 013	1 561	6 584	1 293	3 873
1980	20 127	13 737	2 918	3 457	2 214	8 504	1 727	1 410	6 257	1 218	3 499
1979 4	5 307	3 626	826	836	539	2 132	546	399	1 672	330	977
1980 1	5 192	3 562	768	863	595	2 122	475	403	1 598	307	945
2	5 067	3 421	742	911	573	2 165	458	362	1 516	319	898
3	4 999	3 374	719	876	502	2 153	427	337	1 550	283	871
4	4 869	3 380	689	807	544	2 064	367	308	1 593	320	785
1981 1	4 863									353	758

Note Les composantes n'ayant pas été révisées, leur somme ne correspond donc plus au total.

1 Y compris les achats moins les ventes de terrains et d'immeubles existants.

2 Y compris les coûts de transfert des terrains et immeubles.

3 Actifs loués en crédit-bail non compris.

Source : Economic Trends.

Tableau C Consommation et investissements

	Demande de biens de consommation				Investissements					
	Total des ventes au détail (volume)	Ventes au détail de produits non alimentaires (volume)	Immatri-culations de voitures neuves	Variations de l'encours total du crédit à la consommation ¹	Dépenses d'équipement		Commandes nouvelles du marché intérieur reçues par l'industrie mécanique ²	Mises en chantier de logements		Constitution de stocks (industrie manufacturière)
					Industries manufacturières	Commerce et services		Secteur privé	Secteur public	
	1976 = 100			Millions de livres, moyenne mensuelle	Millions de livres, aux prix de 1975		1975 = 100	Milliers		Millions de livres, aux prix de 1975
1971	94.0	88.9	108	+251	3 898	3 578	89	207.4	136.9	-271
1972	98.7	95.8	139	+438	3 370	4 045	99	228.0	123.0	-288
1973	103.1	103.8	137	+444	3 440	4 519	121	215.7	112.8	1 170
1974	101.9	101.9	103	-164	3 782	4 477	102	105.9	146.1	1 281
1975	100.1	99.6	98	-13	3 522	3 851	83	149.1	173.8	-1 101
1976	100.0	100.0	105	+343	3 326	3 945	87	154.7	170.8	363
1977	98.3	97.7	108	+625	3 510	4 413	93	134.8	132.1	580
1977 2	96.5	95.0	101	..	873	1 056	90	34.7	32.7	224
3	99.0	97.9	115	..	889	1 125	92	35.3	34.6	11
4	100.3	100.6	115	..	912	1 164	96	34.9	34.5	92
1978 1	101.3	102.2	127	+446	918	1 257	97	35.5	27.2	74
2	102.4	104.6	127	+382	960	1 248	96	39.6	30.0	85
3	105.5	108.6	135	+329	942	1 240	100	38.3	26.0	69
4	106.1	109.9	128	+334	953	1 281	108	43.9	24.2	108
1979 1	105.8	109.0	131	+369	965	1 323	95	28.0	18.2	-115
2	113.0	119.7	173	+483	962	1 460	104	35.5	20.9	153
3	106.6	109.7	111	+472	969	1 428	101	38.1	19.9	204
4	109.1	112.8	140	+456	977	1 453	101	42.5	22.5	-76
1980 1	110.2	113.9	139	+536	945	1 449	97	30.0	18.2	-471
2	109.2	112.6	114	+270	898	1 484	92	25.0	14.3	60
3	108.9	113.9	117	+222	871	1 497	81	21.2	13.2	-279
4	109.0	113.4	112	+65	785	1 550	75	21.2	10.4	-707
1981 1	112.7	118.2	115	+141	758	1 553 ^p		31.2	8.5	-632 ^p
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent										
	+3.4	+4.2	+2.7		-3.4	+0.2	-7.4	+47.2	-18.3	
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente										
	+2.3	+3.8	-17.3		-19.8	+7.2	-25.7	+4.0	-53.3	

1 Y compris les nouveaux paiements d'intérêts devant venir à échéance tout au long de la durée des prêts.

2 Déduction faite des annulations.

Sources : Economic Trends ; Monthly Digest of Statistics.

Tableau D Production et main-d'œuvre

	PIB estimation moyenne ¹	PIB par personne employée ²	Indice de la production industrielle	Indice de la production dans les industries manufacturières	Chômeurs	Vacances d'emploi non satisfaites pour adultes	Emploi dans les industries productrices	Emploi dans les industries manufacturières	Heures supplémentaires dans les industries manufacturières
	1975 = 100				Milliers		1975 = 100		Millions par semaine
1971	93.7	97.4	99.8	97.5	737	129	105.4	107.5	..
1972	96.1	100.1	102.0	100.0	816	145	103.1	104.0	12.51
1973	103.0	103.6	109.5	108.4	581	304	104.5	104.5	15.44
1974	101.1	101.4	105.1	106.6	571	298	104.1	104.7	16.53
1975	100.0	100.0	100.0	100.0	890	145	100.0	100.0	13.62
1976	102.7	102.6	102.0	101.5	1 223	120	97.5	96.9	14.00
1977	104.6	104.9	105.9	103.0	1 323	153	97.3	97.2	15.58
1977 2	104.5	104.3	105.5	102.5	1 298	151	97.4	97.2	15.61
3	104.2	104.9	105.9	102.7	1 344	153	97.2	97.2	15.62
4	105.5	105.4	106.1	102.4	1 366	162	97.1	97.1	15.42
1978 1	106.2	106.4	107.6	102.9	1 354	185	97.2	97.0	15.84
2	108.5	108.2	110.6	104.5	1 330	202	97.0	96.8	15.50
3	108.2	108.6	111.0	104.9	1 304	215	96.7	96.5	15.41
4	108.8	108.2	110.0	103.1	1 275	233	96.7	96.3	15.31
1979 1	107.8	107.7	110.1	102.3	1 289	232	96.4	95.9	15.03
2	111.0	111.6	115.0	107.3	1 246	251	96.3	95.7	15.65
3	108.9	109.4	112.7	103.2	1 208	248	96.2	95.4	13.94
4	110.5	110.2	112.6	104.2	1 227	229	95.4	94.5	14.87
1980 1	109.5	109.8	110.0	100.1	1 311	193	94.2	93.2	14.13
2	107.9	109.0	106.6	96.8	1 432	158	92.8	91.4	12.42
3	106.3	107.9	102.9	93.2	1 626	119	90.6	88.8	10.83
4	105.6	107.9	100.4	89.2	1 935	98	88.0	85.8	8.70
1981 1	105.3		98.7	87.3	2 212	99			8.46
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent			-1.7	-2.1			-2.9	-3.4	-2.8
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente			-10.3	-12.8			-7.8	-9.2	-40.1

1 Moyenne des dépenses, des revenus et de la production.

2 Sur la base d'une estimation du PIB dans l'optique de la production.

Sources : Economic Trends ; Department of Employment Gazette.

Tableau E Financement intérieur

	Expansion des crédits à l'économie	Variation de la masse monétaire M3 en sterling	Besoins d'emprunts des Administrations publiques*	Prêts bancaires en sterling au secteur privé	Accroissement net du volume des actions émises par les sociétés de crédit immobilier et des dépôts auprès de ces sociétés	Prêts hypothécaires des sociétés de crédit immobilier (engagements)	Fonds d'Etat : rendements à l'échéance finale**			Taux d'intérêt des dépôts à 3 mois auprès des collectivités locales*	Comparaison, compte tenu de la couverture à terme, entre les taux d'intérêt à 3 mois des dépôts auprès des collectivités locales et des prêts en Euro-dollar**
							A court terme	A moyen terme	A long terme		
							Taux annuel en %					Taux annuel en % en fin de période
Millions de livres					Millions de livres par mois		Taux annuel en %			Taux annuel en % en fin de période	
1971	988	2 459	1 313	1 856	678	1 004	6.68	8.24	8.90	4.56	-0.64
1972	6 856	4 927	2 114	6 433	731	1 267	7.68	8.45	8.97	8.75	-0.72
1973	8 782	6 702	3 679	7 129	721	1 085	10.45	10.65	10.78	16.06	-0.82
1974	6 895	3 255	5 684	3 435	664	1 038	12.51	14.21	14.77	13.25	-5.15
1975	4 531	2 331	9 974	-371	1 391	1 767	11.48	13.18	14.39	11.31	—
1976	7 474	3 565	7 889	3 464	1 135	2 030	12.06	13.61	14.43	14.88	-0.41
1977	1 132	4 130	4 652	3 188	2 033	2 508	10.08	12.02	12.73	6.75	0.16
1977 2	919	1 017	1 547	791	533	581	9.91	12.21	13.02	7.94	-1.09
3	227	1 231	479	1 341	496	673	9.77	12.08	12.89	5.84	-0.37
4	518	1 532	1 591	832	683	809	9.13	10.54	11.14	6.75	0.16
1978 1	1 900	2 325	1 243	897	471	801	9.79	11.01	11.51	6.81	-0.91
2	2 059	1 363	2 523	1 390	323	697	11.14	12.21	12.63	9.97	-1.72
3	1 852	1 326	2 413	1 217	402	678	11.68	12.33	12.64	9.50	-3.84
4	2 256	1 758	2 851	1 194	445	722	12.66	12.94	13.10	12.44	-0.33
1979 1	1 278	1 002	1 247	2 643	450	769	12.71	13.16	13.32	12.44	0.21
2	2 132	2 013	3 571	2 060	443	758	11.23	11.89	12.10	14.13	-0.20
3	3 987	1 891	3 492	2 275	530	742	12.11	12.34	12.38	14.25	-0.03
4	2 876	1 709	3 904	1 607	500	770	14.52	14.33	14.14	17.22	0.32
1980 1	2 218	1 507	-562	3 438	478	751	15.10	14.70	14.44	18.81	-0.03
2	4 352	3 293	5 173	2 354	505	755	14.03	14.10	14.02	17.00	0.10
3	5 211	2 791	3 582	3 128	656	841	13.11	13.42	13.34	15.37	0.09
4	3 774	3 307	4 833	1 107	695	991	13.11	13.44	13.34	14.75	0.34
1981 1	1 977	1 226		2 803	655	1 092	13.14	13.82	13.84	12.78	0.14
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent					-5.8	+10.2					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente					+37.0	+45.4					

* Données non désaisonnalisées.

1 Moyenne des rendements de chaque mercredi pendant la période considérée.

2 Ecart entre le taux de l'intérêt versé par les collectivités locales, compte tenu du coût de la couverture à terme, et le taux de l'Euro-dollar. Le signe + indique que le taux net servi par les collectivités locales est supérieur au taux de l'Euro-dollar, et le signe - qu'il est inférieur.

Sources : Bank of England Quarterly Bulletin ; Financial Statistics.

Tableau F Salaires, prix et position extérieure

	Taux de salaires hebdomadaires*	Gains moyens	Prix de gros des produits dans l'industrie manufacturière destinés au marché intérieur* 1	Indice des prix de détail*	Valeurs unitaires exportation*	Valeurs unitaires importation* 2	Exportations fob*	Importations fob*	Soide des opérations visibles	Balance courante	Total des mouvements monétaires*
	31-7-72 = 100	Janv. 1976 = 100	1975 = 100	1975 = 100	1975 = 100		Millions de livres par mois			Millions de livres	
1971	89.0	..	39.0	59.3	53.7	44.8	3 014	2 951	63	+1 076	+3 146
1972	101.3	..	40.5	63.6	56.8	46.9	3 146	3 395	-249	+189	-1 265
1973	115.2	..	53.1	69.4	64.0	60.0	3 979	4 841	-862	-1 056	-771
1974	138.0	..	86.8	80.5	81.6	87.7	5 465	7 248	-1 784	-3 380	-1 646
1975	178.7	..	100.0	100.0	100.0	100.0	6 443	7 554	-1 111	-1 674	-1 465
1976	213.2	106.1	116.9	116.5	119.6	122.2	8 398	9 707	-1 309	-1 060	-3 628
1977	227.3	115.6	138.0	135.0	141.5	141.3	10 578	11 337	-759	-206	+7 362
1977 2	225.9	114.0	137.0	134.9	140.6	140.8	2 638	2 944	-305	-431	+908
3	228.7	116.3	140.6	137.0	144.3	143.4	2 785	2 840	-55	+307	+2 608
4	231.2	119.9	143.3	139.0	146.4	143.9	2 675	2 764	-88	+280	+1 932
1978 1	237.8	123.8	146.6	141.4	149.6	142.0	2 761	2 957	-196	-171	+173
2	260.6	129.3	149.4	145.3	153.7	146.6	2 931	2 984	-53	+428	-1 494
3	265.8	133.0	152.3	147.8	157.6	148.1	2 952	3 138	-186	+100	+210
4	273.0	136.4	155.2	150.3	161.1	150.9	3 046	3 135	-88	+419	-15
1979 1	284.9	141.0	160.0	155.0	166.0	154.2	2 770	3 249	-479	-655	+684
2	292.2	146.8	167.3	160.7	169.2	158.8	3 589	3 764	-175	-151	+758
3	299.9	153.9	176.6	171.4	173.2	162.0	3 497	3 751	-254	-113	+297
4	315.3	161.8	182.5	176.2	178.8	172.8	3 706	3 964	-258	-506	-29
1980 1	334.9	168.7	193.7	184.6	187.2	185.3	3 957	4 086	-129	+86	+509
2	348.3	178.2	200.8	195.3	191.7	185.5	3 972	4 078	-107	-106	+246
3	357.4	188.2	206.0	199.4	195.7	185.5	3 900	3 695	205	+886	+279
4	366.6	193.2	208.6	203.2	197.2	186.6	3 963	3 540	423	+1 897	+158
1981 1	376.2	196.5 ^a	213.7	208.0							+161
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre précédent	+2.6	+1.7	+2.4	+2.4	+0.8	+0.6					
Pourcentage de variation du dernier trimestre par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente	+12.3	+16.5	+10.3	+12.7	+10.3	+8.0					

* Non désaisonnalisé.

1 A l'exclusion des denrées alimentaires, des boissons et du tabac.

2 Non compris les avions militaires provenant des Etats-Unis.

3 Compte tenu des ajustements de balance des paiements et après correction des facteurs affectant la comptabilisation des exportations.

4 Y compris le paiement des avions militaires achetés aux Etats-Unis et autres ajustements de balance des paiements.

Sources : *Economic Trends ; Monthly Digest of Statistics.*

Tableau G Analyse des transactions en capital et des règlements officiels¹
Données non désaisonnalisées
Millions de livres

	1979	1980	1979		1980				1981
			T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
1 BALANCE COURANTE	-1 425	+2 763	+274	-373	-357	-253	+1 172	+2 201	..
<i>Investissements et autres transactions en capital</i>									
2 Opérations en capital à long terme du secteur public	-384	-61	-66	-205	+9	-7	-7	-56	-124
3 Investissements étrangers dans le secteur public du RU	+882	+413	+430	+157	-112	+580	+61	-116	+83
Fonds d'Etat britanniques ²	+929	+568	+421	+205	-28	+646	+53	-103	+92
Autres	-47	-155	+9	-48	-84	-66	+8	-13	-9
4 Investissements étrangers dans le secteur privé du RU	+3 398	+3 255	+704	+777	+867	+429	+724	+1 235	+688
5 Investissements à l'étranger du secteur privé du RU	-6 631	-6 864	-1 934	-1 634	-1 958	-1 568	-1 499	-1 839	-1 794
6 Emprunts (nets) contractés en monnaies étrangères par les banques britanniques pour financer les investissements britanniques à l'étranger	-470	+2 050	-510	-455	+778	+311	+563	+398	-584
7 Autres emprunts ou prêts (nets) en monnaies étrangères effectués par les banques britanniques	+2 064		+1 181	+20					
Réserves de change en sterling ³	+248	+930	+210	+161	+37	+448	+437	+8	-98
9 Engagements du système bancaire et effets du marché monétaire	+531	+303	+202	-31	+455	-93	-94	+35	+188
10 Autres créances en sterling de l'étranger sur le système bancaire et le marché monétaire	+2 581	+2 569	+448	+1 303	+257	+1 011	+822	+479	+298
11 Crédits à l'importation ⁴	+69	-149	+38	+8	+46	+74	-180	-89	-10
12 Crédits à l'exportation ⁴	-864	-887	+67	-370	-332	-193	-212	-150	-41
13 Autres transactions à court terme	+64	-2 388	-502	+32	-287	-707	-857	-537	-1 190
14 Total des investissements et des autres transactions en capital	+1 488	-829	+268	-237	-240	+285	-242	-632	-2 584
15 Poste résiduel	+1 647	-742	-245	+581	+1 106	+214	-651	-1 411	..
16 BALANCE DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	+1 710	+1 192	+297	-29	+509	+246	+279	+158	+161
17 Attribution de droits de tirage spéciaux	+195	+180	—	—	+180	—	—	—	+158
18 Souscription en or au FMI	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19 TOTAL DES LIGNES 16 à 18	+1 905	+1 372	+297	-29	+689	+246	+279	+158	+319
<i>Règlements officiels</i>									
Opérations avec les autorités monétaires étrangères, net :									
20 FMI	-596	-140	-36	-38	-36	-35	-35	-34	-33
21 Autres autorités monétaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22 Emprunts en devises du gouvernement britannique	—	-629	—	—	—	—	-480	-149	—
23 Emprunts en devises du secteur public avec garantie de change	-250	-312	-109	-49	-196	-71	+13	-58	+33
24 Tirages (+) sur les réserves officielles ou versements (-) aux réserves officielles ⁵	-1 059	-291	-152	+116	-457	-140	+223	+83	-319
25 TOTAL DES RÈGLEMENTS OFFICIELS	-1 905	-1 372	-297	+29	-689	-246	-279	-158	-319

1 La somme des postes 1 à 5 est égale au total autrefois dénommé « balance de base » ; la somme des autres postes (à l'exception du poste 15) représente ce que l'on qualifiait précédemment de « mouvements monétaires ».

2 Avoirs en fonds d'Etat britanniques détenus par des non-résidents autres que les autorités monétaires étrangères, qui sont compris dans les réserves de change en sterling.

3 Réserves en sterling détenues au Royaume-Uni par des pays étrangers et par des organisations internationales (autres que le FMI), notifiées par les banques, etc. du Royaume-Uni. Ce poste n'englobe pas les autres avoirs officiels — tels que fonds en dépôt, caisses de retraites et autres fonds affectés à des fins spécifiques, avoirs en actions de sociétés de dépôts détenus sur place dans des banques commerciales — dont les mouvements sont comptabilisés aux postes 3, 4 et 10.

4 A l'exclusion des crédits commerciaux entre sociétés affiliées (repris aux lignes 4 et 5). Déduction faite des règlements anticipés et des tranches de paiement versées aux fournisseurs.

5 La valeur en sterling a été calculée au taux de change effectif.

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau H Avoirs et engagements extérieurs

	Taux de change effectif 1970 = 100	Réserves officielles ¹		Balances sterling			Encours de l'emprunt public à l'étranger ^{1, 4}	
		Total	dont :	Débiteurs officiels		Autres débiteurs	Total	dont :
			Devises convertibles	Total	dont :			FMI ³
		Millions de dollars, fin de période		Millions de livres, fin de période		Millions de dollars, fin de période		
1972	96.6	5 646	4 063	3 618	..	2 291	366	—
1973	85.6	6 476	4 725	3 689	959	2 284	2 982	—
1974	82.1	6 789	4 823	4 634	3 101	2 500	7 092	—
1975	75.8	5 429	3 335	4 102	2 839	3 228	8 921	—
1976	64.7	4 129	2 513	2 639	1 421	3 484	14 160	2 051
1977	61.7	20 557	19 015	2 835	1 360	4 965	18 042	4 029
1977 3	61.4	17 171	15 666	2 505	1 288	4 356	17 925	4 029
4	63.0	20 557	19 015	2 835	1 360	4 965	18 042	4 029
1978 1	64.0	20 320	18 817	2 995	1 404	4 903	17 614	4 029
2	60.7	16 542	15 006	2 764	1 212	4 751	16 689	3 109
3	61.2	16 511	14 860	2 773	1 169	4 910	16 401	3 062
4	60.8	15 694	14 230	2 610	1 006	5 266	15 847	2 152
1979 1	62.0	21 947	16 885	2 748	1 069	5 729	16 551	2 300
2	65.4	22 070	16 911	2 847	1 139	6 088	15 104	1 209
3	68.4	22 692	18 313	3 259	1 335	6 536	14 783	1 128
4	66.0	22 538	18 034	3 320	1 205	7 839	14 585	1 048
1980 1	69.3	26 963	18 325	3 777	1 670	8 009	13 921	938
2	70.8	28 172	19 500	4 132	1 906	9 020	13 676	860
3	72.3	27 637	18 855	4 475	2 092	9 842	12 481	782
4	75.7	27 476	18 621	4 640	2 223	10 321	11 991	704
1981 1	77.7	28 212	18 546	4 730	2 441	10 619	11 893	612

Pour mémoire :

Echéancier des remboursements des emprunts en devises par le secteur public au 31 décembre 1980 (milliards de dollars) :

1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	à partir de 1991	Total
4.7	1.5	0.9	1.7	1.2	1.0	1.2	1.1	0.7	0.6	3.4	18.0

1 Les emprunts inclus sont ceux enregistrés comme financement officiel dans les comptes de balance des paiements.

2 Tirages sur le FMI, nets des remboursements par le Royaume-Uni, et tirages en sterling sur le FMI par d'autres pays ; frais et intérêts en sterling exclus.

3 Depuis fin mars 1979, les bases d'évaluation des réserves doivent être révisées chaque année. L'or est évalué à 35 dollars l'once de fin jusqu'à fin novembre 1971, à 38 dollars l'once jusqu'à fin janvier 1973 et à 42.2222 dollars l'once jusqu'à fin mars 1979. Les avoirs en droits de tirage spéciaux sont évalués sur la base de 1 DTS = 1 dollar jusqu'à fin novembre 1971, de 1 DTS = 1.08571 dollar jusqu'à fin janvier 1973 et de 1 DTS = 1.20635 dollar jusqu'à fin mars 1979. Les avoirs en devises convertibles sont évalués aux taux médians ou centraux de fin décembre 1971 à fin mars 1979. Les bases d'évaluation publiées en 1979 ont été modifiées en mars 1980. En 1979, l'or a été évalué au cours moyen, à la cotation de la barre sur le marché de Londres, des trois premiers mois de l'année, diminué de 25 % ; à partir de fin mars 1980, il doit être évalué à ce prix ou à 75 % du cours de clôture coté à Londres le dernier jour ouvrable de mars si ce dernier prix est inférieur au premier. Les avoirs en droits de tirage spéciaux et en devises convertibles sont évalués à partir de fin mars 1979 sur la base de leurs taux de change moyens contre dollar des Etats-Unis pour les trois premiers mois de l'année ou bien, à partir de fin mars 1980, de leur valeur effective en dollars des Etats-Unis le dernier jour ouvrable de mars si cette valeur est inférieure à la première. A partir de juillet 1979, les devises convertibles incluent les « écus » acquis du fait d'opérations de crédit croisé avec le FEEDOM. Ces avoirs en écus sont évalués au taux de change moyen contre dollar de l'écu ou de l'unité de compte européenne pour les trois premiers mois de l'année ou (à partir de fin mars 1980) au taux applicable le dernier jour ouvrable de mars si celui-ci est inférieur au premier. Jusque'en mars 1980, ce mode d'évaluation a été différent de celui qui était utilisé pour la publication mensuelle des chiffres des réserves et suivant lequel les écus étaient évalués au taux du marché applicable à chaque opération de crédit croisé.

4 A partir de la fin mars 1979, les taux auxquels sont évalués les emprunts en cours seront révisés chaque année sur la même base que les réserves. La réévaluation de 1979 a eu pour effet d'augmenter de 576 millions de dollars le montant des emprunts à la fin mars (emprunts au FMI : + 148 millions de dollars et autres emprunts du secteur public au titre du système de garantie de change : + 428 millions de dollars).

Source : Bank of England Quarterly Bulletin.

Tableau I Commerce extérieur par régions
Millions de dollars EU, moyennes mensuelles

	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
<i>Importations, caf</i>														
OCDE, total	981	1 050	1 100	1 240	1 382	1 659	2 303	3 032	3 078	3 209	3 781	4 951	6 637	7 564
Amérique du Nord	289	314	326	371	351	371	480	633	593	630	716	854	1 100	1 452
OCDE - Europe	586	630	661	748	887	1 109	1 606	2 175	2 257	2 351	2 800	3 766	5 117	5 604
CEE	391	415	430	488	593	733	1 059	1 510	1 626	1 703	2 043	2 653	3 694	4 033
Pays à économie planifiée	65	68	74	80	78	89	122	146	138	169	197	207	271	278
Pays en voie de développement	375	403	423	430	478	503	711	1 241	1 111	1 185	1 191	1 253	1 546	2 002
<i>dont</i> : OPEP	126	147	153	160	212	210	295	725	578	611	530	538	580	826
<i>Exportations, fob</i>														
OCDE, total	804	868	990	1 102	1 260	1 426	1 827	2 286	2 404	2 633	3 296	4 081	5 526	6 941
Amérique du Nord	197	235	243	246	291	332	394	441	425	463	555	678	854	1 055
OCDE - Europe	505	529	633	731	832	960	1 260	1 615	1 756	1 974	2 518	3 135	4 361	5 562
CEE	318	346	410	471	540	612	821	1 077	1 178	1 371	1 753	2 256	3 162	4 037
Pays à économie planifiée	51	53	58	62	58	64	84	101	123	109	131	171	210	255
Pays en voie de développement	284	306	354	375	458	468	542	723	981	1 007	1 267	1 598	1 679	2 180
<i>dont</i> : OPEP	56	66	83	85	107	122	151	219	389	440	580	703	603	881

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur, série A.*

STATISTIQUES DE BASE :
COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

			Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹
Période de référence			Unités																								
POPULATION	Mi-1979	Milliers	14 422	7 503	9 849	23 690	5 117	4 765	53 478	61 359	9 450	226	3 368	56 888 ²	115 880	364	14 038	3 124	4 073	9 867	37 108	8 294	6 348	44 089	55 946	220 584	22 160
	»	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	247	72	2	48	189	307	141	415	12	13	107	74	18	154	56	229	24	87
	Mi-1969 à Mi-1979	%	1.6	0.1	0.2	1.2	0.4	0.3	0.6	0.2	0.7	1.1	1.4	0.7	1.3	0.7	0.9	1.2	0.6	0.8	1.1	0.4	0.2	2.5	0.1	0.9	0.9
EMPLOI	1979	Milliers	6 064	3 051	3 754	10 369	2 498	2 124	21 114	25 017	3 312	(101)	1 130	20 287	54 790	158	4 617	(1 261)	1 872	3 852	11 706	4 180	2 962	14 806	24 711	96 945	9 324 ³
	»	% du total	6.5	10.7	3.2	5.7	8.3	11.8	9.0	6.2	30.8	(13.3)	19.7	14.8	11.2	5.9	6.0	(10.2)	8.6	30.6	19.4	5.8	7.4	61.3	2.6	3.6	35.8
	»	Industrie ⁴	31.3	40.5	35.5	28.9	30.0	34.4	36.3	44.9	30.0	(37.7)	32.3	37.7	34.9	39.0	32.1	(33.7)	30.1	35.0	36.4	32.5	39.3	16.2	39.0	31.4	22.5
	»	Autres activités	62.2	48.8	61.3	65.4	61.7	53.8	54.7	48.9	39.2	(49.0)	48.0	47.5	53.9	55.1	61.9	(56.1)	61.3	34.4	44.2	61.7	53.3	22.5	58.4	65.0	41.7
PIB aux prix du marché	1979	Milliards de dollars des É-U ¹¹	120.7	68.4	108.3	227.0	66.2	41.4	571.3	763.9	38.6	2.5	14.8	323.6	999.6	4.2	149.1	21.4 ⁸	46.7	20.4	197.0	106.4	95.0	68.9	400.9	2 349.9	61.2 ⁵
	1974 à 1979	%	2.6	2.9	1.9	3.2	2.7	2.1	3.0	2.8	5.3	3.3	3.6	2.3	4.3	0.3	2.2	0.6	5.0	3.0	2.2	1.4	-0.8	5.0	1.8	3.3	5.8
	1979	Dollars des É-U ¹¹	8 370	9 120	11 000	9 580	12 940	8 690	10 680	12 450	4 080	10 980	4 390	5 690	8 620	11 640	10 620	6 840	11 470	2 070	5 310	12 820	14 970	1 560	7 170	10 650	2 760
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1979	% du PIB	21.8	25.0	20.5	22.5	21.8	23.1	21.3	22.7	25.6 ⁸	24.5	32.6	18.9	32.0	25.8	21.7	17.8 ⁹	27.8	18.9	19.0	19.5	21.9	17.8	17.8	18.1	34.6
	»	»	..	9.8	6.0	8.1	7.6	8.6	9.2	9.1	8.6	6.6	9.8 ¹⁰	8.0	10.7	9.2 ¹⁰	8.7	7.8	9.9	7.1	6.9 ¹⁰	7.3	7.1	..	9.3	7.4	
	»	Construction de logements	4.2 ¹⁰	14.2	6.5	5.3	6.9	6.3	6.4	6.5	9.2	5.7	6.4 ¹⁰	5.1	7.4	6.6 ¹⁰	5.8	3.3	5.3	3.7	..	..	..	3.8	3.0	4.8	..
	1974 à 1979	%	0.6	0.6	0.5	2.1	0.0	-2.7	0.7	3.7	5.7	-1.8	8.9	-1.2	4.5	0.2	1.4	..	1.5	0.5	-1.9	-0.4	-2.6	1.5	5.0	-0.1	2.2	8.8
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE ¹²	1979	% du PIB	21.2 ¹⁰	25.3	18.5	22.2	17.8	24.5	23.0	24.2	27.0	24.2	23.2	23.3	31.2	28.2 ¹⁰	20.7	22.9 ⁹	25.2	..	20.5	17.5	26.4	20.4	19.5	17.8	..
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1979	% du PIB	16.2	18.1	17.8	19.2	24.8	18.3	14.9	19.8	16.3	11.7	20.0	15.8	9.8	15.5	18.8	16.0 ⁹	19.7	15.0	10.9	28.7	12.9	12.9	20.3	18.0	17.6
	»	»	29.8 ¹⁰	42.2	47.4	36.1	49.4	34.7	42.2	40.7	29.7	25.0 ¹⁰	41.7 ¹⁰	41.1	24.2	43.5	55.1	..	47.1	30.7	26.7	57.1	30.0	23.4	40.6	31.9	..
	»	Ressources courantes	32.5 ¹⁰	44.2	44.2	36.0	50.3	38.3	43.6	42.7	30.6	34.0 ¹⁰	37.8 ¹⁰	35.9	26.6	52.2	55.8	..	52.2	26.9	27.5	57.7	33.3	23.8	39.5	32.9	..
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1979	% du PNB	0.5	0.2	0.6	0.5	0.8	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.1	0.3	..	0.9	0.3	0.9	..	..	0.9	0.2	..	0.5	0.2	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1979	Dollars des É-U ¹¹	5 050	5 090	6 920	5 360	7 280	4 810	6 620	6 810	2 610	6 700	2 760	3 480	5 100	6 510	6 330	4 060	5 560	1 500	3 650	6 770	9 560	1 120	4 320	6 860	1 590
	1977	Nombre	392	248	292	389 ¹⁴	271	227	314	326	66	315	180	289	173	398	277	385	273	107 ¹⁴	161	350 ¹⁴	307	11 ¹⁴	255 ¹⁴	505 ¹⁴	88
	1978	»	404 ²²	325 ²²	332	648	569	447	372	404	266	429 ²²	172	301	442	539	453	533 ²²	402	128	280	744	677	32 ²²	447	770	79
	1977	»	351 ¹⁴	247 ¹⁶	286	428 ¹⁴	338	363 ¹⁴	372	308	127 ¹⁴	214 ¹⁴	193	224	239 ²⁰	293 ¹⁴	279	259 ¹⁴	270 ¹⁴	76 ¹⁴	185 ¹⁴	363 ¹⁴	285 ¹⁴	44 ¹⁴	324	571 ²⁰	170
	1977	»	1.4 ²¹	2.3	2.1	1.8	2.0	1.6	1.6 ¹⁴	2.0	2.2	1.7 ¹⁶	1.2	2.3	1.2	1.3	1.7	1.3 ¹⁴	1.8	1.4	1.8 ¹⁴	1.8 ¹⁴	2.0	0.6	1.5	1.7	1.4 ¹⁴
	1979	% du groupe d'âge	45.0 ²²	32.0 ²²	61.3 ²⁰	64.9 ²²	57.4 ²²	68.5	55.9	41.5 ²²	45.4 ²⁰	..	50.0 ¹⁴	43.9 ¹⁴	71.4	37.3 ¹⁹	65.0	44.8 ²²	65.0	33.4 ¹⁴	41.3 ¹⁹	56.3 ¹⁴	70.1 ²²	12.7 ²⁰	44.6 ²⁰	75.0	..
	1979	Nombre	12.2 ¹⁹	14.8	11.7 ¹⁹	12.0 ¹⁹	9.1	7.6 ¹⁹	9.8	14.7 ¹⁹	18.7	11.3 ¹⁹	14.9 ¹⁹	15.3	8.0	13.0	8.5	13.8 ¹⁹	8.6 ¹⁹	38.9 ¹⁴	15.1 ¹⁹	7.3	8.6 ¹⁹	..	13.3 ¹⁹	13.0	36.7 ¹⁴
	1979	»
SALAIRES ET PRIX	Accroissement annuel moyen																										
	1975 à 1980	%	10.3	7.4	8.8	10.1	11.2	11.1	13.6	6.1	24.2	43.4	16.6	21.2	8.4	..	6.1	15.4	9.4	14.5	25.7	9.9	2.8	33.5 ²³	14.9	8.5	19.0
COMMERCE EXTÉRIEUR	1979	Millions de dollars des É-U ¹¹	18 636	15 432	55 428 ⁷	55 932	14 616	11 148	97 980	171 516	3 852	792	7 164	72 120	103 032	—	63 624	4 709	13 452	3 480	18 192	27 528	26 472	2 472	90 816	181 800	6 240
	»	%	15.4	22.6	51.2	24.6	22.1	26.9	17.2	22.5	10.0	31.7	48.4	22.3	10.3	—	42.7	22.0	28.8	17.1	9.2	25.9	27.9	3.6	22.7	7.7	10.2
	1974 à 1979	%	4.7	6.5	3.5	4.9	4.1	4.5	5.1	3.0	8.4	10.6	9.7	8.1	5.9	—	3.6	5.1	8.5	6.8	12.0	0.0	4.2	-2.7	4.4	4.1	3.8
	1979	Millions de dollars des É-U ¹¹	16 536	20 184	60 348 ⁷	53 520	18 456	11 304	106 872	157 752	9 624	828	9 864	77 808	110 672	—	67 212	4 566	13 728	6 540	25 380	28 536	29 304	5 688	102 828	207 132	12 360
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES ²⁴	Fin 1979	Millions de dollars des É-U	1 790	5 048	6 991 ⁷	3 887	3 312	1 586	21 357	56 940	1 126	165	2 230	21 239	20 327	—	9 619	453	4 269	1 962	13 898	3 583	20 275	941	20 694	19 956	1 336
	En 1979	%	10.8	25.0	11.6	7.3	17.9	14.0	20.0	36.1	11.7	19.9	22.6	27.3	18.4	—	14.3	9.9	31.1	30.0	54.8	12.6	69.2	16.5	20.1	9.6	10.8

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
 2 Population résidente totale.
 3 Secteur privé et socialisé.
 4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
 5 Produit social.
 6 A prix constants.
 7 Y compris le Luxembourg.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
 9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.
 10 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.
 11 Aux prix et taux de change courants.
 12 Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
 13 Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.
 14 1976.

15 Jeunes de 15 à 19 ans.
 16 1974.
 17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
 18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
 19 1978.
 20 1975.
 21 1972.
 22 1977.
 23 1974 à 1979.

24 L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).

NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Sources : Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

Lorsque les chiffres conformes aux définitions internationales standardisées n'étaient pas disponibles, on a eu recours aux sources nationales.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Australia and New Zealand Book Company Pty., Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA - AUTRICHE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agent/Agent local:
Gerold and Co., Graben 31, WIEN I. Tel. 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

LCLS
35, avenue de Stalingrad, 1000 BRUXELLES. Tel. 02.512.89.74

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiipa 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920

Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232.07.32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,

MONTREAL, Quebec H3H 1M7. Tel. (514)937.3519
522 West Hasting.

VANCOUVER, B.C. V6B 1L6. Tel. (604) 687.3320

DENMARK - DANEMARK

Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade

DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HÉLSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67

Principal correspondant:
13602 AIX-EN-PROVENCE: Librairie de l'Université,
Tel. 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21.60.45

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Baskerville House, 2nd floor,
13 Duddell Street, Central. Tel. 5.214375

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.:
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896

CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA - INDONÉSIE

PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND - IRLANDE

TDC Publishers - Library Suppliers
12 North Frederick Street, DUBLIN 1 Tel. 744835-749677

ITALY - ITALIE

Libreria Commissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751

Via Bertolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083

Sub-depositari:

Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00186 ROMA. Tel. 6794628

Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446

Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274

La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori
librerie nelle città più importanti.

JAPAN - JAPON

OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107 Tel. 586.2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 - 344425

MALAYSIA - MALAISIE

and/et SINGAPORE - SINGAPOUR
University of Malaysia Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantaf Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Verzendsboekhandel Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

Publications Section,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Walter Street. Tel. 847.679

Mulgrave Street, Private Bag. Tel. 737.320

World Trade Building, Cubacade, Cuba Street. Tel. 849.572

AUCKLAND: Hannaford Burton Building,
Rutland Street, Private Bag. Tel. 32.919

CHRISTCHURCH: 159 Hereford Street, Private Bag. Tel. 797.142

HAMILTON: Alexandra Street, P.O. Box 857. Tel. 80.103

DUNEDIN: T & G Building, Princes Street, P.O. Box 1104.
Tel. 778.294

NORWAY - NORVÈGE

J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO I. Tel. (02) 80.12.60

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrh Quid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES

National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-I. Tel. 275.46.55

Libreria Bastinos, Plaza 52, BARCELONA I. Tel. 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE Fritzes Kungl. Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH. Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

SWITZERLAND - SUISSE

OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45

Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50

Freihof A.G., Weinbergstr. 109, CH-8006 ZÜRICH.
Tel. 01.3634282

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung South Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

THAILAND - THAÏLANDE

Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6HB (personal callers)

Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS

OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON D.C.20006.
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

YUGOSLAVIA - YUGOSLAVIE

Jugoslavenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

**2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16**

N° 41956

**(350 UQ 10 81 28 2) ISBN 92-64-22217-0
ISSN 0304-3363**



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Abonnement F 240,00 £ 26.60 US \$ 60.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.
En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*